VOLUME 2

COMPTES PUBLICS 2016 2017

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU : FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière
terminée le 31 mars 2017

Québec

COMPTES PUBLICS 2016-2017

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2017

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Finances
Québec

Comptes publics 2016-2017 – Volume 2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2017

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2017

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

DÉFINITIONS 10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS 19

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS 21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES 29

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 30

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS 32

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 40

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES 42

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 44

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE 49

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 61

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 73

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE 101

CONSEIL EXÉCUTIF 117

CULTURE ET COMMUNICATIONS 133

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques 147

Économie, Science et Innovation 159

Éducation et Enseignement supérieur 173

Énergie et Ressources naturelles 193

Famille 203

Finances 217

Forêts, Faune et Parcs 233

Immigration, Diversité et Inclusion 245

Justice 255

Relations internationales et Francophonie 273

Revenu 283

Santé et Services sociaux 285

Sécurité publique 301

Tourisme 313

Transport, Mobilité durable et Électrification des transports 321

Travail, Emploi et Solidarité sociale 333

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Revenus des comptes à fin déterminée 349

Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée 352

Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée 358

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES 369

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

Fonds de développement des territoires 374

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Fonds relatif à certains sinistres 376

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Fonds Avenir Mécénat Culture 378

Fonds du patrimoine culturel québécois 379

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Fonds vert 382

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

Capital Mines Hydrocarbures 384

Fonds du développement économique 385

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 388

Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 389

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

Fonds des ressources naturelles 392

Fonds d'information sur le territoire 393

FAMILLE

Fonds de soutien aux proches aidants 396

Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance 397

Fonds pour le développement des jeunes enfants 398

FINANCES

Fonds de financement 400

Fonds des générations 401

Fonds du Bureau de décision et de révision 402

Fonds du centre financier de Montréal 403
Fonds du Plan Nord 404
Fonds relatif à l'administration fiscale 405

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier 408

JUSTICE

Fonds Accès Justice 410
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 411
Fonds des registres du ministère de la Justice 412
Fonds du Tribunal administratif du Québec 413
Fonds relatif aux contrats publics 414

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux 416
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux 417
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 418

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Fonds des services de police 420

TOURISME

Fonds de partenariat touristique 422

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Fonds aérien 424
Fonds de gestion de l'équipement roulant 425
Fonds de la sécurité routière 426
Fonds des réseaux de transport terrestre 427

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 430
Fonds de développement du marché du travail 431
Fonds des biens et des services 432
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 433
Fonds du Tribunal administratif du travail 434
Fonds québécois d'initiatives sociales 435

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX 438

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2017 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2016-2017.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu[1]; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

[1] Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2015-2016 ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2016-2017*. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 28 janvier 2016 et le 22 février 2016. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8 et 9 du *Budget de dépenses 2016-2017 – Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2016-2017*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◊ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◊ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◊ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES [1]

◊ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◊ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◊ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◊ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◊ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◊ *Immobilisations en ressources informationnelles*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Immobilisations tangibles*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

◊ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES [1]

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations en ressources informationnelles », « Immobilisations tangibles » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

◊ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

◊ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◊ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

- ◊ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

- ◊ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

PARTIE A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

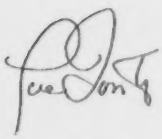
Année financière terminée le 31 mars 2017

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

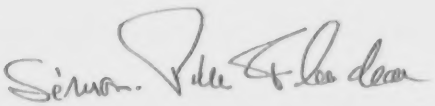
L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2017 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 29 septembre 2017

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	- CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	- AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			= EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	137 180	134 255			2 925	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	94 565	87 672			6 893	
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 801 274	1 748 166			53 108	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	875 793	842 490			33 303	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 536 134	859 633	49 371		627 130	
Conseil exécutif	415 246	397 997	5 511		11 738	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	690 461	686 836			3 625	
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	188 598	172 622	339		15 637	
Économie, Science et Innovation	1 058 573	1 054 985	2 470		1 118	
Éducation et Enseignement supérieur	17 512 673	17 242 116	11 905		258 652	
Énergie et Ressources naturelles	74 623	68 041	200		6 382	
Famille	2 560 215	2 551 569	100		8 546	
Finances (excluant le service de la dette)	137 930	114 539			23 390	
Forêts, Faune et Parcs	502 772	492 870			9 902	
Immigration, Diversité et Inclusion	179 878	168 064			11 814	
Justice	892 845	867 603	1 900		23 342	
Relations internationales et Francophonie	125 748	125 404			344	
Santé et Services sociaux	34 328 607	33 922 167			406 441	
Sécurité publique	1 413 206	1 398 696			14 510	
Tourisme	147 143	147 093	50			
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	681 288	640 610	19 500		21 178	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 377 398	4 371 482			5 916	
	69 732 151	68 094 910	91 345	-	1 545 896	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 547	3 547				
Finances (service de la dette)	8 349 400	7 581 010			768 390	
Total	**78 085 098**	**75 679 467**	**91 345**	**-**	**2 314 286**	**-**
Votés	51 961 449	50 831 832	91 345		1 038 272	
Permanents	26 123 649	24 847 635			1 276 014	
Total	**78 085 098**	**75 679 467**	**91 345**	**-**	**2 314 286**	**-**
Dépenses	77 211 623	75 417 977	91 335		1 702 312	
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres	621 914	92 235			529 680	
Immobilisations tangibles	131 893	95 681	10		36 203	
Immobilisations en ressources informationnelles	119 668	73 575			46 092	
Total	**78 085 098**	**75 679 467**	**91 345**	**-**	**2 314 286**	**-**

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	136 175		1 006						137 180
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	92 179				85		2 302		94 565
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 789 319		1 907		10 048				1 801 274
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	866 288		9 453		(150)		202		875 793
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 184 989				(649 735)		880		1 536 134
Conseil exécutif	417 398				(3 637)		1 485		415 246
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	679 074				11 387				690 461
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	173 692		27		14 868		11		188 598
Économie, Science et Innovation	820 411				236 102		2 060		1 058 573
Éducation et Enseignement supérieur	17 384 043				93 356		35 274		17 512 673
Énergie et Ressources naturelles	74 500		60		52		11		74 623
Famille	2 537 499		15 400		7 316				2 560 215
Finances (excluant le service de la dette)	158 645				(32 329)		11 613		137 930
Forêts, Faune et Parcs	467 791		10 131		24 698		153		502 772
Immigration, Diversité et Inclusion	299 701		50 428		(170 251)				179 878
Justice	884 130		1 495		6 505		716		892 845
Relations internationales et Francophonie	97 125		4 175		24 045		402		125 748
Santé et Services sociaux	33 741 604				232 036		354 967		34 328 607
Sécurité publique	1 361 398		2 314		49 494				1 413 206
Tourisme	138 004				9 139				147 143
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	681 288								681 288
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 215 821		7 250		137 571		16 756		4 377 398
	69 201 074		103 645		600		426 831		69 732 151
Culture et Communications (service de la dette)	3 547								3 547
Finances (service de la dette)	8 350 000				(600)				8 349 400
Total	**77 554 622**		**103 645**		**-**		**426 831**		78 085 098
Votés	51 880 391		81 058						51 961 449
Permanents	25 674 230		22 588				426 831		26 123 649
Total	**77 554 622**		**103 645**		**-**		**426 831**		78 085 098
Dépenses	76 439 092		99 441		246 258		426 831		77 211 623
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres	843 572				(221 657)				621 914
Immobilisations tangibles	140 502		4 204		(12 813)				131 893
Immobilisations en ressources informationnelles	131 456				(11 788)				119 668
Total	**77 554 622**		**103 645**		**-**		**426 831**		78 085 098

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	VOTÉS (1)	+ PERMANENTS (1)	+ VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		= TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)	
Assemblée nationale		136 175			136 175
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	47 984	44 195			92 179
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 789 319				1 789 319
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	866 279	10			866 288
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 694 155	490 834			2 184 989
Conseil exécutif	416 293	1 105			417 398
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	679 065	10			679 074
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	173 658	35			173 692
Économie, Science et Innovation	820 382	29			820 411
Éducation et Enseignement supérieur	16 047 466	1 336 577			17 384 043
Énergie et Ressources naturelles	74 481	19			74 500
Famille	2 322 280	219		215 000	2 537 499
Finances (excluant le service de la dette)	152 533	6 112			158 645
Forêts, Faune et Parcs	442 687	25 105			467 791
Immigration, Diversité et Inclusion	299 691	10			299 701
Justice	662 347	221 783			884 130
Relations internationales et Francophonie	97 016	110			97 125
Santé et Services sociaux	18 707 069	15 034 535 (2)			33 741 604
Sécurité publique	1 333 617	27 781			1 361 398
Tourisme	137 995	10			138 004
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	681 229	60			681 288
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 210 301	5 520			4 215 821
	51 655 844	17 330 230	-	215 000	69 201 074
Culture et Communications (service de la dette)	3 547				3 547
Finances (service de la dette)	6 000	8 344 000			8 350 000
Total	**51 665 391** (3)	**25 674 230**	**-**	**215 000**	**77 554 622**
Dépenses	50 559 820	25 664 272		215 000	76 439 092
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	843 472	100			843 572
Immobilisations tangibles	135 703	4 799			140 502
Immobilisations en ressources informationnelles	126 397	5 059			131 456
Total	**51 665 391**	**25 674 230**	**-**	**215 000**	**77 554 622**

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2016-2017.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 192 000 k$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2016-2017 (L.Q. 2016, chapitre 2)	15 332 397 k$
Loi n°2 sur les crédits, 2016-2017 (L.Q. 2016, chapitre 6)	36 332 994 k$
	51 665 391 k$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET +	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION +	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS (1) =	TOTAL
Assemblée nationale			1 006	**1 006**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale				
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 907			**1 907**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 450	3		**9 453**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Conseil exécutif				
Culture et Communications (excluant le service de la dette)				
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		27		**27**
Économie, Science et Innovation				
Éducation et Enseignement supérieur				
Énergie et Ressources naturelles	60			**60**
Famille			15 400	**15 400**
Finances (excluant le service de la dette)				
Forêts, Faune et Parcs	10 131			**10 131**
Immigration, Diversité et Inclusion	50 428			**50 428**
Justice	1 495			**1 495**
Relations internationales et Francophonie		4 175		**4 175**
Santé et Services sociaux				
Sécurité publique	336		1 978	**2 314**
Tourisme				
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports				
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250			**7 250**
Total	**81 058**	**4 204**	**18 383**	**103 645**
Votés	81 058			**81 058**
Permanents		4 204	18 383	**22 588**
Total	**81 058**	**4 204**	**18 383**	**103 645**
Dépenses	81 058		18 383	**99 441**
Investissements :				
Prêts, placements, avances et autres				
Immobilisations tangibles		4 204		**4 204**
Immobilisations en ressources informationnelles				
Total	**81 058**	**4 204**	**18 383**	**103 645**

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS [1]	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles		
Assemblée nationale	168	2 721	2 176	129 190	**134 255**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		432	1 459	85 782	**87 672**
Affaires municipales et Occupation du territoire			1 737	1 746 429	**1 748 166**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		5 055	3 432	834 003	**842 490**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	5	3	1 490	858 135	**859 633**
Conseil exécutif		39	225	397 733	**397 997**
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		15	1 985	684 836	**686 836**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	8	22 867	8 953	140 794	**172 622**
Économie, Science et Innovation	11	13	2 347	1 052 614	**1 054 985**
Éducation et Enseignement supérieur	90 343	9	5 887	17 145 877	**17 242 116**
Énergie et Ressources naturelles		227	3 378	64 436	**68 041**
Famille		25	6 671	2 544 873	**2 551 569**
Finances (excluant le service de la dette)			868	113 672	**114 539**
Forêts, Faune et Parcs		16 333	199	476 338	**492 870**
Immigration, Diversité et Inclusion		6	3 085	164 974	**168 064**
Justice	11	243	15 374	851 975	**867 603**
Relations internationales et Francophonie	985	10 226	294	113 899	**125 404**
Santé et Services sociaux	2	13	1 885	33 920 266	**33 922 167**
Sécurité publique	2	10 219	8 505	1 379 971	**1 398 696**
Tourisme				147 093	**147 093**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	675	26 744	3 626	609 565	**640 610**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	24	493		4 370 965	**4 371 482**
	92 235	95 681	73 575	67 833 419	**68 094 910**
Culture et Communications (service de la dette)				3 547	**3 547**
Finances (service de la dette)				7 581 010	**7 581 010**
Total	**92 235**	**95 681**	**73 575**	**75 417 977**	**75 679 467**
Votés	92 066	88 368	70 723	50 580 675	**50 831 832**
Permanents	168	7 313	2 853	24 837 302	**24 847 635**
Total	**92 235**	**95 681**	**73 575**	**75 417 977**	**75 679 467**

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et l'excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	139	134 607
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 898	88 344
Affaires municipales et Occupation du territoire	14 440	1 754 048
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	19 842	845 842
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	361	831 989
Conseil exécutif	2 526	398 191
Culture et Communications	3 251	695 764
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	121	158 875
Économie, Science et Innovation	3 818	1 053 501
Éducation et Enseignement supérieur	180 063	17 060 551
Énergie et Ressources naturelles	26 776	66 860
Famille	18 919	2 556 297
Finances	29 068 260	7 653 904
Forêts, Faune et Parcs	45 249	486 335
Immigration, Diversité et Inclusion	444 491	168 885
Justice	230 445	860 772
Relations internationales et Francophonie	1 575	116 810
Revenu	46 187 302	
Santé et Services sociaux	41 971	33 933 024
Sécurité publique	51 122	1 399 218
Tourisme		147 093
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	52 821	633 599
Travail, Emploi et Solidarité sociale	917 117	4 371 100
Total	**77 312 506**	**75 415 609**
Crédits votés utilisés		50 580 675
Crédits permanents utilisés		24 837 302
Total des dépenses nécessitant des crédits		**75 417 977**
Amortissement des immobilisations		146 929
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		12 348
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(41 181)
Variation à la baisse de provisions		(120 488)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		**(2 367)**
Total		**75 415 609**

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS +	TAXES À LA CONSOMMATION +	DROITS ET PERMIS +
1	49	Assemblée nationale			
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire			4 507
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 869
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	117	Conseil exécutif			
7	133	Culture et Communications			
8	147	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
9	159	Économie, Science et Innovation			2 108
10	173	Éducation et Enseignement supérieur			1
11	193	Énergie et Ressources naturelles			1 711
12	203	Famille			16 846
13	217	Finances	7 208 966		
14	233	Forêts, Faune et Parcs			39 789
15	245	Immigration, Diversité et Inclusion			64 497
16	255	Justice			3 271
17	273	Relations internationales et Francophonie			
18	283	Revenu	27 509 658	17 923 579	70 137
19	285	Santé et Services sociaux			1 921
20	301	Sécurité publique			39 774
21	321	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports			41 587
22	333	Travail, Emploi et Solidarité sociale			
		Total	**34 718 624**	**17 923 579**	**302 019**

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir la section 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 164 000 k$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 273 242 k$ ont été versés au fonds général.

REVENUS DIVERS	+	REVENUS[1] PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2017	TOTAL DES REVENUS 2016	
139				**139**				**139**	371	1
1 898				**1 898**				**1 898**	771	2
9 933				**14 440**				**14 440**	12 913	3
3 973				**19 842**				**19 842**	22 305	4
361				**361**				**361**	1 109	5
2 526				**2 526**				**2 526**	1 103	6
3 251				**3 251**				**3 251**	3 513	7
121				**121**				**121**	8 673	8
1 710				**3 818**				**3 818**	4 523	9
33 568				**33 570**		146 493		**180 063**	171 821	10
25 065				**26 776**				**26 776**	27 607	11
2 074				**18 919**				**18 919**	17 412	12
265 438		4 734 992		**12 209 396**		16 858 864		**29 068 260**	27 921 035	13
5 459				**45 249**				**45 249**	77 956	14
1 781				**66 278**		378 213		**444 491**	397 601	15
198 181				**201 452**		28 993		**230 445**	218 852	16
1 575				**1 575**				**1 575**	16 749	17
683 928				**46 187 302**				**46 187 302**	44 456 862	18
10 298				**12 219**		29 752		**41 971**	67 674	19
9 773				**49 547**		1 575		**51 122**	48 600	20
10 932				**52 519**		302		**52 821**	48 844	21
121 056				**121 056**		796 061		**917 117**	909 618	22
1 393 038		**4 734 992**		**59 072 254**		**18 240 252**		**77 312 506**	**74 435 913**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille	–	–	–
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille	–	–	–
		AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Développement des territoires			115 502
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			393 114
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine			145 096
14	78	Commission municipale du Québec			
15	80	Habitation			425 976
16	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille	–	–	**1 079 688**
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			395 130
18	92	Organismes d'État			450 713
		Total du portefeuille	–	–	**845 842**
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor			
20	104	Fonctions gouvernementales			
21	106	Commission de la fonction publique			
22	106	Régimes de retraite et d'assurances			
23	108	Fonds de suppléance			
24	110	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
		Total du portefeuille	–	–	–

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
		7 201				**7 201**	6 992	1
		56 171				**56 171**	54 995	2
		71 235				**71 235**	68 179	3
-		**134 607**		-		**134 607**	**130 165**	
		15 103				**15 103**	14 439	4
		28 321				**28 321**	27 715	5
		41 018				**41 018**	41 745	6
		3 180				**3 180**	3 222	7
		723				**723**	688	8
-		**88 344**		-		**88 344**	**87 809**	
						115 502	114 534	9
						393 114	382 917	10
		601 101				**601 101**	576 504	11
		49 838				**49 838**	48 044	12
						145 096	119 558	13
		2 847				**2 847**	2 965	14
						425 976	459 603	15
		20 574				**20 574**	21 747	16
-		**674 360**		-		**1 754 048**	**1 725 872**	
						395 130	406 100	17
						450 713	460 429	18
-		-		-		**845 842**	**866 529**	
		70 674				**70 674**	70 787	19
		400 876				**400 876**	389 263	20
		3 615				**3 615**	3 915	21
		356 824				**356 824**	393 773	22
								23
								24
-		**831 989**		-		**831 989**	**857 738**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
25	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
26	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
27	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
28	122	Affaires autochtones			
29	124	Jeunesse			
30	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
31	124	Affaires maritimes			
		Total du portefeuille	–	–	–
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
32	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		54 529	
33	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		613 367	
34	138	Charte de la langue française		24 321	
		Total du portefeuille	–	**692 217**	–
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
35	150	Protection de l'environnement			153 172
36	150	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 703
		Total du portefeuille	–	–	**158 875**
		ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION			
37	162	Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			562 012
38	164	Interventions relatives au Fonds du développement économique			291 815
39	164	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			188 913
40	166	Condition féminine			
		Total du portefeuille	–	–	**1 042 741**
		ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
41	176	Administration		158 174	
42	178	Soutien aux organismes		89 840	
43	178	Aide financière aux études		718 910	
44	180	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 399 196	
45	180	Enseignement supérieur		5 393 681	
46	182	Développement du loisir et du sport		81 126	
47	182	Régimes de retraite		1 219 624	
		Total du portefeuille	–	**17 060 551**	–
		ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
48	196	Gestion des ressources naturelles			66 860
		Total du portefeuille	–	–	**66 860**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
	783		**783**	798	25
	82 033		**82 033**	80 295	26
	11 418		**11 418**	11 231	27
	256 112		**256 112**	250 416	28
	37 999		**37 999**	32 710	29
	8 358		**8 358**	7 554	30
	1 488		**1 488**	1 075	31
–	**398 191**	–	**398 191**	**384 078**	
		3 547	**58 076**	56 661	32
			613 367	597 357	33
			24 321	23 920	34
–	–	**3 547**	**695 764**	**677 938**	
			153 172	143 837	35
			5 703	5 623	36
–	–	–	**158 875**	**149 460**	
			562 012	326 707	37
			291 815	81 534	38
			188 913	188 709	39
10 760			**10 760**	8 551	40
10 760	–	–	**1 053 501**	**605 501**	
			158 174	151 311	41
			89 840	72 365	42
			718 910	702 600	43
			9 399 196	9 077 240	44
			5 393 681	5 289 489	45
			81 126	71 961	46
			1 219 624	1 236 355	47
–	–	–	**17 060 551**	**16 601 322**	
			66 860	69 485	48
–	–	–	**66 860**	**69 485**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		FAMILLE			
49	206	Planification, recherche et administration			
50	206	Mesures d'aide à la famille			
51	208	Condition des aînés			
52	208	Curateur public			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FINANCES			
53	222	Direction du Ministère			
54	222	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
55	224	Service de la dette			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
56	236	Forêts			359 922
57	236	Faune et Parcs			126 414
		Total du portefeuille	-	-	**486 335**
		IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION			
58	248	Immigration, Diversité et Inclusion		168 885	
		Total du portefeuille	-	**168 885**	-
		JUSTICE			
59	260	Activité judiciaire			
60	260	Administration de la justice			
61	262	Justice administrative			
62	262	Accessibilité à la justice			
63	262	Autres organismes relevant du ministre			
64	264	Poursuites criminelles et pénales			
65	264	Indemnisation et reconnaissance			
		Total du portefeuille	-	-	-
		RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
66	276	Affaires internationales			116 810
		Total du portefeuille	-	-	**116 810**
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
67	288	Fonctions de coordination	119 836		
68	288	Services dispensés à la population	23 369 570		
69	292	Office des personnes handicapées du Québec	11 758		
70	292	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 431 859		
		Total du portefeuille	**33 933 024**	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
58 656			**58 656**	53 220	49
2 398 175			**2 398 175**	2 429 995	50
34 776			**34 776**	20 562	51
64 690			**64 690**	61 923	52
2 556 297	–	–	**2 556 297**	**2 565 700**	
	59 072		**59 072**	75 413	53
	55 004		**55 004**	51 115	54
		7 539 829	**7 539 829**	7 950 972	55
–	**114 075**	**7 539 829**	**7 653 904**	**8 077 499**	
			359 922	317 527	56
			126 414	124 289	57
–	–	–	**486 335**	**441 816**	
			168 885	149 713	58
–	–	–	**168 885**	**149 713**	
	118 403		**118 403**	113 165	59
	274 418		**274 418**	301 490	60
	14 484		**14 484**	13 499	61
176 478			**176 478**	174 289	62
	24 350		**24 350**	23 718	63
	128 755		**128 755**	127 527	64
123 884			**123 884**	112 932	65
300 362	**560 411**	–	**860 772**	**866 619**	
			116 810	98 780	66
–	–	–	**116 810**	**98 780**	
			119 836	117 191	67
			23 369 570	22 787 386	68
			11 758	11 070	69
			10 431 859	9 853 096	70
–	–	–	**33 933 024**	**32 768 743**	

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
71	304	Sécurité, prévention et gestion interne			
72	304	Sûreté du Québec			
73	306	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	–	–	–
		TOURISME			
74	314	Promotion et développement du tourisme			147 093
		Total du portefeuille	–	–	**147 093**
		TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS			
75	324	Infrastructures et systèmes de transport			574 068
76	324	Administration et services corporatifs			59 531
		Total du portefeuille	–	–	**633 599**
		TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
77	336	Mesures d'aide à l'emploi			840 088
78	336	Mesures d'aide financière			
79	338	Administration			67 114
80	340	Travail			
		Total du portefeuille	–	–	**907 202**
		TOTAL AU 31 MARS 2017	**33 933 024**	**17 921 652**	**5 485 045**
		TOTAL AU 31 MARS 2016	**32 768 743**	**17 425 338**	**4 967 208**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
	688 024		**688 024**	648 209	71
	668 391		**668 391**	613 359	72
	42 804		**42 804**	41 969	73
–	**1 399 218**	–	**1 399 218**	**1 303 537**	
			147 093	122 488	74
–	–	–	**147 093**	**122 488**	
			574 068	598 711	75
			59 531	58 468	76
–	–	–	**633 599**	**657 178**	
			840 088	837 603	77
2 965 306			**2 965 306**	3 004 942	78
477 779			**544 893**	507 241	79
	20 813		**20 813**	27 905	80
3 443 085	**20 813**	–	**4 371 100**	**4 377 691**	
6 310 504	**4 222 008**	**7 543 376**	**75 415 609**		
6 323 349	**4 146 417**	**7 954 606**		**73 585 663**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	97 020	37 579	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 094	18 395	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	51 186	27 115	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	118 388	58 590	(816)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	644 417	124 733	
6	120	Conseil exécutif	90 602	16 616	292
7	136	Culture et Communications	42 915	31 992	
8	150	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 554	40 519	
9	162	Économie, Science et Innovation	59 929	35 491	39 169
10	176	Éducation et Enseignement supérieur	88 107	68 338	28 148
11	196	Énergie et Ressources naturelles	39 778	16 430	(74)
12	206	Famille	78 766	40 391	107
13	222	Finances	45 914	28 525	9 800
14	236	Forêts, Faune et Parcs	124 493	89 709	115
15	248	Immigration, Diversité et Inclusion	74 662	44 402	
16	260	Justice	370 156	182 795	2 065
17	276	Relations internationales et Francophonie	63 393	23 588	
18	288	Santé et Services sociaux	69 483	42 579	
19	304	Sécurité publique	670 412	333 852	18
20	314	Tourisme			
21	324	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	93 946	332 049	
22	336	Travail, Emploi et Solidarité sociale	179 372	86 593	22 231
		Total	**3 149 589**	**1 680 280**	**101 054**
		Crédits votés	2 598 267	1 464 429	38 140
		Crédits permanents	558 587	88 132	70 504
		Total des dépenses nécessitant des crédits	**3 156 854**	**1 552 561**	**108 644**
		Amortissement des immobilisations		146 929	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks		832	
		Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions	(7 265)	(20 067)	(7 590)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	**(7 265)**	**127 719**	**(7 590)**
		Total	**3 149 589**	**1 680 280**	**101 054**

TRANSFERT +	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
8			134 607	130 165	1
10 855			88 344	87 809	2
1 573 407	102 339		1 754 048	1 725 872	3
669 680			845 842	866 529	4
62 672	166		831 989	857 738	5
290 681			398 191	384 078	6
617 309		3 547	695 764	677 938	7
30 802			158 875	149 460	8
664 206	254 706		1 053 501	605 501	9
16 850 958	25 000		17 060 551	16 601 322	10
3 998	6 729		66 860	69 485	11
123 437	2 313 596		2 556 297	2 565 700	12
29 836		7 539 829	7 653 904	8 077 499	13
45 070	226 949		486 335	441 816	14
49 820			168 885	149 713	15
288 395	17 361		860 772	866 619	16
26 727	3 102		116 810	98 780	17
33 579 372	241 590		33 933 024	32 768 743	18
86 963	307 973		1 399 218	1 303 537	19
88 513	58 580		147 093	122 488	20
207 605			633 599	657 178	21
2 997 728	1 085 175		4 371 100	4 377 691	22
58 298 042	**4 643 267**	**7 543 376**	**75 415 609**	**73 585 663**	
41 827 608	4 643 951	8 280	50 580 675	48 829 463	
16 543 792	10	7 576 277	24 837 302	24 671 709	
58 371 400	**4 643 960**	**7 584 557**	**75 417 977**	**73 501 172**	
			146 929	146 468	
			25	25	
			12 348	8 159	
11 516		(41 181)	(41 181)	(32 719)	
			(120 488)	(37 442)	
(84 874)	(694)		(2 367)	84 491	
(73 358)	**(694)**	**(41 181)**			
58 298 042	**4 643 267**	**7 543 376**	**75 415 609**	**73 585 663**	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	13 853 471	6 332 273
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	13 207 932	1 399 552
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif		
Personnes :		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	8 740 743	630 520
Total	**35 802 147**	**8 362 345**

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Occupation du territoire	19 198	5 767
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	34 346	6 760
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 673	20 716
6	Conseil exécutif		2 076
7	Culture et Communications	91 050	96 830
8	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9	Économie, Science et Innovation	16 566	8 773
10	Éducation et Enseignement supérieur	13 202 327	1 386 205
11	Énergie et Ressources naturelles		
12	Famille		32 758
13	Finances	10 061	2 350
14	Forêts, Faune et Parcs		
15	Immigration, Diversité et Inclusion		
16	Justice	89 375	18 728
17	Relations internationales et Francophonie		
18	Santé et Services sociaux	22 245 749	6 705 083
19	Sécurité publique		5 405
20	Tourisme	18 148	23 312
21	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	40 978	40 684
22	Travail, Emploi et Solidarité sociale	10 675	6 897
Total		**35 802 147**	**8 362 345**

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL [2]		+ INTÉRÊTS	+ SUPPORT	= TOTAL 2017	TOTAL 2016	
Principal	Autres					
11 573	6 305	2 865	1 147 947	**1 168 690**	1 116 855	
821 906	1 084	321 953	136 715	**21 467 402**	21 112 110	
993 496	49 241	405 055	164 628	**16 219 904**	15 855 889	
329 827	24 317	107 737	1 170 562	**1 632 442**	1 634 831	
67 608	130 052	37 174	1 605 197	**1 840 031**	1 554 551	
			2 901 435	**2 901 435**	2 931 240	
			2 169 298	**2 169 298**	2 116 872	
	900		1 074 070	**1 074 970**	1 110 601	
128 317	29 570	46 569	248 151	**9 823 870**	9 095 922	
2 352 727	**241 469**	**921 352**	**10 618 002**	**58 298 042**	**56 528 872**	
			8	**8**	7	1
			10 855	**10 855**	10 793	2
294 156	135 519	117 022	1 001 746	**1 573 407**	1 545 567	3
176	4 362	67	623 969	**669 680**	685 431	4
			18 283	**62 672**	130 264	5
9 982	10 874	1 901	265 849	**290 681**	278 798	6
140 200		38 000	251 228	**617 309**	600 209	7
5 097		1 686	24 019	**30 802**	22 366	8
34 892	24 686	5 386	573 902	**664 206**	444 483	9
965 582	36 674	402 362	857 808	**16 850 958**	16 417 303	10
1 794		384	1 820	**3 998**	4 378	11
			90 679	**123 437**	82 677	12
			17 425	**29 836**	20 737	13
18 905	50	6 081	20 034	**45 070**	40 337	14
			49 820	**49 820**	39 093	15
	347		179 944	**288 395**	273 252	16
			26 727	**26 727**	24 046	17
821 859	17 584	321 940	3 467 158	**33 579 372**	32 496 198	18
1 313			80 245	**86 963**	92 458	19
35 957		11 096		**88 513**	70 870	20
15 363	11 362	12 361	86 856	**207 605**	239 592	21
7 451	11	3 065	2 969 628	**2 997 728**	3 010 014	22
2 352 727	**241 469**	**921 352**	**10 618 002**	**58 298 042**	**56 528 872**	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ-RATION +	FONCTION-NEMENT +	CAPITAL +	INTÉRÊT +	SUPPORT =	TOTAL 2017	TOTAL 2016
Affaires municipales et Occupation du territoire					102 339	**102 339**	102 339
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		(694)		859		**166**	30 110
Économie, Science et Innovation					254 706	**254 706**	60 090
Éducation et Enseignement supérieur					25 000	**25 000**	25 000
Énergie et Ressources naturelles	4 947	1 107		674		**6 729**	4 896
Famille			25 282	11 108	2 277 206	**2 313 596**	2 368 535
Forêts, Faune et Parcs	57 295	76 863		2 400	90 392	**226 949**	185 977
Justice	10 826	3 059	176		3 301	**17 361**	30 545
Relations internationales et Francophonie	114	13			2 975	**3 102**	3 100
Santé et Services sociaux					241 590	**241 590**	161 160
Sécurité publique	249 859	51 483	6 631			**307 973**	265 824
Tourisme	11 773	4 977	5 443	1 016	35 372	**58 580**	51 618
Travail, Emploi et Solidarité sociale	146 364	69 678	9 997	692	858 445	**1 085 175**	1 093 047
Total	**481 177**	**206 486**	**47 528**	**16 749**	**3 891 326**	**4 643 267**	**4 382 241**

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+ CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		= TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Tangibles	Ressources informationnelles	
Assemblée nationale	97 020				893	**97 913**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 094				317	**59 412**
Affaires municipales et Occupation du territoire	51 186	19 198			491	**70 876**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	118 388	34 346			200	**152 934**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	644 417	23 673			357	**668 447**
Conseil exécutif	90 602					**90 602**
Culture et Communications	42 915	91 050			176	**134 141**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 554			1 634	1 340	**90 529**
Économie, Science et Innovation	59 929	16 566			240	**76 736**
Éducation et Enseignement supérieur	88 107	13 202 327			1 099	**13 291 532**
Énergie et Ressources naturelles	39 778		4 947		690	**45 415**
Famille	78 766				907	**79 673**
Finances	45 914	10 061				**55 975**
Forêts, Faune et Parcs	124 493		57 295	75		**181 863**
Immigration, Diversité et Inclusion	74 662				439	**75 101**
Justice	370 156	89 375	10 826		1 731	**472 088**
Relations internationales et Francophonie	63 393		114			**63 507**
Santé et Services sociaux	69 483	22 245 749				**22 315 232**
Sécurité publique	670 412		249 859	2	1 222	**921 495**
Tourisme		18 148	11 773			**29 921**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	93 946	40 978			524	**135 447**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	179 372	10 675	146 364	174		**336 586**
Total	**3 149 589**	**35 802 147**	**481 177**	**1 886**	**10 625**	**39 445 425**

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	139	371
Total des revenus divers	**139**	**371**
Total des revenus autonomes	**139**	**371**
Total des revenus	**139**	**371**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	7 204	7 201		3	
Ne nécessitant pas de crédits					
	7 204	7 201	-	3	-
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	58 428	50 754	4 924	2 750	
Ne nécessitant pas de crédits		5 417			
	58 428	56 171	4 924	2 750	-
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	71 548	71 235	141	172	
Ne nécessitant pas de crédits					
	71 548	71 235	141	172	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**137 180**	**134 607**	**5 065**	**2 925**	**-**
Votés					
Permanents	137 180	129 190	5 065	2 925	
Ne nécessitant pas de crédits		5 417			
Total	**137 180**	**134 607**	**5 065**	**2 925**	**-**
Dépenses	129 368	134 607		178	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	169		168	1	
Immobilisations tangibles	4 284		2 721	1 563	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 359		2 176	1 183	
Total	**137 180**	**134 607**	**5 065**	**2 925**	**-**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires**				
1. Secrétariat général						
Permanents(1)	1 248				1 017	232
2. Affaires juridiques et parlementaires						
Permanents(1)	5 956				5 052	901
Total	**7 204**	**–**	**–**	**–**	**6 069**	**1 132**
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale**				
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents(1)	12 782	27			8 987	3 767
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents(1)	45 646		2 721	2 176	26 807	11 193
Amortissement des immobilisations						
Total	**58 428**	**27**	**2 721**	**2 176**	**35 794**	**14 960**
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.								
							3	
–	–	–	–		–	–	**3**	–
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.								
							1	
							2 749	
								5 417
–	–	–	–		–	–	**2 750**	**5 417**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Services statutaires aux parlementaires**				
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	14 018	140			1 175	12 699
Permanents(2)	15 465				15 464	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	28 364	1			25 920	2 384
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	3 263				2 274	987
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	10 439				10 325	
Total	**71 548**	**141**	**–**	**–**	**55 158**	**16 069**

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés						
Permanents	137 180	168	2 721	2 176	97 020	32 162
Amortissement des immobilisations						
Total	**137 180**	**168**	**2 721**	**2 176**	**97 020** [1]	**32 162**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 5 863 k$ à l'égard du traitement de 54 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	97 020		97 020
Fonctionnement	32 162	5 417	37 579
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	8		8
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**129 190**	**5 417**	**134 607**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.								
							4	
	8						52	
							1	
							114	
–	8	–	–		–	–	172	–
	8						2 925	
								5 417
–	8	–	–		–	–	2 925	5 417

ASSEMBLÉE NATIONALE

EVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
Votés			
Permanents	7 204		
	7 204	-	-
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
Votés			
Permanents	58 428		
	58 428	-	-
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Votés			
Permanents	70 542		
	70 542	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés			
Permanents	136 175		
Total	**136 175**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								7 204
–	–	–		–		–		7 204
								58 428
–	–	–		–		–		58 428
		1 006						71 548
–	–	1 006		–		–		71 548
		1 006						137 180
–	–	1 006		–		–		137 180

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	50		
	50	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
										8	7
				8							
						–		–		8	7
–		–		8							
–		–		8		–		–		8	7

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Support	50	8	7
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**8**	**7**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	67	58
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	376	434
Divers	25	18
	468	510
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	15	75
Contributions non conformes	1 089	2
Divers		3
	1 105	80
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	325	181
	325	181
Total des revenus divers	1 898	771
Total des revenus autonomes	1 898	771
Total des revenus	1 898	771

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	15 077	14 185	177	715	
Permanents	446	377		69	
Ne nécessitant pas de crédits		541			
	15 523	15 103	177	784	-
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	29 598	27 954	598	1 046	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		367			
	29 598	28 321	598	1 046	-
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	44 882	39 446	1 091	4 344	
Ne nécessitant pas de crédits		1 572			
	44 882	41 018	1 091	4 344	-
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 394	3 129	22	243	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		50			
	3 394	3 180	22	243	-
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 169	691	3	476	
Ne nécessitant pas de crédits		32			
	1 169	723	3	476	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**94 565**	**88 344**	**1 891**	**6 893**	**-**
Votés	48 069	45 268	797	2 004	
Permanents	46 497	40 514	1 094	4 889	
Ne nécessitant pas de crédits		2 563			
Total	**94 565**	**88 344**	**1 891**	**6 893**	**-**
Dépenses	91 364	88 344		5 583	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	689		432	258	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 512		1 459	1 053	
Total	**94 565**	**88 344**	**1 891**	**6 893**	**-**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Le Protecteur du citoyen**				
1. Le Protecteur du citoyen	15 077			177	11 870	2 315
Permanents(1)	446				377	
Amortissement des immobilisations						
Total	**15 523**	**-**	**-**	**177**	**12 247**	**2 315**
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Le Vérificateur général**				
1. Le Vérificateur général	29 598		15	583	22 681	5 273
Amortissement des immobilisations						
Total	**29 598**	**-**	**15**	**583**	**22 681**	**5 273**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Administration du système électoral**				
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	28 485		417	277	18 078	5 889
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	187				19	50
3. Activités électorales						
Permanents(1)	16 209			397	3 154	1 399
Amortissement des immobilisations						
Total	**44 882**	**-**	**417**	**674**	**21 252**	**7 339**
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.								
							715	
							69	
								541
–	–	–	–		–	–	**784**	**541**
L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics et du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.								
							1 046	
								367
–	–	–	–		–	–	**1 046**	**367**
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.								
							3 824	
								938
							117	
	10 855						403	
								634
–	**10 855**	–	–		–	–	**4 344**	**1 572**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire au lobbyisme**				
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 394			22	2 459	670
Amortissement des immobilisations						
Total	**3 394**	**–**	**–**	**22**	**2 459**	**670**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**				
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	1 169			3	455	236
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 169**	**–**	**–**	**3**	**455**	**236**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	48 069		15	782	37 011	8 257
Permanents	46 497		417	677	22 084	7 575
Amortissement des immobilisations						
Total	**94 565**	**–**	**432**	**1 459**	**59 094** (1)	**15 832**

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 699 k$ à l'égard du traitement de 76 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	59 094		59 094
Fonctionnement	15 832	2 563	18 395
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	10 855		10 855
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**85 782**	**2 563**	**88 344**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.								
							243	
								50
–	–	–	–		–	–	**243**	**50**
Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.								
							476	
								32
–	–	–	–		–	–	**476**	**32**
							2 004	
	10 855						4 889	
								2 563
–	**10 855**	–	–		–	–	**6 893**	**2 563**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	15 077		
Permanents	446		
	15 523	–	–
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	29 598		
Permanents			
	29 598	–	–
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	42 580		
	42 580	–	–
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	3 309		
Permanents			
	3 309	–	–
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 169		
	1 169	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	47 984		
Permanents	44 195		
Total	**92 179**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								15 077
								446
–	–	–		–		–		15 523
								29 598
–	–	–		–		–		29 598
						2 302		44 882
–	–	–		–		2 302		44 882
				85				3 394
–	–	–		85		–		3 394
								1 169
–	–	–		–		–		1 169
				85				48 069
						2 302		46 497
–	–	–		85		2 302		94 565

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	10 596		
Remboursement des dépenses électorales	260		
	10 855	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 855**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
				10 596						**10 596**	10 431
				260						**260**	362
–		–		10 855		–		–		**10 855**	10 793
–		–		**10 855**		–		–		**10 855**	**10 793**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Support	10 855	10 855	10 793
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 855**	**10 855**	**10 793**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 507	4 509
Total des droits et permis	**4 507**	**4 509**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement revenus reportés -- Tiers	997	871
Divers	37	23
	1 034	894
Intérêts		
Assainissement des eaux	1 216	1 726
Divers	13	2
	1 229	1 727
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	76	292
Subventions d'années antérieures	7 593	5 491
	7 669	5 782
Total des revenus divers	**9 933**	**8 404**
Total des revenus autonomes	**14 440**	**12 913**
Total des revenus	**14 440**	**12 913**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des territoires					
Votés	115 878	115 502		376	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	115 878	115 502	–	376	–
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	406 133	393 114		13 019	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	406 133	393 114	–	13 019	–
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	621 354	601 101		20 254	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	621 354	601 101	–	20 254	–
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	60 453	42 596	1 641	16 216	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7 243			
	60 453	49 838	1 641	16 216	–
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	145 096	145 096			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	145 096	145 096	–	–	–
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 386	2 840	2	544	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		8			
	3 386	2 847	2	544	–
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	425 976	425 976			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	425 976	425 976	–	–	–

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	22 999	20 206	93	2 700	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		368			
	22 999	20 574	93	2 700	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 801 274**	**1 754 048**	**1 737**	**53 108**	**-**
Votés	1 801 274	1 746 429	1 737	53 108	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7 618			
Total	**1 801 274**	**1 754 048**	**1 737**	**53 108**	**-**
Dépenses	1 792 650	1 754 048		46 221	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	295			295	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 329		1 737	6 592	
Total	**1 801 274**	**1 754 048**	**1 737**	**53 108**	**-**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des territoires**				
1. Soutien au développement des territoires	102 339					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires et à la ruralité	13 539					
Total	**115 878**	–	–	–	–	–
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Modernisation des infrastructures municipales**				
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	279 258				3 257	757
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	126 875				51	5
Total	**406 133**	–	–	–	**3 309**	**762**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**				
1. Compensations tenant lieu de taxes	487 584					
2. Aide financière aux municipalités	27 946					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	105 825					
Total	**621 354**	–	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des territoires.								
		102 339						
	13 163						376	
–	**13 163**	**102 339**	–		–	–	**376**	–
Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit cumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures collectives.								
	262 869						12 375	
	126 175						644	
–	**389 044**	–	–		–	–	**13 019**	–
Ce programme englobe des mesures de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux ainsi que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.								
	467 801						19 783	
	27 518						427	
	105 782						43	
–	**601 101**	–	–		–	–	**20 254**	–

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Administration générale**				
1. Direction	3 319				1 976	238
2. Gestion	57 134			1 641	26 663	12 995
Amortissement des immobilisations						
Total	**60 453**	**–**	**–**	**1 641**	**28 639**	**13 232**
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la région métropolitaine**				
1. Secrétariat à la région métropolitaine	145 096				1 674	22
Total	**145 096**	**–**	**–**	**–**	**1 674**	**22**
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Commission municipale du Québec**				
1. Commission municipale du Québec	3 386			2	2 244	595
Amortissement des immobilisations						
Total	**3 386**	**–**	**–**	**2**	**2 244**	**595**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

	725					380	
						15 835	
							7 243
–	**725**	–	–	–	–	**16 216**	**7 243**

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	143 400						
–	**143 400**	–	–	–	–	–	–

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.

						544	
							8
–	–	–	–	–	–	**544**	**8**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		**Habitation**				
1. Société d'habitation du Québec	425 976					
Total	**425 976**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		**Régie du logement**				
1. Régie du logement	22 999			93	15 321	4 885
Amortissement des immobilisations						
Total	**22 999**	**–**	**–**	**93**	**15 321**	**4 885**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 801 274			1 737	51 186	19 496
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 801 274**	**–**	**–**	**1 737**	**51 186** [1]	**19 496**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 885 k$ à l'égard du traitement de 104 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	51 186		51 186
Fonctionnement	19 496	7 618	27 115
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 573 407		1 573 407
Affectation à un fonds spécial	102 339		102 339
Service de la dette			
Total	**1 746 429**	**7 618**	**1 754 048**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.								
	425 976							
–	**425 976**	–	–		–	–	–	–
En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.								
							2 700	
								368
–	–	–	–		–	–	**2 700**	**368**
	1 573 407	102 339					53 108	
								7 618
–	**1 573 407**	**102 339**	–		–	–	**53 108**	**7 618**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des territoires			
Votés	115 888		
Permanents			
	115 888	-	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	424 842		
Permanents			
	424 842	-	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Votés	608 475		
Permanents			
	608 475	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Votés	62 365		
Permanents			
	62 365	-	-
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Votés	122 855		
Permanents			
	122 855	-	-
Programme 6 - Commission municipale du Québec			
Votés	3 343		
Permanents			
	3 343	-	-
Programme 7 - Habitation			
Votés	430 460		
Permanents			
	430 460	-	-
Programme 8 - Régie du logement			
Votés	21 091		
Permanents			
	21 091	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 789 319		
Permanents			
Total	**1 789 319**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(10)				115 878
-	-	-		(10)		-		115 878
				(18 708)				406 133
-	-	-		(18 708)		-		406 133
				12 879				621 354
-	-	-		12 879		-		621 354
				(1 913)				60 453
-	-	-		(1 913)		-		60 453
				22 241				145 096
-	-	-		22 241		-		145 096
				44				3 386
-	-	-		44		-		3 386
				(4 484)				425 976
-	-	-		(4 484)		-		425 976
1 907								22 999
1 907	-	-		-		-		22 999
1 907				10 048				1 801 274
1 907	-	-		10 048		-		1 801 274

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Développement des territoires			
Communautés rurales branchées	3 731	618	
Fonds conjoncturel de développement	3 217		
Villages branchés du Québec	5 942		
Autres	649		
	13 539	618	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec	49 898		
Infrastructures municipales en milieu nordique	17 520		
Infrastructures Québec-Municipalités	133 305	1 319	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	108 712		
Programme d'infrastructures municipales d'eau	140		
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	41 598		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599	46	
Autres	587		
	401 359	1 365	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	510		
Compensation financière pour les équipements antipollution	163		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	454 425		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	33 159		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	1 521		
Mesures financières du partenariat fiscal	105 825		
Mise en œuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	2 500		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 565		
Autres	21 686	3 096	
	621 354	3 096	-
Programme 4 - Administration générale			
Autres	725	4	
	725	4	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
	910	1 966			**3 494**	3 177
15	806	2 396			**3 217**	2 197
	5 262	541			**5 803**	5 947
	625	24			**649**	874
15	7 604	4 926	–	–	**13 163**	12 195
1 629	42 764	5 505			**49 898**	42 502
	17 520				**17 520**	16 289
1 200	108 576	10 538			**121 634**	118 979
31	106 721	1 316			**108 068**	117 345
	140				**140**	
	41 598				**41 598**	33 728
277	48 275	1 001			**49 599**	49 599
	377	210			**587**	355
3 137	365 972	18 570	–	–	**389 044**	378 797
	510				**510**	507
	163				**163**	282
	434 642				**434 642**	443 702
78	33 081				**33 159**	29 900
	1 521				**1 521**	1 621
	105 782				**105 782**	91 012
	2 500				**2 500**	2 500
	1 565				**1 565**	1 533
	15 431	2 050	682		**21 259**	5 447
78	595 195	2 050	682	–	**601 101**	576 504
5	42	675			**725**	703
5	42	675	–	–	**725**	703

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 860	63	
Grand Montréal Bleu			
Mise en œuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	9 898		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 827		
Soutien au développement économique de Montréal	24 000		
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal	41 700		
Autres	3 115		
	143 400	63	–
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	49 250		
Aide au logement social, communautaire et abordable	351 340	165	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	421	301	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	24 965		
	425 976	466	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 606 353**	**5 612**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
						3 051
	1 924	14 873			**16 860**	17 290
						127
	9 298			600	**9 898**	9 873
	25 000				**25 000**	25 000
	22 827				**22 827**	22 424
	24 000				**24 000**	24 000
		41 700			**41 700**	15 500
		3 115			**3 115**	500
–	83 049	59 688	–	600	**143 400**	117 765
	5 228	123	43 898		**49 250**	36 360
	91 930	142 361	116 883		**351 340**	393 142
		120			**421**	362
				24 965	**24 965**	29 739
–	97 158	142 604	160 782	24 965	**425 976**	459 603
3 235	**1 149 019**	**228 512**	**161 464**	**25 565**	1 573 407	**1 545 567**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	19 198	19 198	21 112
Fonctionnement	5 767	5 767	5 931
Capital	442 356	429 675	415 053
Intérêt	117 032	117 022	117 566
Support	1 022 000	1 001 746	985 905
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 606 353**	**1 573 407**	**1 545 567**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Support	102 339	102 339	102 339
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**102 339**	**102 339**	**102 339**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	53	98
	53	98
Autres		
Études de dossiers	584	756
Demande d'autorisation – Zone agricole	490	495
Commercialisation des grains	241	239
Mise en marché	88	103
Abattoir et atelier	289	270
Acte déclaratoire – CPTAQ	126	128
Pêche commerciale	77	73
Préparation ou mise en conserve du poisson	72	55
Restauration et ventes au détail d'aliments	13 707	13 506
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	66	87
Divers	75	82
	15 815	15 793
Total des droits et permis	**15 869**	**15 891**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	56	56
Location de terrains et bâtisses	311	296
Location de services de personnel	135	94
Eau	70	82
Cale de halage	68	74
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	554	537
Autres aides à l'agriculteur	79	1 127
Analyse en laboratoire	1 097	
Divers	160	156
	2 530	2 420
Intérêts		
Divers	71	43
	71	43
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	141	374
Subventions d'années antérieures	1 225	3 556
Divers	7	21
	1 373	3 951
Total des revenus divers	**3 973**	**6 414**
Total des revenus autonomes	**19 842**	**22 305**
Total des revenus	**19 842**	**22 305**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	423 450	383 415	8 235	31 800	
Permanents	211	208		3	
Ne nécessitant pas de crédits		11 506			
	423 661	395 130	8 235	31 803	-
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	452 129	450 376	252	1 500	
Permanents	3	3			
Ne nécessitant pas de crédits		333			
	452 132	450 713	252	1 500	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**875 793**	**845 842**	**8 487**	**33 303**	-
Votés	875 579	833 791	8 487	33 301	
Permanents	214	211		3	
Ne nécessitant pas de crédits		11 839			
Total	**875 793**	**845 842**	**8 487**	**33 303**	-
Dépenses	854 181	845 842		20 178	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	500			500	
Immobilisations tangibles	11 359		5 055	6 303	
Immobilisations en ressources informationnelles	9 754		3 432	6 322	
Total	**875 793**	**845 842**	**8 487**	**33 303**	-

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**				
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	270 812		417		40 888	4 120
Variation à la baisse de provisions						
2. Institut de technologie agroalimentaire	23 616		635		18 043	2 201
Permanents(1)	2					
3. Santé animale et inspection des aliments	61 263		938		25 920	12 369
Permanents(1)	1					
4. Direction et services à la gestion	67 759		3 048	3 197	23 515	24 539
Permanents(2)	14					14
Permanents(3)	194					
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**423 661**	**–**	**5 038**	**3 197**	**108 366**	**43 244**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Organismes d'État**				
1. La Financière agricole du Québec	437 860					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 390			212	6 689	1 421
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 879		17	23	3 334	1 072
Permanents(1)	3					
Amortissement des immobilisations						
Total	**452 132**	**–**	**17**	**235**	**10 023**	**2 493**

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.								
	210 663						14 723	
								(577)
	2 410						328	
							2	
	18 747						3 289	
							1	
							13 460	
194								
								12 519
								(436)
194	**231 820**	**–**	**–**		**–**	**–**	**31 803**	**11 506**
Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.								
	437 860							
							1 068	
								270
							433	
3								
								63
3	**437 860**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 500**	**333**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	875 579		5 055	3 432	118 388	45 723
Permanents	214					14
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**875 793**	**–**	**5 055**	**3 432**	**118 388** [1]	**45 737**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 776 k$ à l'égard du traitement de 112 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	118 388		118 388
Fonctionnement	45 737	12 852	58 590
Créances douteuses et autres provisions	197	(1 013)	(816)
Transfert	669 680		669 680
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**834 003**	**11 839**	**845 842**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	669 680						33 301	
197							3	
								12 852
								(1 013)
197	**669 680**	**–**	**–**		**–**	**–**	**33 303**	**11 839**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Votés	415 031		
Permanents	10		
	415 040	–	–
Programme 2 - Organismes d'État			
Votés	451 248		
Permanents			
	451 248	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	866 279		
Permanents	10		
Total	866 288	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
8 570				(150)				423 450
	3					198		211
8 570	3	–		(150)		198		423 661
881								452 129
						3		3
881	–	–		–		3		452 132
9 450				(150)				875 579
	3					202		214
9 450	3	–		(150)		202		875 793

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	17 453	1 205	
Amélioration de la santé animale	15 142	14 356	
Appui à la formation	5 712	49	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 487	4 272	
Appui au développement en région	16 679	4 775	
Appui au secteur de la transformation	8 126	382	
Prime-Vert	19 259	6 529	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	149 548	147 281	
Autres	869	381	
	244 276	179 229	–
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	437 860	396 754	
	437 860	396 754	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**682 136**	**575 983**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
1 931		13 059			16 194	13 340
786					15 142	16 061
4 604		1 000			5 652	5 382
620	36	5 701			10 628	14 092
10	160	8 961			13 927	16 976
117	2	6 569			7 070	5 776
279		8 473			15 281	26 463
		7		3	147 292	139 332
1	4	249			634	656
8 346	202	44 039	–	3	231 820	238 078
				41 106	437 860	447 353
–	–	–	–	41 106	437 860	447 353
8 346	202	44 039	–	41 110	669 680	685 431

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	34 346	34 346	32 393
Fonctionnement	6 760	6 760	7 099
Capital	4 576	4 538	17 092
Intérêt	68	67	92
Support	636 386	623 969	628 754
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**682 136**	**669 680**	**685 431**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance – Organismes autonomes et fonds spéciaux	130	221
	130	221
Intérêts		
Divers		2
	–	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	230	886
	230	886
Total des revenus divers	**361**	**1 109**
Total des revenus autonomes	**361**	**1 109**
Total des revenus	**361**	**1 109**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	78 243	68 854	1 488	7 901	
Permanents	10	1		9	
Ne nécessitant pas de crédits		1 819			
	78 253	70 674	1 488	7 909	-
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	430 426	428 021	5	2 400	
Permanents	880	880			
Ne nécessitant pas de crédits		(28 025)			
	431 306	400 876	5	2 400	-
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 215	3 555	4	655	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		59			
	4 215	3 615	4	655	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 760		1 240	
Permanents	490 824	354 064		136 761	
Ne nécessitant pas de crédits					
	494 824	356 824	-	138 001	-
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	478 965			478 965	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	478 965	-	-	478 965	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	48 571			48 571	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	48 571	-	-	48 571	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 536 134**	**831 989**	**1 498**	**676 501**	**-**
Votés	1 044 420	503 190	1 498	539 731	
Permanents	491 714	354 945		136 769	
Ne nécessitant pas de crédits		(26 147)			
Total	**1 536 134**	**831 989**	**1 498**	**676 501**	**-**
Dépenses	1 053 322	831 989		195 186	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	478 990		5	478 985	
Immobilisations tangibles	345		3	342	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 478		1 490	1 987	
Total	**1 536 134**	**831 989**	**1 498**	**676 501**	**-**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat du Conseil du trésor**				
1. Soutien au Conseil du trésor	78 243			1 488	46 268	22 536
Permanents(1)	10					1
Amortissement des immobilisations						
Total	**78 253**	**–**	**–**	**1 488**	**46 268**	**22 537**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Fonctions gouvernementales**				
1. Soutien aux opérations gouvernementales	405 481				268 948	118 300
Variation à la baisse de provisions						
2. Fonds dédié aux sinistres	3 159					
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction						
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
5. Passif au titre des sites contaminés	20 716					
Variation à la baisse de provisions						
6. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	969	5				964
Permanents(1)	880				384	497
Total	**431 306**	**5**	**–**	**–**	**269 332**	**119 761**
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.								
	50				800		7 101	
							9	
								1 819
–	**50**	–	–		**800**	–	**7 109**	**1 819**
Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.								
	18 233							(7 265)
		859					2 300	
							100	
	20 716							(20 760)
–	**38 949**	**859**	–		–	–	**2 400**	**(28 025)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Commission de la fonction publique**				
1. Commission de la fonction publique	4 215		3	2	2 932	624
Amortissement des immobilisations						
Total	**4 215**	**-**	**3**	**2**	**2 932**	**624**
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**				
1. Régime de retraite des fonctionnaires						
Permanents(1)	36 285				24 228	
2. Régime de retraite de certains enseignants						
Permanents(2)	24 848					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents(3)	207 000				132 190	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 000				987	
Permanents(4)	13				12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels						
Permanents(5)	21 198				19 894	
6. Régime de retraite des juges						
Permanents(6)	23 538				21 244	

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.								
							655	
								59
–	–	–	–		–	–	**655**	**59**
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.								
							12 058	
	21 900						2 948	
							74 810	
	1 773						1 240	
							1	
							1 304	
							2 294	

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 (suite) Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**				
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec						
Permanents(7)	50 327				43 293	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents(8)	127 615				91 303	
Total	**494 824**	–	–	–	**333 151**	–
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Fonds de suppléance**				
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	78 865					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	400 000					
Total	**478 965**	–	–	–	–	–

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.								
							7 034	
							36 313	
–	**23 673**	–	–		–	–	**138 001**	–
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2016-2017.								
							100	
							78 865	
							400 000	
–	–	–	–		–	–	**478 965**	–

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**				
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	29 196					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la capitale nationale du Québec	19 375					
Total	**48 571**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(a) Le 13 avril 2016, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est devenu également ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, par conséquent la responsabilité de ce programme lui a été confiée (C.T. 216253).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 044 420	5	3	1 490	319 135	142 424
Permanents	491 714				332 547	498
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**1 536 134**	**5**	**3**	**1 490**	**651 682** (1)	**142 922**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 411 k$ à l'égard du traitement de 88 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	651 682	(7 265)	644 417
Fonctionnement	142 922	(18 189)	124 733
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	62 672		62 672
Affectation à un fonds spécial	859	(694)	166
Service de la dette			
Total	**858 135**	**(26 147)**	**831 989**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement social, culturel, touristique ainsi qu'économique.								
					29 196			
					19 375			
–	–	–	–		48 571	–	–	–
	40 772	859			49 371		490 361	
	21 900						136 769	
								1 878
								(28 025)
–	62 672	859	–		49 371	–	627 130	(26 147)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Votés	87 241		
Permanents	10		
	87 251	-	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Votés	189 463		
Permanents			
	189 463	-	-
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 215		
Permanents			
	4 215	-	-
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 445		
Permanents	490 824		
	495 269	-	-
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 354 823		
Permanents			
	1 354 823	-	-
Programme 6 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Votés	53 967		
Permanents			
	53 967	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 694 155		
Permanents	490 834		
Total	**2 184 989**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(8 998)				78 243
								10
–	–	–		(8 998)		–		78 253
				240 962				430 426
						880		880
–	–	–		240 962		880		431 306
								4 215
–	–	–		–		–		4 215
				(444)				4 000
								490 824
–	–	–		(444)		–		494 824
				(875 858)				478 965
–	–	–		(875 858)		–		478 965
				(5 397)				48 571
–	–	–		(5 397)		–		48 571
				(649 735)				1 044 420
						880		491 714
–	–	–		(649 735)		880		1 536 134

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	50	1	
	50	1	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés	20 716		841
Autres	18 233		
	38 949	-	841
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 931		1 270
Régime de retraite de certains enseignants	24 848		
	27 779	-	1 270
Programme 6 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Commission de la capitale nationale du Québec	19 375		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	27 397		
	46 772	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**113 550**	**1**	**2 111**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2017	Total 2016
3		46			**50**	
3	–	46	–	–	**50**	–
19 815				60	**20 716**	80 009
				18 233	**18 233**	26 687
19 815	–	–	–	18 293	**38 949**	106 696
502					**1 773**	1 504
21 900					**21 900**	22 064
22 403	–	–	–	–	**23 673**	23 568
–	–	–	–	–	–	–
42 221	–	**46**	–	**18 293**	**62 672**	**130 264**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	27 779	23 673	23 568
Fonctionnement	20 716	20 716	80 009
Support	65 055	18 283	26 687
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**113 550**	**62 672**	**130 264**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Fonctionnement		(694)[1]	29 671
Capital	2 189		
Intérêt	970	859	440
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 159**	**166**	**30 110**

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable à certains fonds spéciaux.

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	212	
Divers	2	1
	214	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	272	375
Subventions d'années antérieures	2 040	727
	2 312	1 102
Total des revenus divers	**2 526**	**1 103**
Total des revenus autonomes	**2 526**	**1 103**
Total des revenus	**2 526**	**1 103**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	783	783			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	783	783	–	–	–
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	84 608	79 485	244	4 879	
Permanents	2 025	2 025			
Ne nécessitant pas de crédits		523			
	86 633	82 033	244	4 879	–
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 763	11 385		1 378	
Permanents	22	22			
Ne nécessitant pas de crédits		11			
	12 785	11 418	–	1 378	–
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	261 714	255 789		5 925	
Permanents	531	531			
Ne nécessitant pas de crédits		(208)			
	262 245	256 112	–	5 925	–
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	42 511	37 999		4 512	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	42 511	37 999	–	4 512	–
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	8 788	8 213	20	555	
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		132			
	8 801	8 358	20	555	–

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Affaires maritimes					
Votés	1 488	1 488			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 488	1 488	-	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**415 246**	**398 191**	**264**	**17 249**	**-**
Votés	412 655	395 143	264	17 249	
Permanents	2 590	2 590			
Ne nécessitant pas de crédits		458			
Total	**415 246**	**398 191**	**264**	**17 249**	**-**
Dépenses	414 472	398 191		16 739	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	107			106	
Immobilisations tangibles	130		39	91	
Immobilisations en ressources informationnelles	537		225	312	
Total	**415 246**	**398 191**	**264**	**17 249**	**-**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**				
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	783				773	10
Total	**783**	**–**	**–**	**–**	**773**	**10**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**				
1. Cabinet du premier ministre	5 027				3 621	581
Permanents(1)	140					140
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	9 899				8 431	608
3. Direction générale de l'administration	24 363		34	210	15 043	7 403
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents(1)	1 885				1 885	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	44 786				42 741	579
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	535					
Total	**86 633**	**–**	**34**	**210**	**71 720**	**9 310**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

–	–	–	–	–	–	–	–

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	479					346	
						860	
						1 673	523
						1 465	
						535	
–	**479**	–	–	–	–	**4 879**	**523**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Affaires intergouvernementales canadiennes**				
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	870				493	173
Permanents(1)	22					22
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 087				3 216	1 309
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	1 571				877	318
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 234				784	77
Total	**12 785**	**–**	**–**	**–**	**5 370**	**1 899**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Affaires autochtones**				
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	889				527	222
Permanents(1)	31					31
2. Secrétariat aux affaires autochtones	260 825				3 032	1 826
Permanents(2)	499					
Variation à la baisse de provisions						
Total	**262 245**	**–**	**–**	**–**	**3 559**	**2 079**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.								
	55						149	
	58						505	
								11
							376	
	4 025						348	
–	**4 138**	–	–		–	–	**1 378**	**11**
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.								
	55						85	
	250 128				1 100		4 740	
499								(208)
499	**250 182**	–	–		**1 100**	–	**4 825**	**(208)**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Jeunesse**				
1. Secrétariat à la jeunesse	42 511				1 771	650
Total	**42 511**	**–**	**–**	**–**	**1 771**	**650**
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques**				
1. Cabinet de la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	886				559	201
Permanents(1)	13					13
2. Commission d'accès à l'information	5 799		5	15	4 455	948
Amortissement des immobilisations						
3. Réforme des institutions démocratiques	1 241				869	316
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	863				697	113
Total	**8 801**	**–**	**5**	**15**	**6 581**	**1 591**
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		**Affaires maritimes**				
1. Secrétariat aux affaires maritimes	1 488				827	411
Total	**1 488**	**–**	**–**	**–**	**827**	**411**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.				
	35 578				4 411		101	
–	**35 578**	–	–		**4 411**	–	**101**	–
				Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.				
	54						72	
							377	
								132
							55	
							52	
–	**54**	–	–		–	–	**555**	**132**
				Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de la mise en œuvre de la stratégie maritime du Québec.				
	250							
–	**250**	–	–		–	–	–	–

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	412 655		39	225	88 717	15 744
Permanents	2 590				1 885	206
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**415 246**	**–**	**39**	**225**	**90 602** [1]	**15 950**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 342 k$ à l'égard du traitement de 126 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	90 602		90 602
Fonctionnement	15 950	666	16 616
Créances douteuses et autres provisions	499	(208)	292
Transfert	290 681		290 681
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**397 733**	**458**	**398 191**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	290 681				5 511		11 738	
499								666
								(208)
499	**290 681**	**–**	**–**		**5 511**	**–**	**11 738**	**458**

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	758		
Permanents			
	758	–	–
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Votés	89 018		
Permanents	1 076		
	90 094	–	–
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	12 763		
Permanents	10		
	12 773	–	–
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	265 579		
Permanents	10		
	265 588	–	–
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	38 647		
Permanents			
	38 647	–	–
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Votés	8 768		
Permanents	10		
	8 777	–	–
Programme 7 - Affaires maritimes			
Votés	760		
Permanents			
	760	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	416 293		
Permanents	1 105		
Total	**417 398**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				25				783
–	–	–		25		–		783
				(4 410)				84 608
						948		2 025
–	–	–		(4 410)		948		86 633
								12 763
						12		22
–	–	–		–		12		12 785
				(3 865)				261 714
						521		531
–	–	–		(3 865)		521		262 245
				3 865				42 511
–	–	–		3 865		–		42 511
				20				8 788
						3		13
–	–	–		20		3		8 801
				728				1 488
–	–	–		728		–		1 488
				(3 637)				412 655
						1 485		2 590
–	–	–		(3 637)		1 485		415 246

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	75		
Autres	570	2	
	645	2	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 234		
Centre de la francophonie des Amériques	2 076		
Coopération intergouvernementale	904		
Soutien à la recherche	350		
Autres	55	2	
	4 618	2	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 102		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	22 092		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	6 250		
Ententes avec la nation crie	119 589	7 013	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	65 674		
Financement global des villages nordiques	16 610		
Fonds de développement pour les autochtones	1 192	80	
Fonds d'initiatives autochtones	18 788	1 813	
Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain	239		
Projets ponctuels autochtones	1 591	46	
Autres	55		
	254 180	8 952	-
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	39 889		
	39 889	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Autres	55		
	55	-	-
Programme 7 - Affaires maritimes			
Autres	250		
	250	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**299 636**	**8 955**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
9	14	455			479	474
9	14	455	–	–	479	474
7		1 124			1 131	996
				2 076	2 076	2 076
39		770	10		819	805
54		4			58	123
3	1	50			55	55
103	1	1 947	10	2 076	4 138	4 054
	1 051	1 051			2 102	2 023
	7 111	14 366			21 477	21 733
	6 250				6 250	6 250
	112 449	127			119 589	115 213
	63 153				63 153	65 892
	15 809				15 809	16 643
	750	319			1 148	1 710
	13 094	3 784	96		18 787	13 083
		239			239	
77	311	1 120	19		1 573	1 297
4	5	46			55	55
80	219 983	21 053	115	–	250 182	243 899
207		34 772		600	35 578	30 271
207	–	34 772	–	600	35 578	30 271
6		47			54	
6	–	47	–	–	54	–
		250			250	100
–	–	250	–	–	250	100
405	219 997	58 523	124	2 676	290 681	278 798

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Fonctionnement	2 076	2 076	2 076
Capital	20 900	20 856	16 567
Intérêt	1 901	1 901	2 216
Support	274 760	265 849	257 939
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**299 636**	**290 681**	**278 798**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de locaux	1 134	1 158
Divers	1	
	1 134	1 158
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 076	2 205
Subventions d'années antérieures	40	149
	2 116	2 354
Total des revenus divers	**3 251**	**3 512**
Total des revenus autonomes	**3 251**	**3 513**
Total des revenus	**3 251**	**3 513**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	54 333	50 756	1 815	1 763	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		7 310			
	54 343	58 076	1 815	1 763	-
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	613 367	613 367			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	613 367	613 367	-	-	-
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	26 299	24 251	185	1 863	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		70			
	26 299	24 321	185	1 863	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**694 009**	**695 764**	**1 999**	**3 626**	**-**
Votés	693 999	688 374	1 999	3 626	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		7 380			
Total	**694 009**	**695 764**	**1 999**	**3 626**	**-**
Dépenses	690 227	695 764		1 844	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	542		15	528	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 239		1 985	1 254	
Total	**694 009**	**695 764**	**1 999**	**3 626**	**-**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture Service de la dette		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec**				
1. Gestion interne et soutien	51 536			1 801	24 660	19 791
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Centre de conservation du Québec	2 266		11	3	1 339	888
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	531				402	129
Total	**54 343**	**-**	**11**	**1 803**	**26 400**	**20 818**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**				
1. Action culturelle et communications	183 230					
2. Musées nationaux	73 158					
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	18 399					
4. Société de développement des entreprises culturelles	63 837					
5. Société de télédiffusion du Québec	61 806					
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	110 083					
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	71 741					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

			3 547			1 738	
							7 245
							25
						24	
							39
–	–	–	**3 547**	–	–	**1 763**	**7 310**

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

183 230

73 158

18 399

63 837

61 806

110 083

71 741

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Éducation et culture		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	31 113					
Total	**613 367**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Charte de la langue française**				
1. Coordination de la politique linguistique	2 253					
2. Office québécois de la langue française	22 481		3	181	15 892	3 528
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil supérieur de la langue française	936				624	265
Amortissement des immobilisations						
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	629					
Total	**26 299**	**–**	**3**	**181**	**16 515**	**3 794**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	31 113						
–	**613 367**	–	–	–	–	–	–

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	2 243					10	
	1 696					1 181	
							68
	4					43	
							2
						629	
–	**3 942**	–	–	–	–	**1 863**	**70**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	693 999		15	1 985	42 915	24 602
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Total	**694 009**	**-**	**15**	**1 985**	**42 915** [1]	**24 612**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 5 783 k$ à l'égard du traitement de 50 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	42 915		42 915
Fonctionnement	24 612	7 380	31 992
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	617 309		617 309
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 547		3 547
Total	**688 384**	**7 380**	**695 764**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	617 309		3 547				3 626	
								7 355
								25
–	**617 309**	–	**3 547**		–	–	**3 626**	**7 380**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec			
Votés	56 371		
Permanents	10		
	56 381	–	–
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Votés	596 951		
Permanents			
	596 951	–	–
Programme 3 - Charte de la langue française			
Votés	29 290		
Permanents			
	29 290	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	682 612		
Permanents	10		
Total	**682 622**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 038)				54 333
								10
–	–	–		(2 038)		–		54 343
				16 416				613 367
–	–	–		16 416		–		613 367
				(2 991)				26 299
–	–	–		(2 991)		–		26 299
				11 387				693 999
								10
–	–	–		11 387		–		694 009

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	47 584		
Aide aux immobilisations	111 994		60
Aide aux initiatives de partenariat	11 054	2 873	
Aide aux projets	3 020		
Autres interventions particulières en culture et en communications	9 578	19	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	70 737		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 729		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	103 355		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	31 113		
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 351		
Musée de la Civilisation	24 805		
Musée des beaux-arts de Montréal	17 132		
Musée national des beaux-arts du Québec	21 870		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 140		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	56 697	45 306	
Société de la Place des Arts de Montréal	12 623		
Société de télédiffusion du Québec	61 806		
Société du Grand Théâtre de Québec	5 777		
	613 367	48 199	60
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	2 256	1	
Réussir ensemble en français	2 677	293	
Autres	364		
	5 297	294	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**618 664**	**48 493**	**60**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
763	100	46 721			**47 584**	41 095
900	48 933	59 105		2 995	**111 994**	98 699
1 334	5 287	1 545		15	**11 054**	13 443
120	25	2 869	6		**3 020**	4 497
230	12	8 603	213	500	**9 578**	4 731
				70 737	**70 737**	71 992
	8	996			**1 004**	1 004
				6 729	**6 729**	6 092
		92 947	10 408		**103 355**	101 351
				31 113	**31 113**	36 703
				9 351	**9 351**	9 505
				24 805	**24 805**	27 047
		17 132			**17 132**	15 964
				21 870	**21 870**	17 434
				7 140	**7 140**	7 322
		11 062	329		**56 697**	59 847
				12 623	**12 623**	15 343
				61 806	**61 806**	59 204
				5 777	**5 777**	6 084
3 347	54 365	240 979	10 956	255 460	**613 367**	597 357
95	52	2 098			**2 245**	1 057
		1 400			**1 693**	1 790
			4		**4**	4
95	52	3 498	4	–	**3 942**	2 851
3 442	**54 417**	**244 478**	**10 960**	**255 460**	**617 309**	**600 209**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	91 050	91 050	116 009
Fonctionnement	96 830	96 830	72 174
Capital	140 200	140 200	129 914
Intérêt	38 000	38 000	39 459
Support	252 583	251 228	242 653
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**618 664**	**617 309**	**600 209**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux		862
Régimes des eaux		864
Sécurité des barrages		973
	–	2 700
Autres		
Droits relatifs à la protection de l'environnement		1 058
Divers		3
	–	1 061
Total des droits et permis	–	**3 761**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	20	68
Formulaire, documentation et information	16	58
Terrains et bâtisses		595
Location et concessions		1 037
Gestion des barrages publics		2 699
Recouvrements de tiers		183
Divers	13	6
	49	4 647
Intérêts		
Divers		26
	–	26
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	71	203
Divers		35
	71	238
Total des revenus divers	**121**	**4 912**
Total des revenus autonomes	**121**	**8 673**
Total des revenus	**121**	**8 673**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	182 563	135 097	31 794	15 672	
Permanents	72	20		52	
Ne nécessitant pas de crédits		18 055			
	182 634	153 172	31 794	15 724	-
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 963	5 678	34	252	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		26			
	5 963	5 703	34	252	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**188 598**	**158 875**	**31 828**	**15 976**	**-**
Votés	188 526	140 774	31 828	15 924	
Permanents	72	20		52	
Ne nécessitant pas de crédits		18 081			
Total	**188 598**	**158 875**	**31 828**	**15 976**	**-**
Dépenses	147 471	158 875		6 677	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	10		8	2	
Immobilisations tangibles	30 995		22 867	8 129	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 121		8 953	1 168	
Total	**188 598**	**158 875**	**31 828**	**15 976**	**-**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Protection de l'environnement**				
1. Politiques environnementales	17 568				7 596	480
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	30 441		363		10 978	637
3. Analyse et expertise régionales	26 775				15 907	654
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 349		3		15 750	1 102
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 724		1 286		4 117	160
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	30 243	8	19 029		5 838	2 720
7. Direction	6 215				4 760	883
Permanents(1)	20					20
8. Services à la gestion	47 247		2 180	8 924	18 121	14 591
Permanents(2)	27					
Permanents(3)	25					
Amortissement des immobilisations						
Total	**182 634**	**8**	**22 862**	**8 924**	**83 067**	**21 248**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**				
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 963		5	29	4 487	1 191
Amortissement des immobilisations						
Total	**5 963**	**–**	**5**	**29**	**4 487**	**1 191**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.								
	8 020				339		1 134	
	15 849						2 612	
	6 775						3 439	
							494	
							1 161	
							2 649	
	150						422	
	7						3 423	
							27	
							25	
								18 055
–	**30 802**	–	–		**339**	–	**15 385**	**18 055**
Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.								
							252	
								26
–	–	–	–		–	–	**252**	**26**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	188 526	8	22 867	8 953	87 554	22 418
Permanents	72					20
Amortissement des immobilisations						
Total	**188 598**	**8**	**22 867**	**8 953**	**87 554** (1)	**22 438**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 822 k$ à l'égard du traitement de 109 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	87 554		87 554
Fonctionnement	22 438	18 081	40 519
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	30 802		30 802
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**140 794**	**18 081**	**158 875**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	30 802				339		15 585	
							52	
								18 081
–	**30 802**	–	–		**339**	–	**15 637**	**18 081**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Votés	168 545		
Permanents	35		
	168 579	–	–
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Votés	5 113		
Permanents			
	5 113	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	173 658		
Permanents	35		
Total	**173 692**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				14 018				182 563
	27					11		72
–	27	–		14 018		11		182 634
				850				5 963
–	–	–		850		–		5 963
				14 868				188 526
	27					11		72
–	27	–		14 868		11		188 598

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	2 171		
Programme ClimatSol	5 147		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	4 370		
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert			
Programme partenaires pour la nature	545		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	300		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	1 697		
Soutien aux organismes de bassin versant	4 680		
Autres	16 156	31	
	35 066	31	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**35 066**	**31**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2017	Total 2016
	1 300				**1 300**	5 300
	2 429				**2 429**	1 410
	4 346				**4 346**	5 178
						770
		453	5		**458**	1 524
						291
		1 697			**1 697**	1 885
		4 668			**4 668**	5 187
4	128	15 522		219	**15 904**	822
4	8 203	22 339	5	219	**30 802**	22 366
4	**8 203**	**22 339**	**5**	**219**	**30 802**	**22 366**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Capital	5 097	5 097	6 232
Intérêt	2 157	1 686	1 693
Support	27 812	24 019	14 441
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**35 066**	**30 802**	**22 366**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Remboursage	1 945	1 894
Visa – Crédit d'impôt pour le design	133	120
Divers	31	26
Total des droits et permis	2 108	2 040
	2 108	**2 040**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	–	1
Recouvrements	–	1
Dépenses d'années antérieures	162	500
Subventions d'années antérieures	1 548	1 983
Total des revenus divers	1 710	2 483
Total des revenus autonomes	**1 710**	**2 483**
Total des revenus	**3 818**	**4 523**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations					
Votés	564 156	559 018	2 371	2 766	
Permanents	2 088	2 088			
Ne nécessitant pas de crédits		906			
	566 244	562 012	2 371	2 766	-
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	291 946	291 846		100	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(31)			
	291 946	291 815	-	100	-
PROGRAMME 3					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	188 913	188 913			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	188 913	188 913	-	-	-
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	11 470	10 748		721	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		12			
	11 470	10 760	-	721	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 058 573**	**1 053 501**	**2 371**	**3 588**	**-**
Votés	1 056 485	1 050 526	2 371	3 588	
Permanents	2 088	2 088			
Ne nécessitant pas de crédits		887			
Total	**1 058 573**	**1 053 501**	**2 371**	**3 588**	**-**
Dépenses	1 055 971	1 053 501		3 357	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	11		11		
Immobilisations tangibles	108		13	95	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 483		2 347	136	
Total	**1 058 573**	**1 053 501**	**2 371**	**3 588**	**-**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations**				
1. Direction et services à la gestion	32 711		13	2 347	15 452	14 145
Permanents(1)	29					29
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques économiques et aide à l'entrepreneuriat	15 178				5 343	8 946
3. Développement des secteurs industriels stratégiques, des projets économiques majeurs et des sociétés d'État	51 720				7 603	3 495
4. Commerce extérieur et exportations	20 244	8			4 717	3 717
5. Services aux entreprises et affaires territoriales	86 070				15 953	2 399
Permanents(2)	2 060					
6. Soutien à l'innovation	358 133	3			6 928	616
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100					
Total	**566 244**	**11**	**13**	**2 347**	**55 996**	**33 346**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développements technologique, régional, social et durable. Plus précisément, il favorise le développement et la compétitivité des entreprises, le transfert et la valorisation des résultats de recherche ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs la diversification et la consolidation des régions, l'essor de l'économie sociale, de même que l'ouverture des marchés et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques et scientifiques.

	557					197	
							906
	889						
	38 152			2 470			
	11 802						
	67 719						
2 060							
	350 587						
						100	
2 060	**469 705**	**–**	**–**	**2 470**	**–**	**297**	**906**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**				
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	189 833					
Variation à la baisse de provisions						
2. Programme ESSOR	98 864					
3. Programme Créativité Québec	3 149					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100					
Total	**291 946**	–	–	–	–	–
PROGRAMME 3 Mission : Économie et environnement		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**				
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	77 647					
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	47 455					
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 377					
4. Centre de recherche industrielle du Québec	13 871					
5. Commission de l'éthique en science et en technologie	564				512	52
Total	**188 913**	–	–	–	**512**	**52**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.								
12 364		177 469						
								(31)
21 627		77 237						
3 149								
							100	
37 140	**–**	**254 706**	**–**		**–**	**–**	**100**	**(31)**
Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.								
	77 647							
	47 455							
	49 377							
	13 871							
–	**188 349**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition féminine**				
1. Conseil du statut de la femme	3 291				1 908	672
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	8 179				1 514	504
Amortissement des immobilisations						
Total	**11 470**	**–**	**–**	**–**	**3 422**	**1 175**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 056 485	11	13	2 347	59 929	34 545
Permanents	2 088					29
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**1 058 573**	**11**	**13**	**2 347**	**59 929** (1)	**34 574**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 903 k$ à l'égard du traitement de 80 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	59 929		59 929
Fonctionnement	34 574	918	35 491
Créances douteuses et autres provisions	39 199	(31)	39 169
Transfert	664 206		664 206
Affectation à un fonds spécial	254 706		254 706
Service de la dette			
Total	**1 052 614**	**887**	**1 053 501**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.								
							711	
								12
	6 151						10	
–	**6 151**	–	–		–	–	**721**	**12**
37 140	664 206	254 706			2 470		1 118	
2 060								
								918
								(31)
39 199	**664 206**	**254 706**	–		**2 470**	–	**1 118**	**887**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Votés	336 627		
Permanents	29		
	336 656	–	–
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Votés	285 436		
Permanents			
	285 436	–	–
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Votés	189 012		
Permanents			
	189 012	–	–
Programme 4 - Condition féminine			
Votés	9 308		
Permanents			
	9 308	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	820 382		
Permanents	29		
Total	**820 411**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				227 529				564 156
						2 060		2 088
-	-	-		227 529		2 060		566 244
				6 510				291 946
-	-	-		6 510		-		291 946
				(98)				188 913
-	-	-		(98)		-		188 913
				2 162				11 470
-	-	-		2 162		-		11 470
				236 102				1 056 485
						2 060		2 088
-	-	-		236 102		2 060		1 058 573

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Appui à l'innovation	168	168	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	14 615	955	12
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	388	234	
Économie sociale	5 859	10	
Exportation	11 784	9 241	
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	12 300		5 472
Infrastructures de recherche et d'innovation	64 000		1 084
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	1 005		
PME en action	3 322	3 157	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, Écolo TIC et autres	13 844		
Soutien à l'entrepreneurial et aide aux initiatives régionales	25 379	3 233	
Soutien à l'innovation	280 462	10 474	327
Autres	39 149	25	
	472 275	27 497	6 895
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 871		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 377		
Fonds de recherche du Québec - Santé	77 647		
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	47 455		
	188 349	–	–
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	3 017	165	7
Programme « À égalité pour décider »	500		
Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles	513		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	1 761	5	
	6 151	170	7
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**666 775**	**27 667**	**6 902**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
					168	2 518
616	184	12 827		21	**14 615**	14 542
		154			**388**	4 630
	150	5 699			**5 859**	5 059
31		2 511			**11 784**	12 853
4 197		2 631			**12 300**	15 000
43 682	1 500	14 538		3 196	**64 000**	70 000
		1 005			**1 005**	905
		165			**3 322**	453
		11 374			**11 374**	13 283
18	990	21 138			**25 379**	20 069
113 251		153 134	607	2 669	**280 462**	88 523
1 290	90	35 644		2 000	**39 049**	5 095
163 087	2 914	260 820	607	7 886	**469 705**	252 930
				13 871	**13 871**	13 752
				49 377	**49 377**	49 343
				77 647	**77 647**	77 603
				47 455	**47 455**	47 417
–	–	–	–	188 349	**188 349**	188 115
128	149	2 561	7		**3 017**	2 608
	12	488			**500**	450
32		481			**513**	
		360			**360**	360
226	80	1 450			**1 761**	20
386	242	5 340	7	–	**6 151**	3 438
163 473	**3 156**	**266 160**	**614**	**196 235**	**664 206**	**444 483**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	16 566	16 566	16 122
Fonctionnement	8 773	8 773	9 735
Capital	59 578	59 578	64 709
Intérêt	6 188	5 386	6 145
Support	575 670	573 902	347 772
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**666 775**	**664 206**	**444 483**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Support	254 806	254 706	60 090
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**254 806**	**254 706**	**60 090**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	2
Total des droits et permis	**1**	**2**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 448	6 069
Divers	46	4
	6 494	6 073
Intérêts		
Prêts aux étudiants	12 896	13 890
	12 896	13 890
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	695	1 084
Subventions d'années antérieures	156	1 947
Dépenses sous forme d'indemnités	300	80
Bourses d'études	13 027	8 729
	14 178	11 840
Total des revenus divers	**33 568**	**31 804**
Total des revenus autonomes	**33 570**	**31 806**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	146 493	140 015
Total des transferts du gouvernement fédéral	**146 493**	**140 015**
Total des revenus	**180 063**	**171 821**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	166 996	152 387	5 879	8 731	
Permanents	41	41			
Ne nécessitant pas de crédits		5 746			
	167 037	158 174	5 879	8 731	–
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	89 840	89 822	18		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		18			
	89 840	89 840	18	–	–
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	831 140	690 762	90 343	50 035	
Permanents	34 363	34 363			
Ne nécessitant pas de crédits		(6 216)			
	865 503	718 910	90 343	50 035	–
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 539 300	9 484 070		55 230	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(84 874)			
	9 539 300	9 399 196	–	55 230	–
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 431 151	5 393 681		37 469	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	5 431 151	5 393 681	–	37 469	–
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	82 396	81 126		1 270	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	82 396	81 126	–	1 270	–

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 337 446	1 219 624		117 822	
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 337 446	1 219 624	-	117 822	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 512 673**	**17 060 551**	**96 239**	**270 557**	**-**
Votés	16 140 822	15 891 848	96 239	152 735	
Permanents	1 371 850	1 254 029		117 822	
Ne nécessitant pas de crédits		(85 326)			
Total	**17 512 673**	**17 060 551**	**96 239**	**270 557**	**-**
Dépenses	17 367 448	17 060 551		221 571	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	138 600		90 343	48 257	
Immobilisations tangibles	50		9	41	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 575		5 887	688	
Total	**17 512 673**	**17 060 551**	**96 239**	**270 557**	**-**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Administration**				
1. Direction	12 868				8 488	2 047
Permanents(1)	41					41
2. Gouvernance interne des ressources	64 135		9	5 869	25 993	30 300
Amortissement des immobilisations						
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	36 236				13 432	20 680
4. Infrastructures, relations du travail dans les réseaux et partenariats	7 251				6 363	736
5. Services aux anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle	3 659				2 989	418
6. Loisir et sport	4 766				2 832	1 147
7. Enseignement supérieur	15 441				10 887	3 426
8. Aide financière aux études	22 639				13 557	3 102
Total	**167 037**	**–**	**9**	**5 869**	**84 541**	**61 898**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.								
	458						1 874	
							1 963	
								5 746
							2 124	
							152	
							252	
	139						649	
							1 128	
	5 393						588	
–	**5 989**	–	–		–	–	**8 731**	**5 746**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Soutien aux organismes**				
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	26 842					
2. Institut national des mines	970					
3. Soutien à des partenaires en éducation	30 417					
4. Action communautaire	27 351					
5. Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	1 915			6	1 623	286
6. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	88				84	4
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 137			12	1 754	370
8. Commission consultative de l'enseignement privé	121				104	16
Total	**89 840**	**–**	**–**	**18**	**3 566**	**677**
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Aide financière aux études**				
1. Bourses consécutives aux prêts	633 616					
2. Intérêts et remboursements aux banques	185 121	90 343				
Permanents(1)	34 363					
Variation à la baisse de provisions						
3. Autres bourses	12 402					
Total	**865 503**	**90 343**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectif de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.								
	26 842							
	970							
	30 417							
	27 351							
								11
								7
–	85 579	–	–		–	–	–	18
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.								
	633 176						440	
	46 075						48 703	
34 363								(6 216)
	11 511						892	
34 363	690 762	–	–		–	–	50 035	(6 216)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**				
1. Commissions scolaires	7 573 701					
2. Commissions scolaires à statut particulier	283 902					
3. Service de la dette des commissions scolaires	840 337					
Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations						
4. Enseignement privé	479 990					
5. Aide au transport scolaire	331 312					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058					
Total	**9 539 300**	–	–	–	–	–
PROGRAMME 5 Mission : Éducation et culture		**Enseignement supérieur**				
1. Cégeps	1 823 081					
2. Universités	2 857 489					
3. Enseignement privé au collégial	114 598					
4. Service de la dette des cégeps	240 156					
5. Service de la dette des universités	374 013					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	21 814					
Total	**5 431 151**	–	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.								
	7 565 463						8 238	
	283 717						185	
	835 337						5 000	
								(84 874)
	479 962						29	
	319 591				11 565		156	
							30 058	
–	**9 484 070**	–	–		**11 565**	–	**43 665**	**(84 874)**
Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.								
	1 809 217						13 864	
	2 832 147	25 000			340		2	
	114 383						215	
	238 923						1 233	
	374 012						1	
							21 814	
–	**5 368 681**	**25 000**	–		**340**	–	**37 129**	–

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Éducation et culture		**Développement du loisir et du sport**				
1. Développement du loisir et du sport	82 396					
Total	**82 396**	-	-	-	-	-
PROGRAMME 7 Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**				
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	198 838					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	962 059					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	176 549					
Total	**1 337 446**	-	-	-	-	-

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.								
	81 126						1 270	
–	**81 126**	–	–		–	–	**1 270**	–
Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.								
	148 852						49 986	
	894 222						67 836	
	176 549							
–	**1 219 624**	–	–		–	–	**117 822**	–

EDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	16 140 822	90 343	9	5 887	88 107	62 533
Permanents	1 371 850					41
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**17 512 673**	**90 343**	**9**	**5 887**	**88 107** [1]	**62 575**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 751 k$ à l'égard du traitement de 95 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	88 107			88 107
Fonctionnement	62 575	5 764		68 338
Créances douteuses et autres provisions	34 363	(6 216)		28 148
Transfert	16 935 832	(84 874)		16 850 958
Affectation à un fonds spécial	25 000			25 000
Service de la dette				
Total	**17 145 877**	**(85 326)**		**17 060 551**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	15 716 209	25 000			11 905		140 830	
34 363	1 219 624						117 822	
								5 764
								(91 090)
34 363	**16 935 832**	**25 000**	**–**		**11 905**	**–**	**258 652**	**(85 326)**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration			
Votés	172 286		
Permanents	10		
	172 295	–	–
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Votés	70 965		
Permanents			
	70 965	–	–
Programme 3 - Aide financière aux études			
Votés	877 385		
Permanents	6 000		
	883 385	–	–
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Votés	9 471 676		
Permanents			
	9 471 676	–	–
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Votés	5 381 035		
Permanents			
	5 381 035	–	–
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Votés	74 120		
Permanents			
	74 120	–	–
Programme 7 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	1 330 567		
	1 330 567	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	16 047 466		
Permanents	1 336 577		
Total	**17 384 043**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5 290)				166 996
						32		41
–	–	–		(5 290)		32		167 037
				18 875				89 840
–	–	–		18 875		–		89 840
				(46 245)				831 140
						28 363		34 363
–	–	–		(46 245)		28 363		865 503
				67 624				9 539 300
–	–	–		67 624		–		9 539 300
				50 116				5 431 151
–	–	–		50 116		–		5 431 151
				8 276				82 396
–	–	–		8 276		–		82 396
						6 879		1 337 446
–	–	–		–		6 879		1 337 446
				93 356				16 140 822
						35 274		1 371 850
–	–	–		93 356		35 274		17 512 673

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	6 231		
	6 231	-	-
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	26 842		
Institut national des mines	970		
Programme d'action communautaire	27 351		
Autres	30 417	77	
	85 579	77	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	633 616		
Intérêts et remboursements aux banques	46 526		
Autres	12 402		
	692 545	-	-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	6 500		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 851 103		
Enseignement privé	479 990		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	30 058		
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des commissions scolaires	840 337		
Transport scolaire	331 312		
	9 539 300	-	-
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Cégeps	1 823 081		
Enseignement privé au collégial	114 598		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	21 814		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	18 411		
Service de la dette des cégeps	221 745		
Service de la dette des universités	374 013		
Universités	2 832 489		
	5 406 151	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2017	Total 2016
2 099	18	3 164	709		**5 989**	7 918
2 099	18	3 164	709	–	**5 989**	7 918
				26 842	**26 842**	25 878
				970	**970**	970
		27 351			**27 351**	19 317
6 857		23 186	123	174	**30 417**	21 755
6 857	–	50 537	123	27 986	**85 579**	67 920
			633 176		**633 176**	635 299
			46 075		**46 075**	44 239
			11 511		**11 511**	11 882
–	–	–	690 762	–	**690 762**	691 421
		6 500			**6 500**	8 000
7 842 680					**7 842 680**	7 549 521
479 962					**479 962**	469 924
(84 874)					**(84 874)**	
835 337					**835 337**	723 905
319 591					**319 591**	325 889
9 392 696	–	6 500	–	–	**9 399 196**	9 077 240
1 806 367		2 850			**1 809 217**	1 773 215
114 383					**114 383**	114 094
18 411					**18 411**	20 305
220 513					**220 513**	218 490
374 012					**374 012**	369 475
2 832 147					**2 832 147**	2 768 911
5 365 831	–	2 850	–	–	**5 368 681**	5 264 489

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	5 000		
Kino-Québec	3 640		
Promotion du loisir	15 768		
Promotion du sport	26 367		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	31 159		
Autres	463		
	82 396	-	-
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	962 059		
Régime de retraite des enseignants	198 838		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	176 549		
	1 337 446	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 149 647**	77	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
			4 815		**4 815**	4 474
		3 640			**3 640**	1 575
164	359	15 198			**15 721**	15 288
500		25 867			**26 367**	26 889
		30 122			**30 122**	23 504
		413	50		**463**	233
664	359	75 238	4 865	–	**81 126**	71 961
894 222					**894 222**	911 186
148 852					**148 852**	151 940
176 549					**176 549**	173 228
1 219 624	–	–	–	–	**1 219 624**	1 236 355
15 987 770	**377**	**138 289**	**696 459**	**27 986**	**16 850 958**	**16 417 303**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	13 501 016	13 202 327	12 789 575
Fonctionnement	1 386 205	1 386 205	1 405 741
Capital	1 002 256	1 002 256	995 629
Intérêt	402 362	402 362	386 939
Support	857 808	857 808	839 420
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 149 647**	**16 850 958**	**16 417 303**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Support	25 000	25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 000**	**25 000**	**25 000**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite		988
Régimes des eaux	1 633	1 559
	1 633	2 547
Autres		
Études de dossiers	78	33
	78	33
Total des droits et permis	**1 711**	**2 580**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	92	40
Terres de l'État	687	2 105
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	255	253
Frais de vente et de location de terrains	909	621
Location et concessions	22 263	19 423
Frais d'inscription aux tirages au sort	120	79
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	212	313
Divers	51	44
	24 590	22 878
Intérêts		
Autres revenus	45	943
Paiement de redevances hydrauliques	331	906
	377	1 849
Amendes et confiscations		
Divers	2	1
	2	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	97	299
	97	299
Total des revenus divers	**25 065**	**25 028**
Total des revenus autonomes	**26 776**	**27 607**
Total des revenus	**26 776**	**27 607**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	74 593	64 411	3 605	6 577	
Permanents	30	25		6	
Ne nécessitant pas de crédits		2 425			
	74 623	66 860	3 605	6 582	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**74 623**	**66 860**	**3 605**	**6 582**	**-**
Votés	74 593	64 411	3 605	6 577	
Permanents	30	25		6	
Ne nécessitant pas de crédits		2 425			
Total	**74 623**	**66 860**	**3 605**	**6 582**	**-**
Dépenses	67 495	66 860		3 060	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	50			50	
Immobilisations tangibles	1 482		227	1 255	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 595		3 378	2 217	
Total	**74 623**	**66 860**	**3 605**	**6 582**	**-**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Gestion des ressources naturelles				
1. Ressources énergétiques	10 443				3 696	742
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Ressources minérales	11 370			102	3 679	2 171
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère et services partagés	38 564		49	3 276	24 175	6 481
Permanents(1)	19					14
Amortissement des immobilisations						
4. Territoire	14 215		178		8 228	4 513
Permanents(2)	11					
Amortissement des immobilisations						
Total	**74 623**	**–**	**227**	**3 378**	**39 778**	**13 921**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	74 593		227	3 378	39 778	13 907
Permanents	30					14
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**74 623**	**–**	**227**	**3 378**	**39 778** [1]	**13 921**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 5 519 k$ à l'égard du traitement de 48 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	39 778		39 778
Fonctionnement	13 921	2 509	16 430
Créances douteuses et autres provisions	11	(85)	(74)
Transfert	3 998		3 998
Affectation à un fonds spécial	6 729		6 729
Service de la dette			
Total	**64 436**	**2 425**	**66 860**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.								
	3 578	2 088			150		189	
								1
								(84)
		4 641					778	
								154
	220				50		4 314	
							6	
								2 180
	200						1 095	
11								
								175
11	**3 998**	**6 729**	**–**		**200**	**–**	**6 382**	**2 425**
	3 998	6 729			200		6 377	
11							6	
								2 509
								(85)
11	**3 998**	**6 729**	**–**		**200**	**–**	**6 382**	**2 425**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Votés	74 481		
Permanents	19		
	74 500	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	74 481		
Permanents	19		
Total	**74 500**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
60				52				74 593
						11		30
60	–	–		52		11		74 623
60				52				74 593
						11		30
60	–	–		52		11		74 623

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques	2 286		
Autres	2 039		
	4 325	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 325**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
		2 178								**2 178**	2 230
26		204		1 588				2		**1 820**	2 148
26		2 382		1 588		–		2		**3 998**	4 378
26		**2 382**		**1 588**		–		**2**		**3 998**	**4 378**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Capital	1 794	1 794	1 748
Intérêt	492	384	482
Support	2 039	1 820	2 148
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 325**	**3 958**	**4 378**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	4 947	4 947	2 081
Fonctionnement	1 107	1 107	1 800
Capital			37
Intérêt	674	674	978
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**6 729**	**6 729**	**4 896**

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	283	263
Renouvellement de permis pour les services de garde	362	86
Honoraires – Dossiers publics	16 164	14 558
Divers	37	47
Total des droits et permis	**16 846**	**14 954**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	2	1
	2	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	62	79
Divers	2	
	65	79
Amendes et confiscations		
Pénalités	357	223
	357	223
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	454	37
Subventions d'années antérieures	1 197	2 119
	1 651	2 156
Total des revenus divers	**2 074**	**2 459**
Total des revenus autonomes	**18 919**	**17 412**
Total des revenus	**18 919**	**17 412**

FAMILLE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	61 774	55 659	1 911	4 204	
Permanents	38	29		9	
Ne nécessitant pas de crédits		2 969			
	61 812	58 656	1 911	4 214	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 398 136	2 398 136			
Permanents	81	40		41	
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 398 216	2 398 175	-	41	-
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	34 776	34 776			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	34 776	34 776	-	-	-
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	49 911	40 787	4 784	4 339	
Permanents	15 500	15 448		52	
Ne nécessitant pas de crédits		8 455			
	65 411	64 690	4 784	4 391	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 560 215**	**2 556 297**	**6 696**	**8 646**	**-**
Votés	2 544 596	2 529 357	6 696	8 544	
Permanents	15 619	15 516		103	
Ne nécessitant pas de crédits		11 424			
Total	**2 560 215**	**2 556 297**	**6 696**	**8 646**	**-**
Dépenses	2 549 545	2 556 297		4 671	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2			2	
Immobilisations tangibles	1 700		25	1 675	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 968		6 671	2 298	
Total	**2 560 215**	**2 556 297**	**6 696**	**8 646**	**-**

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Planification, recherche et administration**				
1. Planification, recherche et administration	61 774		5	1 907	33 362	14 377
Permanents(1)	19					10
Permanents(2)	19					
Amortissement des immobilisations						
Total	**61 812**	**–**	**5**	**1 907**	**33 362**	**14 387**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**
1. Gestion des services à la famille	14 019	1 383
2. Entente avec le Gouvernement de la nation Crie	18 219	
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	35 301	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	87 648	
5. Soutien aux enfants	32 764	
6. Organismes communautaires	37 757	
7. Régimes d'assurance collective et de congés de maternité	34 707	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère. Enfin, ce programme est responsable de la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation.

	7 920			100		4 104	
						9	
19							
							2 969
19	**7 920**	**–**	**–**	**100**	**–**	**4 114**	**2 969**

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

	12 636						
				18 219			
				35 301			
				87 648			
	32 764						
	37 757						
				34 707			

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**				
8. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 084 837					
Permanents(1)	81					
9. Soutien financier aux garderies	453 454					
10. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	599 430					
Total	**2 398 216**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1 383**
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition des aînés**				
1. Secrétariat aux aînés	34 776					2 415
Total	**34 776**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2 415**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Curateur public**				
1. Curateur public	49 911		20	4 764	31 139	9 648
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	15 400				14 265	1 135
Amortissement des immobilisations						
Total	**65 411**	**–**	**20**	**4 764**	**45 404**	**10 783**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.								
		1 084 837						
40							41	
		453 454						
		599 430						
40	**83 157**	**2 313 596**	**–**		**–**	**–**	**41**	**–**
Ce programme a pour objectif de favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Il vise à planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des aînés, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité. Il a également pour objectif de mettre en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées et de soutenir de façon particulière les personnes aînées plus vulnérables.								
	32 361							
–	**32 361**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.								
							4 339	
48							52	
								8 455
48	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**4 391**	**8 455**

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 544 596		25	6 671	64 502	27 822
Permanents	15 619				14 265	1 145
Amortissement des immobilisations						
Total	**2 560 215**	**–**	**25**	**6 671**	**78 766** [1]	**28 967**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 442 k$ à l'égard du traitement de 61 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	78 766		78 766
Fonctionnement	28 967	11 424	40 391
Créances douteuses et autres provisions	107		107
Transfert	123 437		123 437
Affectation à un fonds spécial	2 313 596		2 313 596
Service de la dette			
Total	**2 544 873**	**11 424**	**2 556 297**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	123 437	2 313 596			100		8 444	
107							103	
								11 424
107	**123 437**	**2 313 596**	**–**		**100**	**–**	**8 546**	**11 424**

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	67 466		
Permanents	19		
	67 485	–	–
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 175 708		215 000
Permanents	100		
	2 175 808	–	215 000
Programme 3 - Condition des aînés			
Votés	29 196		
Permanents			
	29 196	–	–
Programme 4 - Curateur public			
Votés	49 911		
Permanents	100		
	50 011	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 322 280		215 000
Permanents	219		
Total	**2 322 499**	–	**215 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(5 692)				61 774
				19				38
–	–	–		(5 673)		–		61 812
				7 428				2 398 136
				(19)				81
–	–	–		7 409		–		2 398 216
				5 580				34 776
–	–	–		5 580		–		34 776
								49 911
		15 400						15 500
–	–	15 400		–		–		65 411
				7 316				2 544 596
		15 400						15 619
–	–	15 400		7 316		–		2 560 215

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Pédiatrie sociale	5 000		
Autres	2 920	2	26
	7 920	2	26
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du Soutien aux enfants par Retraite Québec	32 758		
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	1 459		
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	2 473		
Haltes-garderies	5 993		
Organismes communautaires - famille	37 757		
Autres	2 718	996	
	83 157	996	–
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	964		714
Politique Vieillir et vivre ensemble	31 277	256	186
Autres	120	3	1
	32 361	258	901
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**123 438**	**1 256**	**927**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
		5 000			**5 000**	2 000
372	51	2 468			**2 920**	1 367
372	51	7 468	–	–	**7 920**	3 367
				32 758	**32 758**	29 303
		1 459			**1 459**	4 570
		1 697	777		**2 473**	3 042
		5 993			**5 993**	3 852
		37 757			**37 757**	18 562
	1 386	330	6		**2 718**	1 313
–	1 386	47 234	783	32 758	**83 157**	60 642
150	100				**964**	1 034
638	1 840	28 357			**31 277**	17 514
	4	112			**120**	120
789	1 944	28 469	–	–	**32 361**	18 668
1 161	**3 381**	**83 171**	**783**	**32 758**	**123 437**	**82 677**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Fonctionnement	32 758	32 758	29 323
Support	90 680	90 679	53 354
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**123 438**	**123 437**	**82 677**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Capital	25 282	25 282	22 668
Intérêt	11 108	11 108	10 838
Support	2 277 206	2 277 206	2 335 029
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 313 596**	**2 313 596**	**2 368 535**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	6 943 505	6 792 962
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	265 461	260 421
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**7 208 966**	**7 053 383**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	217 453	218 360
Honoraires sur garantie gouvernementale	9 409	10 304
Divers	4	1
	226 866	228 664
Intérêts		
Comptes de banque	62	261
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	1 271	
Dividendes	6 677	6 677
	8 010	6 938
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 230	227
Produits de la criminalité	2 626	4 766
	4 856	4 993
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	24 321	16 421
Subventions d'années antérieures	1 385	
	25 706	16 421
Total des revenus divers	**265 438**	**257 016**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	1 982 000	2 262 000
Loto-Québec	1 205 551	1 201 994
Société des alcools du Québec	1 085 691	1 066 961
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	**4 273 242** (1)	**4 530 955**
Total des revenus autonomes	**11 747 646**	**11 841 354**
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	10 029 874	9 520 876
Transferts pour la santé	5 604 427 (A)	5 108 564
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 634 742 (B)	1 541 626
Autres programmes	(410 179) (C)	(475 400)
Total des transferts du gouvernement fédéral	**16 858 864**	**15 695 666**
Total des revenus	**28 606 510**	**27 537 020**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 4 898 992 k$ en 2016-2017 (5 012 970 k$ en 2015-2016). Le détail est présenté à l'annexe 8, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2016-2017. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 164 000 k$ en 2016-2017 (98 000 k$ en 2015-2016) affectée au Fonds des générations.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	8 277 653	7 843 977
Révisions des années antérieures	(6 971)	29 555
	8 270 682	7 873 532
Transferts fiscaux		
Révisions des années antérieures	4 907	(28 178)
	4 907	(28 178)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 365 533)	(2 287 678)
Révisions des années antérieures	36 371	(71 112)
	(2 329 162)	(2 358 790)
	5 946 427	5 486 564
Affectation au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	(342 000)	(378 000)
	5 604 427	**5 108 564**
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 063 401	2 987 468
Révisions des années antérieures	(1 108)	(133)
	3 062 293	2 987 335
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 449 843)	(1 402 125)
Révisions des années antérieures	22 292	(43 584)
	(1 427 551)	(1 445 709)
	1 634 742	**1 541 626**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(829 121)	(840 492)
Programme canadien de prêts aux étudiants	303 280 (1)	242 693
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	65 128 (2)	54 075
Autres	50 534	68 324
	(410 179)	**(475 400)**

(1) L'augmentation des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par la hausse de la prévision des revenus, estimée selon le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(2) L'augmentation des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique par le fait que le gouvernement fédéral a perçu davantage de revenus relatifs aux impôts sur les dividendes d'actions privilégiées pour l'année d'imposition 2015, ayant pour effet d'augmenter les sommes allouées au Québec pour 2016-2017.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	50 428	49 916	512	1	
Permanents	8 819	8 818		2	
Ne nécessitant pas de crédits		338			
	59 247	59 072	512	2	-
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	69 776	46 032	356	23 388	
Permanents	8 906	8 906			
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	78 682	55 004	356	23 388	-
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	5 400	4 733		667	
Permanents	8 344 000	7 576 277		767 723	
Ne nécessitant pas de crédits		(41 181)			
	8 349 400	7 539 829	-	768 390	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**8 487 330**	**7 653 904**	**868**	**791 780**	**-**
Votés	125 605	100 681	868	24 056	
Permanents	8 361 725	7 594 000		767 725	
Ne nécessitant pas de crédits		(40 777)			
Total	**8 487 330**	**7 653 904**	**868**	**791 780**	**-**
Dépenses	8 486 462	7 653 904		791 780	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles	868		868		
Total	**8 487 330**	**7 653 904**	**868**	**791 780**	**-**

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Direction du Ministère**				
1. Direction et services à la gestion	38 017			512	13 056	12 005
Permanents(1)	19					18
Permanents(2)	8 800					
Amortissement des immobilisations						
2. Institut de la statistique du Québec	12 411					
Total	**59 247**	**–**	**–**	**512**	**13 056**	**12 023**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**				
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	14 304				13 776	527
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 442			356	6 060	26
3. Frais de services bancaires						
Permanents(1)	8 906					8 906
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	13 179				13 022	157
Amortissement des immobilisations						
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	12 464					6 482
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	8 387					
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	15 000					
Total	**78 682**	**–**	**–**	**356**	**32 858**	**16 099**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.								
1 000	11 443						1	
							2	
8 800								
								338
	12 411							
9 800	**23 854**	**–**	**–**		**–**	**–**	**2**	**338**
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.								
								66
	5 982							
							8 387	
							15 000	
–	**5 982**	**–**	**–**		**–**	**–**	**23 388**	**66**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Service de la dette		**Service de la dette**				
1. Service de la dette directe Permanents(1)	5 893 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	2 451 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	5 400					
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	**8 349 400**	–	–	–	–	–

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 834 206 k$ réduit de revenus de 603 912 k$ dont 494 518 k$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 5 763 580 k$ réduit de revenus de 3 417 597 k$ dont 3 361 044 k$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 552 k$ réduit de revenus de 21 819 k$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 28 363 k$ réduit de revenus de 69 544 k$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transferl	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir aux paiements des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de survivants et à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.								
			5 230 294 (3)				662 706	
			2 345 983 (4)				105 017	
			4 733 (5)				667	
								(41 181) (6)
–	–	–	**7 581 010**		–	–	**768 390**	**(41 181)**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	125 605			868	45 914	19 198
Permanents	8 361 725					8 923
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	**8 487 330**	**–**	**–**	**868**	**45 914** [1]	**28 121**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 336 k$ à l'égard du traitement de 86 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	45 914		45 914
Fonctionnement	28 121	404	28 525
Créances douteuses et autres provisions	9 800		9 800
Transfert	29 836		29 836
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	7 581 010	(41 181)	7 539 829
Total	**7 694 682**	**(40 777)**	**7 653 904**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 000	29 836		4 733				24 055	
8 800			7 576 277				767 725	
								404
								(41 181)
9 800	**29 836**	**–**	**7 581 010**		**–**	**–**	**791 780**	**(40 777)**

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Direction du Ministère			
Votés	40 185		
Permanents	19		
	40 205	–	–
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Votés	112 348		
Permanents	6 093		
	118 441	–	–
Programme 3 - Service de la dette			
Votés	6 000		
Permanents	8 344 000		
	8 350 000	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	158 533		
Permanents	8 350 112		
Total	**8 508 645**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				10 243				50 428
						8 800		8 819
–	–	–		10 243		8 800		59 247
				(42 572)				69 776
						2 813		8 906
–	–	–		(42 572)		2 813		78 682
				(600)				5 400
								8 344 000
–	–	–		(600)		–		8 349 400
				(32 929)				125 605
						11 613		8 361 725
–	–	–		(32 929)		11 613		8 487 330

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	12 411		
Autres	11 443	11 433	
	23 854	11 433	-
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	3 387		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	15 000		
Autres	5 982	2 863	
	24 369	2 863	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**48 223**	**14 296**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
								12 411		**12 411**	12 270
				10						**11 443**	3 650
–		–		10		–		12 411		**23 854**	15 920
		250		2 869						**5 982**	4 818
–		250		2 869		–		–		**5 982**	4 818
–		**250**		**2 879**		–		**12 411**		**29 836**	**20 737**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	10 061	10 061	9 448
Fonctionnement	2 350	2 350	2 822
Support	35 812	17 425	8 468
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**48 223**	**29 836**	**20 737**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Ressources forestières		
Usines de transformation du bois		622
Érablières		2 794
Bois achetés en vertu des garanties d'approvisionnement		30 319
Divers		10
	– (1)	33 745
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 418	38 944
Permis commerciaux et particuliers	255	274
Droits pour activités commerciales	1 115	1 279
	39 789	40 496
Total des droits et permis	**39 789**	**74 242**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	413	444
Protection des forêts	3 613	2 025
Location et concessions	50	50
Divers	1	3
	4 078	2 522
Intérêts		
Autres revenus	535	755
Divers	40	44
	576	799
Amendes et confiscations		
Pénalités	326	164
Divers	1	2
	327	165
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	479	227
	479	227
Total des revenus divers	**5 459**	**3 714**
Total des revenus autonomes	**45 249**	**77 956**
Total des revenus	**45 249**	**77 956**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par l'augmentation des virements au Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier attribuable au nouveau Programme de remboursement des coûts de chemins multiressources (décret 1119-2016).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	349 754	340 602	8 926	226	
Permanents	25 182	15 619		9 563	
Ne nécessitant pas de crédits		3 700			
	374 936	359 922	8 926	9 789	-
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	127 761	120 117	7 606	38	
Permanents	75			75	
Ne nécessitant pas de crédits		6 296			
	127 836	126 414	7 606	113	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**502 772**	**486 335**	**16 532**	**9 902**	**-**
Votés	477 515	460 719	16 532	265	
Permanents	25 257	15 619		9 638	
Ne nécessitant pas de crédits		9 997			
Total	**502 772**	**486 335**	**16 532**	**9 902**	**-**
Dépenses	486 241	486 335		9 902	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	16 333		16 333		
Immobilisations en ressources informationnelles	199		199		
Total	**502 772**	**486 335**	**16 532**	**9 902**	**-**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Forêts**				
1. Ressources forestières	186 948					
Permanents(1)	153					
Permanents(2)	20					
Permanents(3)	25 000					15 437
2. Forestier en chef	4 264				3 708	510
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère	17 007			63	4 503	12 084
Permanents(4)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	141 535		8 821	42	68 711	13 537
Amortissement des immobilisations						
Total	**374 936**	**-**	**8 821**	**105**	**76 922**	**41 578**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).
(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).
(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Faune et Parcs**				
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	76 448		2 532	94	46 396	24 476
Permanents(1)	75					
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Gestion des parcs	51 313		4 980		1 175	13 620
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**127 836**	**-**	**7 512**	**94**	**47 571**	**38 096**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.								
		186 948						
153								
	20							
							9 563	
							46	
								10
	351						6	
								3
	10 249	40 002					174	
								3 688
153	**10 620**	**226 949**	**–**		**–**	**–**	**9 789**	**3 700**
Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.								
	2 950						1	
							75	
								4 358
								(29)
	31 500						38	
								1 977
								(9)
–	**34 450**	–	–		–	–	**113**	**6 296**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	477 515		16 333	199	124 493	64 227
Permanents	25 257					15 447
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**502 772**	**-**	**16 333**	**199**	**124 493** [1]	**79 674**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 448 k$ à l'égard du traitement de 132 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	124 493			124 493
Fonctionnement	79 674	10 035		89 709
Créances douteuses et autres provisions	153	(38)		115
Transfert	45 070			45 070
Affectation à un fonds spécial	226 949			226 949
Service de la dette				
Total	**476 338**	**9 997**		**486 335**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	45 050	226 949					265	
153	20						9 638	
								10 035
								(38)
153	**45 070**	**226 949**	**–**		**–**	**–**	**9 902**	**9 997**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Forêts			
Votés	317 397		
Permanents	25 030		
	342 427	–	–
Programme 2 - Faune et Parcs			
Votés	125 289		
Permanents	75		
	125 364	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	442 687		
Permanents	25 105		
Total	**467 791**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				32 356				**349 754**
						153		**25 182**
–	–	–		32 356		153		**374 936**
10 131				(7 659)				**127 761**
								75
10 131	–	–		(7 659)		–		**127 836**
10 131				24 698				**477 515**
						153		**25 257**
10 131	–	–		**24 698**		**153**		**502 772**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	10 609	380	
	10 629	380	-
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	31 100		
Autres	3 388	62	
	34 488	62	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**45 117**	**442**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
								20		**20**	20
18		9 702		498				2		**10 600**	10 319
18		9 702		498		–		22		**10 620**	10 339
								31 100		**31 100**	27 805
161		205		2 310				612		**3 350**	2 193
161		205		2 310		–		31 712		**34 450**	29 997
179		**9 907**		**2 808**		–		**31 734**		**45 070**	**40 337**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Capital	18 984	18 955	15 719
Intérêt	6 081	6 081	6 051
Support	20 052	20 034	18 567
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**45 117**	**45 070**	**40 337**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	57 295	57 295	55 336
Fonctionnement	76 863	76 863	77 735
Intérêt	2 400	2 400	2 400
Support	90 392	90 392	50 505
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**226 949**	**226 949**	**185 977**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	50 269 [1]	37 968
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	4 218	2 930
Demande d'un employeur relative à un emploi	921	880
Consultant en immigration	382	241
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	2 955	2 900
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	5 752	4 924
	64 497	49 843
Total des droits et permis	**64 497**	**49 843**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 315	1 211
Divers	7	5
	1 321	1 216
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	429	190
Subventions d'années antérieures	31	1 293
	460	1 483
Total des revenus divers	**1 781**	**2 699**
Total des revenus autonomes	**66 278**	**52 542**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	378 213	345 059
Total des transferts du gouvernement fédéral	**378 213**	**345 059**
Total des revenus	**444 491**	**397 601**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par une hausse des demandes de certificats de sélection du Québec délivrés aux travailleurs qualifiés et aux immigrants investisseurs.

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	179 869	164 964	3 091	11 814	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 911			
	179 878	168 885	3 091	11 814	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**179 878**	**168 885**	**3 091**	**11 814**	**-**
Votés	179 869	164 964	3 091	11 814	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 911			
Total	**179 878**	**168 885**	**3 091**	**11 814**	**-**
Dépenses	169 492	168 885		4 519	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	86			86	
Immobilisations tangibles	300		6	294	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 000		3 085	6 915	
Total	**179 878**	**168 885**	**3 091**	**11 814**	**-**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Immigration, Diversité et Inclusion**				
1. Immigration	27 017				19 035	6 732
2. Francisation, Intégration, Diversité et Inclusion	112 576				37 973	25 265
3. Direction, information et services centralisés	40 276		6	3 085	17 655	8 484
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	**179 878**	**–**	**6**	**3 085**	**74 662**	**40 491**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	179 869		6	3 085	74 662	40 481
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	**179 878**	**–**	**6**	**3 085**	**74 662** [1]	**40 491**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 3 755 k$ à l'égard du traitement de 30 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	74 662		74 662
Fonctionnement	40 491	3 911	44 402
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	49 820		49 820
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**164 974**	**3 911**	**168 885**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.								
	700						550	
	48 873						465	
	248						10 799	
								3 911
–	**49 820**	–	–		–	–	**11 814**	**3 911**
	49 820						11 814	
								3 911
–	**49 820**	–	–		–	–	**11 814**	**3 911**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Votés	299 691		
Permanents	10		
	299 701	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	299 691		
Permanents	10		
Total	**299 701**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
50 428				(170 251)				179 869
								10
50 428	–	–		(170 251)		–		179 878
50 428				(170 251)				179 869
								10
50 428	–	–		**(170 251)**		–		179 878

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme Accès aux ordres professionnels	1 816		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	19 450		
Programme Mobilisation-Diversité	6 688		
Programme Réussir l'intégration	19 826		
Programme Soutien à la mission	1 288		
Autres	948		
	50 015	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50 015**	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
		1 755			**1 755**	626
			19 409		**19 409**	13 691
	2 901	3 528		260	**6 688**	3 814
	171	15 767	3 796		**19 733**	19 397
		1 287			**1 287**	1 328
		948			**948**	237
–	3 071	23 284	23 205	260	**49 820**	39 093
–	**3 071**	**23 284**	**23 205**	**260**	**49 820**	**39 093**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Support	50 015	49 820	39 093
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50 015**	**49 820**	**39 093**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	408	375
Studio de santé	121	133
Commerçants – Véhicules routiers	1 536	876
Agences de voyages	645	609
Conseillers en voyage	397	391
Certificat d'exemption	115	81
Divers	49	50
	3 271	2 515
Total des droits et permis	**3 271**	**2 515**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	373	451
Recouvrements de tiers	241	312
Actes judiciaires	47 708	38 965
Actes juridiques	35 679	36 271
Divers	46	22
	84 046	76 020
Intérêts		
Divers	44	1
	44	1
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	1 030 [1]	11 782
Contributions pénales	10 823	1 682
Infractions au Code de la sécurité routière	51 984	57 586
Infractions au Code criminel	15 081	13 363
Infractions à diverses lois	33 353	27 974
Divers	2	3
	112 273	112 390
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 378	411
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	438	480
Divers	2	12
	1 818	903
Total des revenus divers	**198 181**	**189 314**
Total des revenus autonomes	**201 452**	**191 829**

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique par les modifications apportées au Code de procédure pénale. Par conséquent, depuis le 21 octobre 2015, les premiers dix dollars des contributions pénales ne transitent plus par le ministère de la Justice, mais sont versés directement au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels.

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	27 949	26 037
Conseillers juridiques auprès des autochtones	747	530
Informations concernant les sentences	57	55
Enregistrement des actions en divorce	29	30
Mesures québécoises de justice familiale	211	372
Total des transferts du gouvernement fédéral	**28 993**	**27 023**
Total des revenus	**230 445**	**218 852**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	32 702	32 207	204	291	
Permanents	86 519	86 197		322	
Ne nécessitant pas de crédits					
	119 221	118 403	204	613	-
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	290 282	259 168	13 625	17 489	
Permanents	10 576	7 641		2 935	
Ne nécessitant pas de crédits		7 610			
	300 858	274 418	13 625	20 424	-
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	14 519	14 484		35	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	14 519	14 484	-	35	-
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	178 378	176 478		1 900	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	178 378	176 478	-	1 900	-
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	24 919	24 013	156	750	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		336			
	24 919	24 350	156	750	-
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	129 547	127 904	1 643		
Permanents	300			300	
Ne nécessitant pas de crédits		852			
	129 847	128 755	1 643	300	-

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	125 104	123 884		1 220	
Ne nécessitant pas de crédits					
	125 104	123 884	-	1 220	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**892 845**	**860 772**	**15 629**	**25 242**	**-**
Votés	670 347	634 253	15 629	20 465	
Permanents	222 499	217 722		4 777	
Ne nécessitant pas de crédits		8 798			
Total	**892 845**	**860 772**	**15 629**	**25 242**	**-**
Dépenses	870 103	860 772		18 128	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	44		11	33	
Immobilisations tangibles	816		243	572	
Immobilisations en ressources informationnelles	21 882		15 374	6 508	
Total	**892 845**	**860 772**	**15 629**	**25 242**	**-**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Activité judiciaire**				
1. Magistrature	3 149		174		2 445	359
Permanents(1)	83 685				80 263	3 423
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges						
Permanents(1)	2 440				379	1 738
3. Soutien à la magistrature	29 552		30		27 834	1 569
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents(1)	394				174	221
Total	**119 221**	**–**	**204**	**–**	**111 094**	**7 309**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Administration de la justice**				
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	157 344	10		1 689	53 743	98 392
2. Affaires juridiques et législatives	42 883				34 463	1 607
3. Direction, planification et services à l'organisation	79 189			11 650	37 438	17 762
Permanents(1)	15					15
Permanents(2)	5 560				5 560	
Permanents(3)	5 000					
Amortissement des immobilisations						
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 867			277	7 591	1 987
Total	**300 858**	**10**	**–**	**13 615**	**138 795**	**119 764**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

						171	
						322	
						120	
–	–	–	–	–	–	**613**	–

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

						3 510	
						6 813	
	2 884	3 301				6 155	
2 065						2 935	7 610
						1 012	
2 065	**2 884**	**3 301**	–	–	–	**20 424**	**7 610**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Justice administrative**				
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	14 061					
2. Conseil de la justice administrative	458				271	152
Total	**14 519**	**–**	**–**	**–**	**271**	**152**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Accessibilité à la justice**				
1. Commission des services juridiques	178 378					
2. Fonds d'aide aux recours collectifs						
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice						
Total	**178 378**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Autres organismes relevant du ministre**				
1. Office de la protection du consommateur	9 574			143	7 102	2 094
Amortissement des immobilisations						
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 346			13	11 791	2 912
Amortissement des immobilisations						
Total	**24 919**	**–**	**–**	**156**	**18 893**	**5 006**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.								
		14 060						
							35	
–	–	**14 060**	–		–	–	**35**	–
Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.								
	176 478				1 900			
–	**176 478**	–	–		**1 900**	–	–	–
Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).								
	114						120	
								176
							629	
								160
–	**114**	–	–		–	–	**750**	**336**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Poursuites criminelles et pénales**				
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	129 547	1	39	1 603	101 103	26 801
Amortissement des immobilisations						
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents(1)	300					
Total	**129 847**	**1**	**39**	**1 603**	**101 103**	**26 801**
PROGRAMME 7 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Indemnisation et reconnaissance**				
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	123 988					14 870
2. Loi sur le civisme						
Permanents(2)	1 116					95
Total	**125 104**	**–**	**–**	**–**	**–**	**14 965**

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
								852
							300	
–	–	–	–		–	–	**300**	**852**

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

	107 950					1 168	
	969					52	
–	**108 919**	–	–		–	**1 220**	–

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	670 347	11	243	15 374	283 781	153 635
Permanents	222 499				86 375	20 362
Amortissement des immobilisations						
Total	**892 845**	**11**	**243**	**15 374**	**370 156** [1]	**173 997**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 569 k$ à l'égard du traitement de 144 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	370 156		370 156
Fonctionnement	173 997	8 798	182 795
Créances douteuses et autres provisions	2 065		2 065
Transfert	288 395		288 395
Affectation à un fonds spécial	17 361		17 361
Service de la dette			
Total	**851 975**	**8 798**	**860 772**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	179 476	17 361			1 900		18 565	
2 065	108 919						4 777	
								8 798
2 065	**288 395**	**17 361**	**–**		**1 900**	**–**	**23 342**	**8 798**

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Activité judiciaire			
Votés	32 999		
Permanents	85 835		
	118 833	–	–
Programme 2 - Administration de la justice			
Votés	286 514		
Permanents	10 545		
	297 059	–	–
Programme 3 - Justice administrative			
Votés	14 519		
Permanents			
	14 519	–	–
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Votés	182 303		
Permanents			
	182 303	–	–
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Votés	23 304		
Permanents			
	23 304	–	–
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales			
Votés	122 709		
Permanents	300		
	123 009	–	–
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Votés			
Permanents	125 104		
	125 104	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	662 347		
Permanents	221 783		
Total	**884 130**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(297)				32 702
						685		86 519
–	–	–		(297)		685		119 221
				3 768				290 282
						31		10 576
–	–	–		3 768		31		300 858
								14 519
–	–	–		–		–		14 519
				(3 925)				178 378
–	–	–		(3 925)		–		178 378
1 495				120				24 919
1 495	–	–		120		–		24 919
				6 839				129 547
								300
–	–	–		6 839		–		129 847
								125 104
–	–	–		–		–		125 104
1 495				6 505				670 347
						716		222 499
1 495	–	–		6 505		716		892 845

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 884	1	
	2 884	1	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	69 927		
Commission des services juridiques	108 450		
	178 378	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	126		
	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	969		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	107 950		
	108 919	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	290 311	1	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
28	561	2 294			2 884	2 310
28	561	2 294	–	–	2 884	2 310
			68 027		68 027	66 686
				108 450	108 450	107 059
–	–	–	68 027	108 450	176 478	173 745
4					4	4
		110			110	112
4	–	110	–	–	114	116
			969		969	1 224
			107 950		107 950	95 857
–	–	–	108 919	–	108 919	97 081
32	561	2 404	176 946	108 450	288 395	273 252

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	89 375	89 375	87 959
Fonctionnement	18 728	18 728	18 753
Capital	347	347	347
Support	181 860	179 944	166 194
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**290 311**	**288 395**	**273 252**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	10 826	10 826	9 999
Fonctionnement	3 059	3 059	3 446
Capital	176	176	176
Support	3 301	3 301	16 923
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 361**	**17 361**	**30 545**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	1 500 (1)	16 577
	1 500	16 577
Intérêts		
Divers	7	23
	7	23
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	33	111
Divers	35	38
	68	149
Total des revenus divers	**1 575**	**16 749**
Total des revenus autonomes	**1 575**	**16 749**
Total des revenus	**1 575**	**16 749**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par la vente d'immobilisations effectuée à l'occasion du repositionnement du réseau du Québec à l'étranger lors de l'exercice 2015-2016.

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	121 061	113 387	7 330	344	
Permanents	4 687	512	4 175		
Ne nécessitant pas de crédits		2 910			
	125 748	116 810	11 504	344	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**125 748**	**116 810**	**11 504**	**344**	-
Votés	121 061	113 387	7 330	344	
Permanents	4 687	512	4 175		
Ne nécessitant pas de crédits		2 910			
Total	**125 748**	**116 810**	**11 504**	**344**	-
Dépenses	114 243	116 810		344	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	985		985		
Immobilisations tangibles	10 226		10 226		
Immobilisations en ressources informationnelles	294		294		
Total	**125 748**	**116 810**	**11 504**	**344**	-

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Affaires internationales				
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	26 250	2			2 869	632
Amortissement des immobilisations						
2. Représentation du Québec à l'étranger	62 633	973	5 952		42 996	12 711
Permanents(1)	4 175		4 175			
Amortissement des immobilisations						
3. Affaires bilatérales	12 137				4 580	473
4. Protocole et missions	3 116	4			2 450	655
Amortissement des immobilisations						
5. Administration	16 925	5	99	294	10 498	5 695
Permanents(2)	512					512
Amortissement des immobilisations						
Total	**125 748**	**985**	**10 226**	**294**	**63 393**	**20 678**

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	121 061	985	6 051	294	63 393	20 166
Permanents	4 687		4 175			512
Amortissement des immobilisations						
Total	**125 748**	**985**	**10 226**	**294**	**63 393** [1]	**20 678**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 902 k$ à l'égard du traitement de 53 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	63 393		63 393
Fonctionnement	20 678	2 910	23 588
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	26 727		26 727
Affectation à un fonds spécial	3 102		3 102
Service de la dette			
Total	**113 899**	**2 910**	**116 810**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.								
	19 578	3 102					68	
								9
								2 361
	7 040						45	
							6	
								1
	109						225	
								540
–	**26 727**	**3 102**	–		–	–	**344**	**2 910**
	26 727	3 102					344	
								2 910
–	**26 727**	**3 102**	–		–	–	**344**	**2 910**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Affaires internationales			
Votés	97 016		
Permanents	110		
	97 125	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	97 016		
Permanents	110		
Total	**97 125**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				24 045				121 061
	4 175					402		4 687
–	4 175	–		24 045		402		125 748
				24 045				121 061
	4 175					402		4 687
–	4 175	–		24 045		402		125 748

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	4 565		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	19 642	1 703	
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 515	64	12
Autres	113		
	26 835	1 767	12
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**26 835**	**1 767**	**12**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
		2 068		2 497	**4 565**	4 565
486	15	13 992	215	3 167	**19 578**	17 081
906		1 108	82	303	**2 474**	2 287
5	1	102			**109**	113
1 397	16	17 270	297	5 968	**26 727**	24 046
1 397	**16**	**17 270**	**297**	**5 968**	**26 727**	**24 046**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Support	26 835	26 727	24 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**26 835**	**26 727**	**24 046**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	114	114	112
Fonctionnement	13	13	13
Support	2 975	2 975	2 975
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 102**	**3 102**	**3 100**

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATEGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017		2016
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	22 240 855		21 338 951
Impôt des sociétés	5 268 803	(1)	4 641 059
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**27 509 658**		**25 980 010**
Taxes à la consommation			
Ventes	16 867 366		16 263 877
Carburants	16 836		15 023
Tabac	914 916		952 435
Boissons alcooliques	122 630	(2)	534 386
Pari mutuel	1 832		1 842
Total des taxes à la consommation	**17 923 579**		**17 767 563**
Droits et permis			
Autres			
Création et modification de personnes morales	13 295		12 621
Publicité légale des entreprises	56 391		55 075
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	893		885
Droit supplétif – Mutations immobilières	(487)		546
Divers	45		30
	70 137		69 157
Total des droits et permis	**70 137**		**69 157**
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Frais de perception	9 872		10 129
Perception – R.Q. – R.R.Q.	27 481		26 716
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	5 376		4 772
	42 728		41 617

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) L'augmentation des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique par la hausse constatée du bénéfice net des sociétés.

(2) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par l'augmentation des sommes versées au Fonds des générations, comme prévu dans le Plan économique du Québec de mars 2016.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	204 745	187 387
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	120 255	67 179
Taxe sur la vente	74 359	68 846
Taxe sur les carburants	224	16 179
Taxe sur le tabac	(5)	(2 683)
Droits sur les profits d'exploitation minière	11 063	2
Remise en retard de biens non réclamés	904	1 795
Divers	3	(15)
	411 548	338 691
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	80	29
Dépôts judiciaires	127	2 347
Infractions aux lois fiscales	669	682
Pénalités	216 898	228 027
Frais – Chèques sans provision	1 478	1 378
	219 253	232 463
Recouvrements		
Contributions volontaires	10 398	27 360
	10 398	27 360
Total des revenus divers	**683 928**	**640 132**
Total des revenus autonomes	**46 187 302**	**44 456 862**
Total des revenus	**46 187 302**	**44 456 862**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 921	1 943
	1 921	1 943
Total des droits et permis	**1 921**	**1 943**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes	6 759	12 214
Tierces responsabilités – Externes	1 305	2 231
Assurance-hospitalisation – Étrangers	1 550	3 632
Divers		2
	9 614	18 079
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	664	17 415
Subventions d'années antérieures	1	389
	665	17 804
Transferts et donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentés	19	32
	19	32
Total des revenus divers	**10 298**	**35 915**
Total des revenus autonomes	**12 219**	**37 858**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 752	29 816
Total des transferts du gouvernement fédéral	**29 752**	**29 816**
Total des revenus	**41 971**	**67 674**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	125 983	118 606	1 858	5 519	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 211			
	126 002	119 836	1 858	5 519	-
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	18 800 454	18 618 280		182 174	
Permanents	4 859 537	4 739 775		119 762	
Ne nécessitant pas de crédits		11 516			
	23 659 991	23 369 570	-	301 937	-
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	12 668	11 728	42	898	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		31			
	12 668	11 758	42	898	-
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	10 529 946	10 431 859		98 087	
Ne nécessitant pas de crédits					
	10 529 946	10 431 859	-	98 087	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**34 328 607**	**33 933 024**	**1 900**	**406 441**	**-**
Votés	18 939 105	18 748 614	1 900	188 591	
Permanents	15 389 502	15 171 653		217 850	
Ne nécessitant pas de crédits		12 758			
Total	**34 328 607**	**33 933 024**	**1 900**	**406 441**	**-**
Dépenses	34 324 383	33 933 024		404 117	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2		2		
Immobilisations tangibles	193		13	180	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 029		1 885	2 144	
Total	**34 328 607**	**33 933 024**	**1 900**	**406 441**	**-**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions de coordination**				
1. Direction et gestion ministérielle	102 780	2		1 856	60 340	36 900
Permanents(1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	2 922				695	747
3. Activités nationales	20 281					1 414
Total	**126 002**	**2**	**–**	**1 856**	**61 035**	**39 080**
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		**Services dispensés à la population**				
1. Santé publique	425 519					
Consommation de stocks						
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	646 432					
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	3 176 650					
4. Déficience physique	560 876					
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	968 256					
6. Jeunes en difficulté	1 277 963					
7. Dépendances	106 175					
8. Santé mentale	1 171 610					

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							3 681	
								1 211
	73						1 406	
	18 436						431	
–	**18 510**	–	–		–	–	**5 519**	**1 211**

Ce programme vise à procurer au ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

425 519	
	9 427
646 432	
3 176 650	
560 876	
968 256	
1 277 963	
106 175	
1 171 610	

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Santé et services sociaux		Services dispensés à la population				
9. Santé physique	3 354 667					
Permanents(1)	3 604 483					
Permanents(2)	10 270					
Permanents(3)	37					
Consommation de stocks						
10. Administration	1 112 106					
11. Soutien aux services	885 921					
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 224 634					
13. Organismes communautaires et autres organismes	559 570					
14. Activités connexes	1 768 589					
Permanents(4)	1 014 547					
Permanents(5)	229 782					
Permanents(6)	419					
15. Service de la dette	1 379 107					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	182 174					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	207					
Total	**23 659 991**	–	–	–	–	–

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(5) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(6) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(7) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.								
	3 354 667							
	3 604 483 (7)							
	5 450						4 820	
	37							
								2 088
	1 112 106							
	885 921							
	1 224 634							
	559 570							
	1 526 999	241 590						
	920 670						93 877	
	208 918						20 864	
	217						201	
	1 379 107							
							182 174	
	207							
–	23 116 465	241 590	–		–	–	301 937	11 516

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Santé et services sociaux		**Office des personnes handicapées du Québec**				
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 668		13	29	8 448	2 257
Amortissement des immobilisations						
Total	**12 668**	**–**	**13**	**29**	**8 448**	**2 257**
PROGRAMME 4 Mission : Santé et services sociaux		**Régie de l'assurance maladie du Québec**				
1. Services médicaux						
Permanents(1)	7 377 651					
Permanents(2)	6 146					
2. Services optométriques						
Permanents(1)	63 254					
3. Services dentaires						
Permanents(1)	187 610					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents(1)	2 591 387					
5. Autres services						
Permanents(1)	190 506					
6. Administration						
Permanents(1)	113 391					
Total	**10 529 946**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 3 604 483 k$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).								
	1 023						898	
								31
–	**1 023**	–	–		–	–	**898**	**31**
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.								
	7 377 651							
	6 146							
	59 466						3 788	
	182 608						5 003	
	2 502 090						89 297	
	190 206							
	113 391							
–	**10 431 859** [3]	–	–		–	–	**98 087**	–

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	18 939 105	2	13	1 885	69 483	41 318
Permanents	15 389 502					19
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Total	**34 328 607**	**2**	**13**	**1 885**	**69 483** [1]	**41 337**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 120 k$ à l'égard du traitement de 90 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	69 483		69 483
Fonctionnement	41 337	1 242	42 579
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	33 567 856	11 516	33 579 372
Affectation à un fonds spécial	241 590		241 590
Service de la dette			
Total	**33 920 266**	**12 758**	**33 933 024**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	18 396 223	241 590					188 591	
	15 171 633						217 850	
								1 242
								11 516
–	**33 567 856**	**241 590**	–		–	–	**406 441**	**12 758**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Votés	139 981		
Permanents	19		
	140 000	-	-
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Votés	18 554 421		
Permanents	4 851 054		
	23 405 475	-	-
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Votés	12 668		
Permanents			
	12 668	-	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Votés			
Permanents	10 183 462		
	10 183 462	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	18 707 069		
Permanents	15 034 535		
Total	**33 741 604**	-	-

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 16 966 k$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(13 998)				125 983
								19
–	–	–		(13 998)		–		126 002
				246 034				18 800 454
						8 483		4 859 537
–	–	–		246 034		8 483		23 659 991
								12 668
–	–	–		–		–		12 668
						346 484		10 529 946
–	–	–		–		346 484		10 529 946
				232 036				18 939 105
						354 967[1]		15 389 502
–	–	–		232 036		354 967		34 328 607

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	18 666	81	3 255
	18 666	81	3 255
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	92 617		101 252
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	96 306		96 306
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	1 244 329		1 129 587
Coordination régionale			
Établissements privés	560 376		560 375
Établissements publics	16 746 817	12 176	16 670 731
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	182 174		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	26 528		26 528
Loyer - établissements du réseau	123 989		123 989
Organismes communautaires et autres organismes	559 570	1 408	13 029
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	81 219	20 305	
Rémunération des résidents en médecine	262 893		262 893
Ressources de type familial	586 725		586 725
Service de la dette	1 228 590		1 227 763
Services hospitaliers hors Québec	234 890		22 880
Services sanitaires aériens	28 891		
Système du sang	445 236		398 570
Transporteurs ambulanciers	551 949	424 457	
Autres	365 303	3 135	233 365
	23 418 401	461 480	21 453 991
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 034		142
	1 034	-	142
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	176 396		
Bourses d'études et de recherche	14 110		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	113 391		
Services dentaires	187 610		
Services médicaux	7 383 797		
Services optométriques	63 254		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 591 387		
	10 529 946	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**33 968 048**	**461 560**	**21 457 389**

(1) Ces sommes incluent des dépenses de 11 516 k$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
181	14	9 156	149	5 673	**18 510**	16 153
181	14	9 156	149	5 673	**18 510**	16 153
		432		360	**102 044** [1]	93 180
					96 306	82 584
					1 129 587	1 171 219
						21 019
		1			**560 376**	563 258
2 641	18	43 239	3 887	11 193	**16 743 885** [1]	16 205 276
					26 528	172 585
					123 989	126 880
25	698	544 410			**559 570**	545 004
			60 914		**81 219**	76 045
					262 893	260 355
					586 725	558 262
		828			**1 228 590**	1 077 436
				212 010	**234 890**	216 370
				28 891	**28 891**	32 746
		1 633		45 033	**445 236**	392 656
920		4 100		122 472	**551 949**	495 592
4 117	584	50 344		73 757	**365 303**	535 761
7 703	1 300	644 988	64 802	493 717	**23 127 980** [1]	22 626 227
150	10	710	11		**1 023**	723
150	10	710	11	–	**1 023**	723
			176 396		**176 396**	175 090
			14 110		**14 110**	14 300
				113 391	**113 391**	115 401
			12 241	170 367	**182 608**	179 647
				7 383 797	**7 383 797**	6 891 175
				59 466	**59 466**	57 652
			1 901 588	600 502	**2 502 090**	2 419 830
–	–	–	2 104 336	8 327 523	**10 431 859**	9 853 096
8 034	**1 324**	**654 854**	**2 169 298**	**8 826 913**	**33 579 372** [1]	**32 496 198**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	22 245 749	22 245 749	21 438 292
Fonctionnement	6 705 083	6 705 083	6 592 166
Capital	839 443	839 443	846 068
Intérêt	321 940	321 940	311 599
Support	3 855 833	3 467 158	3 308 074
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**33 968 048**	**33 579 372**	**32 496 198**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Support	241 590	241 590	161 160
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**241 590**	**241 590**	**161 160**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	24 080	23 104
Production industrielle de boissons	1 172	1 026
	25 252	24 129
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 841	4 212
Appareils d'amusement	1 766	1 862
Bingo	1 154	1 231
Loteries	5 270	5 194
Courses	64	61
	13 096	12 559
Autres		
Études de dossiers	801	880
Organisation – Spectacles sportifs de combat	229	294
Permis d'explosifs	368	349
Divers	27	32
	1 426	1 555
Total des droits et permis	**39 774**	**38 244**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	191	28
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	436	517
Location de chambres et pension	3 261	3 121
Conciliation et enquête – Déontologie policière	774	920
Divers	20	27
	4 683	4 613
Intérêts		
Divers	31	20
	31	20
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	1 978	2 987
Divers	29	26
	2 007	3 012

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 239	1 773
Subventions d'années antérieures	1 394	372
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	376	335
Divers	13	7
	3 022	2 488
Transferts et donations de tiers		
Subventions et contributions - Autres	30	
	30	–
Total des revenus divers	**9 773**	**10 133**
Total des revenus autonomes	**49 547**	**48 377**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	1 575	223
Total des transferts du gouvernement fédéral	**1 575**	**223**
Total des revenus	**51 122**	**48 600**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	673 998	668 764	5 234		
Permanents	27 747	14 358		13 389	
Ne nécessitant pas de crédits		4 902			
	701 744	688 024	5 234	13 389	-
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	664 283	652 194	12 089		
Permanents	1 978	1 978			
Ne nécessitant pas de crédits		14 218			
	666 261	668 391	12 089	-	-
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	45 166	42 659	1 403	1 104	
Permanents	34	17		17	
Ne nécessitant pas de crédits		128			
	45 200	42 804	1 403	1 121	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 413 206**	**1 399 218**	**18 726**	**14 510**	**-**
Votés	1 383 447	1 363 617	18 726	1 104	
Permanents	29 759	16 353		13 406	
Ne nécessitant pas de crédits		19 247			
Total	**1 413 206**	**1 399 218**	**18 726**	**14 510**	**-**
Dépenses	1 394 151	1 399 218		14 180	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	19		2	18	
Immobilisations tangibles	10 392		10 219	173	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 644		8 505	138	
Total	**1 413 206**	**1 399 218**	**18 726**	**14 510**	**-**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Sécurité, prévention et gestion interne**				
1. Direction et services supports à la gestion	20 536				17 136	3 244
Permanents(1)	10					10
2. Services correctionnels	340 210	1			264 078	75 598
3. Expertises judiciaires	9 718				8 185	1 533
4. Affaires policières et sécurité-protection	104 107				28 691	5 648
5. Sécurité civile et sécurité incendie	19 722				8 774	5 276
Permanents(2)	27 737				2 433	1 083
6. Éléments de gestion centrale	179 704		1 827	3 406	45 469	129 001
Amortissement des immobilisations						
Total	**701 744**	**1**	**1 827**	**3 406**	**374 767**	**221 392**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Sûreté du Québec**				
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	439 666	1			216 500	8 777
Permanents(1)	1 978				1 978	
2. Gestion interne et soutien	224 617		8 366	3 722	44 979	73 966
Amortissement des immobilisations						
Total	**666 261**	**1**	**8 366**	**3 722**	**263 456**	**82 743**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	156						
	533						
	69 768						
	5 673						
	10 833					13 389	
							4 902
–	**86 963**	–	–	–	–	**13 389**	**4 902**

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		214 388					
		93 585					
							14 218
–	–	**307 973**	–	–	–	–	**14 218**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Organismes relevant du ministre**				
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 437			1 378	10 165	2 508
Permanents(1)	31					
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 840		16		3 963	807
3. Bureau du coroner	8 495				5 319	3 078
4. Commissaire à la déontologie policière	2 960		10		2 366	399
5. Comité de déontologie policière	1 985				1 442	449
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	8 641				6 312	2 312
7. Bureau des enquêtes indépendantes	3 810				2 621	919
Total	**45 200**	**–**	**25**	**1 378**	**32 188**	**10 471**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 383 447	2	10 219	8 505	666 001	313 512
Permanents	29 759				4 411	1 092
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 413 206**	**2**	**10 219**	**8 505**	**670 412** [1]	**314 605**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 61 620 k$ à l'égard du traitement de 649 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	670 412		670 412
Fonctionnement	314 605	19 247	333 852
Créances douteuses et autres provisions	18		18
Transfert	86 963		86 963
Affectation à un fonds spécial	307 973		307 973
Service de la dette			
Total	**1 379 971**	**19 247**	**1 399 218**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.								
							386	
17							14	
							3	
								128
							55	
							99	
							185	
							93	
							16	
							270	
17	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 121**	**128**
	76 131	307 973					1 104	
18	10 833						13 406	
								19 247
18	**86 963**	**307 973**	**–**		**–**	**–**	**14 510**	**19 247**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	672 772		
Permanents	27 747		
	700 519	–	–
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	612 097		
Permanents			
	612 097	–	–
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	48 748		
Permanents	34		
	48 783	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 333 617		
Permanents	27 781		
Total	**1 361 398**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 226				673 998
								27 747
–	–	–		1 226		–		701 744
336				51 851				664 283
		1 978						1 978
336	–	1 978		51 851		–		666 261
				(3 582)				45 166
								34
–	–	–		(3 582)		–		45 200
336				49 494				1 383 447
		1 978						29 759
336	–	1 978		49 494		–		1 413 206

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	279		
Formation des policiers et des pompiers	9 782		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 887		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	23 535		
Sécurité civile	24 034	1 281	
Services policiers en milieu autochtone	32 518		
Autres	3 100		
	100 135	1 281	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**100 135**	**1 281**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
	27	252			**279**	1 412
	4 000			5 782	**9 782**	9 682
	6 858	15		14	**6 887**	6 980
	6 702	16 795		38	**23 535**	19 504
	6 952	106	2 523		**10 863**	20 333
	32 518				**32 518**	31 461
32	2 233	835			**3 100**	3 085
32	59 290	18 003	2 523	5 834	**86 963**	92 458
32	**59 290**	**18 003**	**2 523**	**5 834**	**86 963**	**92 458**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Fonctionnement	5 405	5 405	5 905
Capital	1 313	1 313	1 217
Support	93 417	80 245	85 336
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**100 135**	**86 963**	**92 458**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	249 859	249 859	216 614
Fonctionnement	51 483	51 483	43 756
Capital	6 631	6 631	5 454
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**307 973**	**307 973**	**265 824**

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	147 133	147 083		50	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	147 143	147 093	-	50	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**147 143**	**147 093**	**-**	**50**	**-**
Votés	147 133	147 083		50	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	**147 143**	**147 093**	**-**	**50**	**-**
Dépenses	147 143	147 093		50	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	**147 143**	**147 093**	**-**	**50**	**-**

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement du tourisme**				
1. Tourisme Québec	58 621					
Permanents(1)	10					
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 529					
3. Société du Palais des congrès de Montréal	34 049					
4. Régie des installations olympiques	37 935					
Total	**147 143**	–	–	–	–	–

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	147 133					
Permanents	10					
Total	**147 143**	–	–	–	–	–

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	88 513		88 513
Affectation à un fonds spécial	58 580		58 580
Service de la dette			
Total	**147 093**	–	**147 093**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.								
		58 571			50			
		10						
	16 529							
	34 049							
	37 935							
–	**88 513**	**58 580**	–		**50**	–	–	–
	88 513	58 571			50			
		10						
–	**88 513**	**58 580**	–		**50**	–	–	–

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Votés	137 995		
Permanents	10		
	138 004	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	137 995		
Permanents	10		
Total	**138 004**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				9 139				147 133
								10
-	-	-		9 139		-		147 143
				9 139				147 133
								10
-	-	-		9 139		-		147 143

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	37 935		
Société du Centre des congrès de Québec	16 529		
Société du Palais des congrès de Montréal	34 049		
	88 513	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**88 513**	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2017	Total 2016
								37 935		**37 935**	21 275
								16 529		**16 529**	16 145
								34 049		**34 049**	33 450
–		–		–		–		88 513		**88 513**	70 870
–		–		–		–		**88 513**		**88 513**	**70 870**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	18 148	18 148	21 214
Fonctionnement	23 312	23 312	15 380
Capital	35 957	35 957	22 447
Intérêt	11 096	11 096	11 829
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**88 513**	**88 513**	**70 870**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	11 773	11 773	11 922
Fonctionnement	4 977	4 977	6 277
Capital	5 443	5 443	3 821
Intérêt	1 016	1 016	576
Support	35 422	35 372	29 022
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**58 630**	**58 580**	**51 618**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	34 702	33 559
Transport commercial public	337	341
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 680	2 628
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 779	2 719
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	182	176
	40 679	39 423
Autres		
Transfert de permis	908	611
	908	611
Total des droits et permis	**41 587**	**40 034**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses		54
Matériel et fournitures	81	32
Location de terrains et bâtisses	723	798
Frais de publication – Demandes de permis	100	128
Analyse en laboratoire	122	25
Divers	121	76
	1 146	1 113
Intérêts		
Divers	4	1
	4	1
Amendes et confiscations		
Alcofrein	699	904
Divers	11	2
	710	906
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7 046	5 377
Subventions d'années antérieures	2 081	1 745
Dépenses sous forme d'indemnités	(55)	(333)
	9 072	6 789
Total des revenus divers	**10 932**	**8 809**
Total des revenus autonomes	**52 519**	**48 844**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	302	
Total des transferts du gouvernement fédéral	**302**	**–**
Total des revenus	**52 821**	**48 844**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	625 380	559 736	28 655	36 989	
Permanents		14 333			
Ne nécessitant pas de crédits					
	625 380	574 068	28 655	36 989	-
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	55 848	49 820	2 390	3 639	
Permanents	60	10		50	
Ne nécessitant pas de crédits		9 702			
	55 908	59 531	2 390	3 689	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**681 288**	**633 599**	**31 045**	**40 678**	**-**
Votés	681 229	609 555	31 045	40 628	
Permanents	60	10		50	
Ne nécessitant pas de crédits		24 035			
Total	**681 288**	**633 599**	**31 045**	**40 678**	**-**
Dépenses	630 650	633 599		21 085	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	675		675		
Immobilisations tangibles	41 161		26 744	14 417	
Immobilisations en ressources informationnelles	8 802		3 626	5 176	
Total	**681 288**	**633 599**	**31 045**	**40 678**	**-**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Infrastructures et systèmes de transport**				
1. Transport terrestre	461 963	675 (1)	3 082	1 137	46 515	289 248
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
2. Transport maritime	107 303		4		703	75
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	45 702		23 649		981	5 345
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	10 412			108	7 623	1 901
Amortissement des immobilisations						
Total	**625 380**	**675**	**26 735**	**1 245**	**55 822**	**296 569**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Administration et services corporatifs**				
1. Direction	8 612		4	1	7 658	711
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Services corporatifs	41 330		5	2 373	24 950	10 427
Permanents(2)	50					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	5 906			7	5 516	297
Amortissement des immobilisations						
Total	**55 908**	**-**	**8**	**2 381**	**38 124**	**11 445**

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.								
	94 883				18 944		7 479	
								3 117
								832
	106 317				70		134	
								114
	6 145				486		9 097	
								9 210
							779	
								1 060
–	**207 345**	–	–		**19 500**	–	**17 489**	**14 333**
Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.								
	210						28	
								1
							3 575	
							50	
								9 699
	50						36	
								2
–	260	–	–		–	–	**3 689**	**9 702**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	681 229	675	26 744	3 626	93 946	308 005
Permanents	60					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Total	**681 288**	**675**	**26 744**	**3 626**	**93 946** [1]	**308 015**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 129 k$ à l'égard du traitement de 77 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	93 946			93 946
Fonctionnement	308 015	24 035		332 049
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	207 605			207 605
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**609 565**	**24 035**		**633 599**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	207 605				19 500		21 128	
							50	
								23 202
								832
–	**207 605**	–	–		**19 500**	–	**21 178**	**24 035**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Votés	625 466		
Permanents			
	625 466	–	–
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Votés	55 763		
Permanents	60		
	55 822	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	681 229		
Permanents	60		
Total	**681 288**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(86)				625 380
–	–	–		(86)		–		625 380
				86				55 848
								60
–	–	–		86		–		55 908
								681 229
								60
–	–	–		–		–		681 288

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	1 500	408	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	9 500		
Aide aux chemins d'accès isolés	1 100		
Aide spécifique pour le transport adapté	82 455		
Société des Traversiers du Québec	100 782		
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques	3 000	2 875	
Transport aérien	6 305	5 362	
Transport ferroviaire	2 500		
Transport maritime	5 535	557	
Transport terrestre	1 475	12	
	214 152	9 214	-
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	50		
Autres	210	14	
	260	14	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**214 412**	**9 228**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2017	Total 2016
	135	45	900		**1 488**	2 492
				9 432	**9 432**	9 106
	713				**713**	1 062
	76 416				**76 416**	108 591
				100 782	**100 782**	97 655
125					**3 000**	4 125
	46	45	692		**6 145**	7 305
		2 500			**2 500**	
14	4 858	105			**5 535**	5 146
	564	759			**1 335**	3 782
139	82 732	3 454	1 592	110 214	**207 345**	239 264
		50			**50**	50
8	12	177			**210**	278
8	12	227	–	–	**260**	328
147	**82 744**	**3 681**	**1 592**	**110 214**	**207 605**	**239 592**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	47 730	40 978	45 991
Fonctionnement	40 684	40 684	45 961
Capital	26 725	26 725	18 609
Intérêt	12 361	12 361	8 364
Support	86 911	86 856	120 667
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**214 412**	**207 605**	**239 592**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 865	1 742
Divers	6	10
	1 871	1 752
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	21 359	20 313
Divers	11	14
	21 370	20 326
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	215	215
	215	215
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	548	358
Subventions d'années antérieures	86	70
Aide financière de dernier recours	79 926	70 320
Aide financière de dernier recours – R.Q. – R.R.Q.	117	327
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	15 291	17 013
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 640	1 901
Divers	(7)	(4)
	97 600	89 986
Total des revenus divers	**121 056**	**112 280**
Total des revenus autonomes	**121 056**	**112 280**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Entente relative au marché du travail	635 785	636 545
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	114 383	114 901
Total des transferts du gouvernement fédéral	**796 061**	**797 339**
Total des revenus	**917 117**	**909 618**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	840 088	840 088			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	840 088	840 088	-	-	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 948 315	2 943 075		5 240	
Permanents	22 231	22 231			
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 970 546	2 965 306	-	5 240	-
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	545 241	544 724	517		
Permanents	34	34			
Ne nécessitant pas de crédits		135			
	545 275	544 893	517	-	-
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	21 479	20 803		676	
Permanents	10	10		1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	21 489	20 813	-	676	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 377 398**	**4 371 100**	**517**	**5 916**	**-**
Votés	4 355 122	4 348 690	517	5 916	
Permanents	22 276	22 275		1	
Ne nécessitant pas de crédits		135			
Total	**4 377 398**	**4 371 100**	**517**	**5 916**	**-**
Dépenses	4 375 241	4 371 100		4 276	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 664		24	1 640	
Immobilisations tangibles	493		493		
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	**4 377 398**	**4 371 100**	**517**	**5 916**	**-**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Mesures d'aide à l'emploi**				
1. Mesures d'aide à l'emploi	840 088					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail						
Total	**840 088**	–	–	–	–	–
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide financière**				
1. Aide aux personnes et aux familles	2 897 072					
Permanents(1)	22 231					
2. Action communautaire	25 151					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 092					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
Total	**2 970 546**	–	–	–	–	–

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

	12 000	828 088						
–	**12 000**	**828 088**	–	–	–	–	–	–

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	2 881 732	10 639					4 700	
22 231								
	4 914	19 718					519	
	26 071						21	
22 231	**2 912 717**	**30 357**	–	–	–	–	**5 240**	–

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 (a) Missions : Économie et environnement Soutien aux personnes et aux familles		**Administration**				
1. Gouvernance et services à l'organisation	173 950		493		45 221	64 139
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Centre de recouvrement	7 422				6 669	752
Permanents(2)	25					25
3. Relations avec la clientèle et services aux citoyens et aux entreprises	288 498	23			112 552	19 664
4. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	8 257				6 958	572
5. Secrétariat à la Capitale-Nationale	47 739				1 170	275
Amortissement des immobilisations						
6. Commission de la capitale nationale du Québec	19 375					
Total	**545 275**	**24**	**493**	**–**	**172 571**	**85 436**

(a) Le 13 avril 2016, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est devenu également ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. La structure budgétaire de ce programme a été modifiée pour y inclure les éléments 5 et 6 (C.T. 216253).

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.								
	1 338	62 759						
								134
		156 259						
		727						
	46 294							
	19 375							
–	**67 006**	**219 745**	–		–	–	–	**135**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Travail**				
1. Relations du travail	14 460				6 802	1 012
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	1					
2. Commission de l'équité salariale						
3. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	7 019					
Total	**21 489**	**–**	**–**	**–**	**6 802**	**1 022**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 355 122	24	493		179 372	86 414
Permanents	22 276					44
Amortissement des immobilisations						
Total	**4 377 398**	**24**	**493**	**–**	**179 372** [1]	**86 458**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 31 959 k$ à l'égard du traitement de 307 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	179 372		179 372
Fonctionnement	86 458	135	86 593
Créances douteuses et autres provisions	22 231		22 231
Transfert	2 997 728		2 997 728
Affectation à un fonds spécial	1 085 175		1 085 175
Service de la dette			
Total	**4 370 965**	**135**	**4 371 100**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.								
	6 004						642	
							1	
		6 986					34	
–	**6 004**	**6 986**	–		–	–	**676**	–
	2 997 728	1 085 175					5 916	
22 231							1	
								135
22 231	**2 997 728**	**1 085 175**	–		–	–	**5 916**	**135**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Votés	802 144		
Permanents			
	802 144	–	–
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Votés	2 930 149		
Permanents	5 500		
	2 935 649	–	–
Programme 3 - Administration			
Votés	460 805		
Permanents	10		
	460 815	–	–
Programme 4 - Travail			
Votés	17 203		
Permanents	10		
	17 213	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	4 210 301		
Permanents	5 520		
Total	**4 215 821**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				37 944				840 088
–	–	–		37 944		–		840 088
				18 166				2 948 315
						16 731		22 231
–	–	–		18 166		16 731		2 970 546
7 250				77 185				545 241
						25		34
7 250	–	–		77 185		25		545 275
				4 276				21 479
								10
–	–	–		4 276		–		21 489
7 250				137 571				4 355 122
						16 756		22 276
7 250	–	–		**137 571**		**16 756**		**4 377 398**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	12 000	12 000	
	12 000	12 000	–
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles	2 884 792	38	1
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 092		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	559		
Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement	1 000		
Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire	3 874		
	2 916 317	38	1
Programme 3 - Administration			
Aide à la Ville de Québec	38 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	19 375		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	7 291	1	
Autres	1 541		
	67 006	1	–
Programme 4 - Travail			
Autres	6 129		
	6 129	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 001 453**	**12 039**	**1**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2017	Total 2016
					12 000	12 000
–	–	–	–	–	**12 000**	12 000
		4 331	2 877 193	170	**2 881 732**	2 911 362
			24 242	1 829	**26 071**	26 263
		413			**413**	99
		627			**627**	383
		3 874			**3 874**	3 849
–	–	9 245	2 901 435	1 999	**2 912 717**	2 941 956
	33 800			5 000	**38 800**	26 800
				19 375	**19 375**	16 196
	345	6 945			**7 291**	5 791
		541		1 000	**1 541**	1 338
–	34 145	7 486	–	25 375	**67 006**	50 124
		108		5 896	**6 004**	5 934
–	–	108	–	5 896	**6 004**	5 934
–	**34 145**	**16 839**	**2 901 435**	**33 270**	**2 997 728**	**3 010 014**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2017	2016
Rémunération	10 675	10 675	10 134
Fonctionnement	6 897	6 897	6 084
Capital	7 463	7 463	6 052
Intérêt	3 065	3 065	2 589
Support	2 973 353	2 969 628	2 985 155
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 001 453**	**2 997 728**	**3 010 014**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2017	2016
Rémunération	146 387	146 364	140 234
Fonctionnement	69 689	69 678	65 482
Capital	9 997	9 997	9 954
Intérêt	692	692	482
Support	858 445	858 445	876 894
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 085 209**	**1 085 175**	**1 093 047**

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	13 418				**13 418**	4 116
Total du portefeuille	**13 418**		**–**		**13 418**	**4 116**
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			317		**317**	
Infrastructures 2008			60 152		**60 152**	68 803
Programme d'infrastructures 2015			4 432		**4 432**	27
Total du portefeuille	**–**		**64 901**		**64 901**	**68 830**
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	433				**433**	1 603
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			93 259		**93 259**	96 762
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 885				**1 885**	2 127
Total du portefeuille	**2 317**		**93 259**		**95 577**	**100 493**
CONSEIL EXÉCUTIF						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	12 072				**12 072**	11 106
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2				**2**	
Total du portefeuille	**12 074**		**–**		**12 074**	**11 106**
CULTURE ET COMMUNICATIONS						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 181				**1 181**	905
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	809				**809**	
Financement des unités autonomes de service	1 466				**1 466**	1 118
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						7
Infrastructures 2008			3 782		**3 782** (1)	16 523
Total du portefeuille	**3 457**		**3 782**		**7 239**	**18 553**
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 402		626		**3 028**	3 687
Total du portefeuille	**2 402**		**626**		**3 028**	**3 687**
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	90				**90**	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 365				**1 365**	1 036
Programme d'infrastructure du savoir			664		**664**	730
Total du portefeuille	**1 455**		**664**		**2 119**	**1 767**

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par la fin des travaux d'infrastructure au Musée national des beaux-arts du Québec à l'été 2016.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+ TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	= TOTAL 2017	TOTAL 2016
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		30 198	**30 198**	21 839
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	10 623		**10 623**	8 449
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		11 506	**11 506** (1)	37 739
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		41 091	**41 091** (2)	
Formation dans les pénitenciers fédéraux		3 094	**3 094**	3 973
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	167	1 255	**1 422**	272
Total du portefeuille	**10 790**	**87 143**	**97 933**	**72 272**
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES				
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	7		**7**	23
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	512		**512**	456
Total du portefeuille	**519**	**–**	**519**	**479**
FINANCES				
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		486 974	**486 974**	458 219
Total du portefeuille	**–**	**486 974**	**486 974**	**458 219**
FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources		6 345	**6 345**	1 797
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	4 067		**4 067**	4 589
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 679		**1 679**	387
Total du portefeuille	**5 746**	**6 345**	**12 091**	**6 773**
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	5 846		**5 846**	6 141
Total du portefeuille	**5 846**	**–**	**5 846**	**6 141**
JUSTICE				
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		722	**722**	567
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	40	291	**331**	380
Total du portefeuille	**40**	**1 013**	**1 053**	**947**
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	75		**75**	11
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				27
Total du portefeuille	**75**	**–**	**75**	**38**

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par des investissements en immobilisations moins élevés en 2016-2017.

(2) L'augmentation des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2016-2017.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+ TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	= TOTAL 2017	TOTAL 2016
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	103 400		**103 400**	106 211
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	300		**300**	736
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 687		**19 687**	20 597
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	850	3 676	**4 526**	4 411
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	18 082		**18 082** (1)	50 127
Total du portefeuille	**142 319**	**3 676**	**145 995**	**182 081**
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Administration de la Loi sur les armes à feu		4 563	**4 563**	4 463
Financement des unités autonomes de service	3 645		**3 645**	3 617
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 583		**2 583**	2 567
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	721	15 296	**16 017**	16 114
Total du portefeuille	**6 948**	**19 859**	**26 807**	**26 762**
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS				
Financement des infrastructures ferroviaires		121	**121** (2)	12 790
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				133
Total du portefeuille	**–**	**121**	**121**	**12 924**
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		5 649	**5 649**	3 608
Financement du Bureau d'évaluation médicale	3 495		**3 495**	3 457
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 543		**1 543**	1 606
Total du portefeuille	**5 038**	**5 649**	**10 687**	**8 671**
TOTAL	**212 446**	**774 012**	**986 458**	**983 860**

(1) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique principalement par la baisse des dépenses admissibles relatives à la poursuite de l'informatisation du réseau de la santé.

(2) La diminution des revenus de 2017 comparativement à ceux de 2016 s'explique par la fin de l'entente 2013-2016 pour le projet de réhabilitation des infrastructures ferroviaires des chemins de fer d'intérêt local.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	–	–
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
3	Infrastructures 2008		
4	Programme d'infrastructures 2015		
	Total du portefeuille	–	–
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CONSEIL EXÉCUTIF		
8	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
10	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 181
11	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		809
12	Financement des unités autonomes de service		1 466
13	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
14	Infrastructures 2008		3 782
	Total du portefeuille	–	7 239
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
15	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
16	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
18	Programme d'infrastructure du savoir		
	Total du portefeuille	–	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
				13 418		**13 418**	4 116	1
–		–		**13 418**		**13 418**	**4 116**	
317						**317**		2
60 152						**60 152**	68 803	3
4 432						**4 432**	27	4
64 901		–		–		**64 901**	**68 830**	
433						**433**	1 603	5
93 259						**93 259**	96 762	6
1 885						**1 885**	2 127	7
95 577		–		–		**95 577**	**100 493**	
				12 072		**12 072**	11 106	8
				2		**2**		9
–		–		**12 074**		**12 074**	**11 106**	
						1 181	905	10
						809		11
						1 466	1 118	12
							7	13
						3 782	16 523	14
–		–		–		**7 239**	**18 553**	
3 028						**3 028**	3 687	15
3 028		–		–		**3 028**	**3 687**	
90						**90**		16
1 365						**1 365**	1 036	17
664						**664**	730	18
2 119		–		–		**2 119**	**1 767**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
19	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		30 198
20	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
21	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		11 506
22	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		41 091
23	Formation dans les pénitenciers fédéraux		3 094
24	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		1 422
	Total du portefeuille	–	**87 310**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
25	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
26	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	FINANCES		
27	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
	Total du portefeuille	–	–
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
28	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources		
29	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
30	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
31	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		5 846
	Total du portefeuille	–	**5 846**
	JUSTICE		
32	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
33	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
34	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
35	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
						30 198	21 839	19
10 623						**10 623**	8 449	20
						11 506	37 739	21
						41 091		22
						3 094	3 973	23
						1 422	272	24
10 623		–		–		**97 933**	**72 272**	
7						**7**	23	25
512						**512**	456	26
519		–		–		**519**	**479**	
486 974						**486 974**	458 219	27
486 974		–		–		**486 974**	**458 219**	
6 345						**6 345**	1 797	28
4 067						**4 067**	4 589	29
1 679						**1 679**	387	30
12 091		–		–		**12 091**	**6 773**	
						5 846	6 141	31
–		–		–		**5 846**	**6 141**	
				722		**722**	567	32
		291		40		**331**	380	33
–		**291**		**762**		**1 053**	**947**	
75						**75**	11	34
							27	35
75		–		–		**75**	**38**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	103 400	
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	300	
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 687	
39	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	4 526	
40	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	18 082	
	Total du portefeuille	**145 995**	–
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
41	Administration de la Loi sur les armes à feu		
42	Financement des unités autonomes de service		
43	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
44	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS		
45	Financement des infrastructures ferroviaires		
46	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
47	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
48	Financement du Bureau d'évaluation médicale		
49	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TOTAL	**145 995**	**100 395**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
						103 400	106 211	36
						300	736	37
						19 687	20 597	38
						4 526	4 411	39
						18 082	50 127	40
–		–		–		**145 995**	**182 081**	
				4 563		**4 563**	4 463	41
				3 645		**3 645**	3 617	42
				2 583		**2 583**	2 567	43
				16 017		**16 017**	16 114	44
–		–		**26 807**		**26 807**	**26 762**	
121						**121**	12 790	45
							133	46
121		–		–		**121**	**12 924**	
		5 649				**5 649**	3 608	47
				3 495		**3 495**	3 457	48
				1 543		**1 543**	1 606	49
–		**5 649**		**5 038**		**10 687**	**8 671**	
676 028		**5 940**		**58 099**		**986 458**	**983 860**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ASSEMBLÉE NATIONALE	
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
	Total du portefeuille	–
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	
3	Infrastructures 2008	59 807
4	Programme d'infrastructures 2015	4 340
	Total du portefeuille	**64 147**
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	433
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	91 741
7	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	729
	Total du portefeuille	**92 902**
	CONSEIL EXÉCUTIF	
8	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	12 000
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**12 000**
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	
10	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
11	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	809
12	Financement des unités autonomes de service	
13	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
14	Infrastructures 2008	3 782
	Total du portefeuille	**4 592**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
15	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
	Total du portefeuille	**203**
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
16	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	90
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
18	Programme d'infrastructure du savoir	662
	Total du portefeuille	**752**

(1) Ce montant inclut 11 349 k$ en immobilisations pour des travaux effectués à l'hôtel du Parlement du Québec.

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
364		13 054 (1)		**13 418**	4 116	1
364		**13 054**		**13 418**	**4 116**	
230		87		**317**		2
300		45		**60 152**	68 803	3
48		44		**4 432**	27	4
579		**176**		**64 901**	**68 830**	
				433	1 603	5
229		1 290		**93 259**	96 762	6
127		1 029		**1 885**	2 127	7
356		**2 318**		**95 577**	**100 493**	
		72		**12 072**	11 106	8
		2		**2**		9
–		**74**		**12 074**	**11 106**	
276		905		**1 181**	905	10
				809		11
612		854		**1 466**	1 118	12
					7	13
				3 782	16 523	14
889		**1 759**		**7 239**	**18 553**	
954		1 871		**3 028**	3 687	15
954		**1 871**		**3 028**	**3 687**	
				90		16
		1 365		**1 365**	1 036	17
		2		**664**	730	18
–		**1 367**		**2 119**	**1 767**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
19	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	19 602
20	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	10 137
21	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	11 506
22	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	41 072
23	Formation dans les pénitenciers fédéraux	3 094
24	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	1 255
	Total du portefeuille	**86 666**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
25	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
26	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	FINANCES	
27	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	486 974
	Total du portefeuille	**486 974**
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
28	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	
29	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
30	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
31	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	JUSTICE	
32	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
33	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
34	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	49
35	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**49**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2017	TOTAL 2016	
140		10 456		**30 198**	21 839	19
		486		**10 623**	8 449	20
				11 506	37 739	21
		19		**41 091**		22
				3 094	3 973	23
		167		**1 422**	272	24
140		**11 127**		**97 933**	**72 272**	
4		3		**7**	23	25
115		397		**512**	456	26
119		**400**		**519**	**479**	
				486 974	458 219	27
–		–		**486 974**	**458 219**	
		6 345		**6 345**	1 797	28
442		3 625		**4 067**	4 589	29
1 051		628		**1 679**	387	30
1 493		**10 598**		**12 091**	**6 773**	
1 281		4 565		**5 846**	6 141	31
1 281		**4 565**		**5 846**	**6 141**	
		722		**722**	567	32
186		145		**331**	380	33
186		**867**		**1 053**	**947**	
		26		**75**	11	34
					27	35
–		**26**		**75**	**38**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	103 400
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	300
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 300
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 312
40	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	18 071
	Total du portefeuille	**144 383**
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	
41	Administration de la Loi sur les armes à feu	
42	Financement des unités autonomes de service	
43	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
44	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	10 017
	Total du portefeuille	**10 017**
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
45	Financement des infrastructures ferroviaires	121
46	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**121**
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
47	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	5 649
48	Financement du Bureau d'évaluation médicale	
49	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**5 649**
	TOTAL	**908 455**

RÉMUNÉRATION	+ FONCTIONNEMENT	= TOTAL 2017	TOTAL 2016	
		103 400	106 211	36
		300	736	37
123	1 264	19 687	20 597	38
	213	4 526	4 411	39
	11	18 082	50 127	40
123	**1 489**	**145 995**	**182 081**	
3 976	587	4 563	4 463	41
2 552	1 094	3 645	3 617	42
2 179	403	2 583	2 567	43
1 317	4 682	16 017	16 114	44
10 024	**6 766**	**26 807**	**26 762**	
		121	12 790	45
			133	46
-	**-**	**121**	**12 924**	
		5 649	3 608	47
1 683	1 813	3 495	3 457	48
445	1 098	1 543	1 606	49
2 127	**2 911**	**10 687**	**8 671**	
18 634	**59 368**	**986 458**	**983 860**	

PARTIE B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2017, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Économie, Science et Innovation		
Capital Mines Hydrocarbures	39 155	—
Éducation et Enseignement supérieur		
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	5 758	—
Finances		
Fonds du Bureau de décision et de révision	—	2
Fonds du Plan Nord	22 286	—
Justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	—	36

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Sécurité publique		
Fonds des services de police	26 776	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	9 960	—
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Fonds de la sécurité routière	—	1 654
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	24 446	—
Fonds québécois d'initiatives sociales	623	—

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 29 septembre 2017

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	121 122	104 685	–
	121 122	**104 685**	–
Investissements			
Fonds de développement des territoires	–	–	–
	–	–	–

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	102 339	102 339	102 515
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**102 339**	**102 339**	**102 515**
Dépenses			
Dépenses	121 122	104 685	83 238
Total des dépenses	**121 122**	**104 685**	**83 238**
Surplus (déficit) de l'exercice	(18 783)	(2 346)	19 277
Surplus (déficit) cumulé au début	18 783	19 277	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**16 930**	**19 277**
Investissements	–	–	–

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	4 101	1 534	–
	4 101	**1 534**	–
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	260	215	–
	260	**215**	–

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	3 159	859	440
Autres revenus	942	674	1 015
Total des revenus	**4 101**	**1 534**	**1 455**
Dépenses			
Dépenses	4 101	1 534	1 455
Total des dépenses	**4 101**	**1 534**	**1 455**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**260**	**215**	**5 888**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 000	4 547	–
Fonds du patrimoine culturel québécois	18 442	13 468	–
	23 442	**18 015**	–
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	–	–	–
Fonds du patrimoine culturel québécois	–	–	–
	–	–	–

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	5 000	5 007[1]	5 033
Total des revenus	**5 000**	**5 007**	**5 033**
Dépenses			
Dépenses	5 000	4 547	4 273
Total des dépenses	**5 000**	**4 547**	**4 273**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	460	760
Surplus (déficit) cumulé au début	–	760	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**1 220**	**760**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 5 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (5 000 k$ en 2016).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 674	15 647 [1]	15 689
Total des revenus	**15 674**	**15 647**	**15 689**
Dépenses			
Dépenses	18 442	13 468	15 579
Total des dépenses	**18 442**	**13 468**	**15 579**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 769)	2 178	110
Surplus (déficit) cumulé au début	26 325	27 541	27 431
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**23 557**	**29 719**	**27 541**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 500 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k$ en 2016).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	867 091	721 159	–
	867 091	**721 159**	–
Investissements			
Fonds vert	6 480	2 783	–
	6 480	**2 783**	–

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	864 427	422 684[1]	996 672
Total des revenus	**864 427**	**422 684**	**996 672**
Dépenses			
Dépenses	867 091	721 159	488 984
Total des dépenses	**867 091**	**721 159**	**488 984**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 664)	(298 476)	507 688
Surplus (déficit) cumulé au début	1 101 954	1 168 538	660 851
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**1 099 290**	**870 063**	**1 168 538**
Investissements	**6 480**	**2 783**	**3 606**

(1) Cette somme inclut 3 075 k$ provenant de droits de ressources hydrauliques, 267 316 k$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (857 712 k$ en 2016), 127 426 k$ provenant d'autres droits et de permis (121 849 k$ en 2016) et 8 204 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 566 k$ en 2016).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	475	39 630[1]	(39 155)
Fonds du développement économique	412 636	288 051[1]	–
	413 111	**327 682**	**(39 155)**
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	–	–	–
Fonds du développement économique	–	–	–
	–	–	–

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS[1] 2017	RÉELS[1] 2016
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	–	5	–
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15	1 751	17
Total des revenus	**15**	**1 756**	**17**
Dépenses			
Dépenses	475	39 630	2 994
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	–	7 977	1 274
Total des dépenses	**475**	**47 607**	**4 268**
Surplus (déficit) de l'exercice	(460)	(45 851)	(4 251)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	9 898	9 932	14 183
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	9 438	(35 919)	9 932
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	83 450	29 752
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**9 438**	**47 531**	**39 684**
Investissements	–	–	–

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS[1] 2016
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	–	24	22
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	285 436	171 422	(32 985)
Autres revenus	127 200	117 659	267 589
Total des revenus	**412 636**	**289 105**	**234 626**
Dépenses			
Dépenses	412 636	288 051	234 451
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	–	1 054	175
Total des dépenses	**412 636**	**289 105**	**234 626**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(6 385)	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(6 385)	82 984[2]	82 984[2]
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	28 265	(79 031)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(6 385)**	**111 250**	**3 953**
Investissements	–	–	–

(1) Certaines données de l'année financière 2016 ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017 et retraitées pour tenir compte d'une modification comptable effectuée en 2017.
(2) Ce montant inclut un redressement des années antérieures n'ayant aucun impact sur les surplus du fonds.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	67 328	56 175	–
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	30 758	(5 758)
	92 328	**86 933**	**(5 758)**
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	–	–	–
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	–	–	–
	–	–	–

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	66 888	62 385[1]	64 911
Total des revenus	**66 888**	**62 385**	**64 911**
Dépenses			
Dépenses	67 328	56 175	60 194
Total des dépenses	**67 328**	**56 175**	**60 194**
Surplus (déficit) de l'exercice	(440)	6 210	4 717
Surplus (déficit) cumulé au début	177 560	181 917	177 200
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**177 120**	**188 127**	**181 917**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 60 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (60 000 k$ en 2016).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	25 000
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**25 000**	**25 000**	**25 000**
Dépenses			
Dépenses	25 000	30 758	25 000
Total des dépenses	**25 000**	**30 758**	**25 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	(5 758)	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	5 758	5 758
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	5 758
Investissements	–	–	–

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	250 478	206 899	–
Fonds d'information sur le territoire	114 979	107 149	–
	365 457	**314 048**	–
Investissements			
Fonds des ressources naturelles			
Année courante	765	276	
Redressements des années antérieures		(23)	
	765	253	–
Fonds d'information sur le territoire	41 612	32 245	–
	42 377	**32 499**	–

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	5 972	6 054	3 881
Autres revenus	238 787	186 776[1]	146 583
Total des revenus	**244 759**	**192 830**	**150 464**
Dépenses			
Dépenses	250 478	206 899	157 324
Total des dépenses	**250 478**	**206 899**	**157 324**
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 719)	(14 069)	(6 860)
Surplus (déficit) cumulé au début	33 283	43 834	50 694
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**27 564**	**29 765**	**43 834**
Investissements avant redressements	765	276	291
Redressements des années antérieures	–	(23)	(23)
Investissements redressés	**765**	**253**	**269**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 20 570 k$ provenant de droits et permis de ressources minières (13 900 k$ en 2016) et 949 k$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (997 k$ en 2016).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	138 048	138 152	138 242
Total des revenus	**138 048**	**138 152**	**138 242**
Dépenses			
Dépenses	114 979	107 149	114 793
Total des dépenses	**114 979**	**107 149**	**114 793**
Surplus (déficit) de l'exercice	23 069	31 004	23 449
Surplus (déficit) cumulé au début	465 164	467 326	443 877
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**488 233**	**498 329**	**467 326**
Investissements	**41 612**	**32 245**	**39 897**

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	27 280	27 280	–
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 324 286	2 263 796	–
Fonds pour le développement des jeunes enfants	21 250	21 250	–
	2 372 816	**2 312 326**	–
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	–	–	–
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	–	–	–
Fonds pour le développement des jeunes enfants	–	–	–
	–	–	–

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 091	15 091 (1)	15 119
Total des revenus	**15 091**	**15 091**	**15 119**
Dépenses			
Dépenses	27 280	27 280	–
Total des dépenses	**27 280**	**27 280**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 189)	(12 189)	15 119
Surplus (déficit) cumulé au début	57 170	57 170	42 051
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**44 981**	**44 981**	**57 170**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2016).

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 324 286	2 313 596	2 368 536
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**2 324 286**	**2 313 596**	**2 368 536**
Dépenses			
Dépenses	2 324 286	2 263 796	2 368 536
Total des dépenses	**2 324 286**	**2 263 796**	**2 368 536**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	49 800	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**49 800**	–
Investissements	–	–	–

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 043	15 043[1]	15 068
Total des revenus	**15 043**	**15 043**	**15 068**
Dépenses			
Dépenses	21 250	21 250	21 250
Total des dépenses	**21 250**	**21 250**	**21 250**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 207)	(6 207)	(6 182)
Surplus (déficit) cumulé au début	26 666	26 666	32 848
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**20 459**	**20 459**	**26 666**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2016).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	2 407	2 310[1]	–
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	2 722	2 202	–
Fonds du centre financier de Montréal	1 323	1 323	–
Fonds du Plan Nord	175 012	197 298	(22 286)
Fonds relatif à l'administration fiscale	862 449	840 577	–
	1 043 912	**1 043 710**	**(22 286)**
Investissements			
Fonds de financement	–	–	–
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	35	37	(2)
Fonds du centre financier de Montréal	–	–	–
Fonds du Plan Nord	–	–	–
Fonds relatif à l'administration fiscale	–	–	–
	35	**37**	**(2)**

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS[1] 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 489 646	1 463 447	1 356 431
Total des revenus	**1 489 646**	**1 463 447**	**1 356 431**
Dépenses			
Dépenses	2 407	2 310	2 077
Service de la dette	1 469 656	1 435 127	1 336 769
Total des dépenses	**1 472 063**	**1 437 436**	**1 338 846**
Surplus (déficit) de l'exercice	17 583	26 011	17 585
Surplus (déficit) cumulé au début	467 596	467 062	444 650
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	–	4 827
Dépenses	–	–	–
Total des redressements des années antérieures	–	–	4 827
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	467 596	467 062	449 477
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**485 179**	**493 073**	**467 062**
Investissements	–	–	–

(1) Certaines données de l'année financière 2016 ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	2 028 000	2 001 173	1 452 222
Total des revenus	**2 028 000**	**2 001 173**	**1 452 222**
Dépenses			
Dépenses	–	–	–
Total des dépenses	–	–	–
Surplus (déficit) de l'exercice	2 028 000	2 001 173	1 452 222
Surplus (déficit) cumulé au début	8 477 742	8 522 196	6 938 742
Affectation du surplus cumulé de la Commission des normes du travail	–	–	131 231
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**10 505 742**	**10 523 369**	**8 522 196**
Investissements	–	–	–

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION (*)
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	2 522	2 522 (1)	2 217
Total des revenus	**2 522**	**2 522**	**2 217**
Dépenses			
Dépenses	2 722	2 202	2 213
Total des dépenses	**2 722**	**2 202**	**2 213**
Surplus (déficit) de l'exercice	(200)	320	3
Surplus (déficit) cumulé au début	2 497	2 674	2 670
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 297**	**2 994**	**2 674**
Investissements	**35**	**37**	**57**

(*) Depuis le 18 juillet 2016, en vertu de l'article 179 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (2016, chapitre 7), les mots « Bureau de décision et de révision » sont remplacés par « Tribunal administratif des marchés financiers ».

(1) Cette somme inclut 9 k$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Tribunal administratif des marchés financiers (8 k$ en 2016).

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	675	682[1]	818
Total des revenus	**675**	**682**	**818**
Dépenses			
Dépenses	1 323	1 323	983
Total des dépenses	**1 323**	**1 323**	**983**
Surplus (déficit) de l'exercice	(648)	(641)	(164)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 700	2 893	3 058
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 052**	**2 253**	**2 893**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (818 k$ en 2016).

FONDS DU PLAN NORD
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	87 899	92 501[1]	89 156
Total des revenus	**87 899**	**92 501**	**89 156**
Dépenses			
Dépenses	175 012	197 298	77 119
Total des dépenses	**175 012**	**197 298**	**77 119**
Surplus (déficit) de l'exercice	(87 114)	(104 797)	12 037
Surplus (déficit) cumulé au début	121 866	123 440	111 403
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**34 753**	**18 643**	**123 440**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 58 520 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (57 921 k$ en 2016) et 15 443 k$ provenant de l'impôt des sociétés (19 509 k$ en 2016).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	862 449	840 577[1]	854 222
Total des revenus	**862 449**	**840 577**	**854 222**
Dépenses			
Dépenses	862 449	840 577	854 222
Total des dépenses	**862 449**	**840 577**	**854 222**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 672 462 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (683 378 k$ en 2016) et 168 115 k$ provenant de l'impôt des sociétés (170 844 k$ en 2016).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	518 473	484 070	–
	518 473	**484 070**	–
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	10 000	2 373	–
	10 000	**2 373**	–

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	188 553	225 510	187 353
Autres revenus	331 605[1]	287 378[2]	246 664
Total des revenus	**520 158**	**512 887**	**434 017**
Dépenses			
Dépenses	518 473	484 070	435 235
Total des dépenses	**518 473**	**484 070**	**435 235**
Surplus (déficit) de l'exercice	1 685	28 817	(1 219)
Surplus (déficit) cumulé au début	19 887	32 845	34 063
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**21 572**	**61 662**	**32 845**
Investissements	**10 000**	**2 373**	**10 233**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 13 023 k$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 270 181 k$ provenant de droits et permis de ressources forestières (239 000 k$ en 2016).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	15 406	14 552	–
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	25 232	24 224	–
Fonds des registres du ministère de la Justice	38 116	31 637	–
Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 228	35 123	–
Fonds relatif aux contrats publics	4 165	2 405	–
	123 147	**107 942**	–
Investissements			
Fonds Accès Justice	4	–	–
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	80	116	(36)
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 530	182	–
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	387	–
Fonds relatif aux contrats publics	–	–	–
	2 780	**686**	**(36)**

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	544
Autres revenus	15 350	16 717[1]	10 869
Total des revenus	**15 350**	**16 717**	**11 413**
Dépenses			
Dépenses	15 406	14 552	8 821
Total des dépenses	**15 406**	**14 552**	**8 821**
Surplus (déficit) de l'exercice	(56)	2 164	2 593
Surplus (déficit) cumulé au début	5 307	7 922	5 329
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**5 251**	**10 086**	**7 922**
Investissements	**4**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 2 531 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 370 k$ en 2016).

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	1 586	16 708
Autres revenus	25 922	30 170[1]	16 422
Total des revenus	**25 922**	**31 756**	**33 131**
Dépenses			
Dépenses	25 232	24 224	20 798
Total des dépenses	**25 232**	**24 224**	**20 798**
Surplus (déficit) de l'exercice	690	7 532	12 333
Surplus (déficit) cumulé au début	30 590	38 146	25 814
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**31 280**	**45 678**	**38 146**
Investissements	**80**	**116**	**75**

(1) Cette somme inclut 606 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (224 k$ en 2016).

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	33 832	38 333	35 461
Total des revenus	**33 832**	**38 333**	**35 461**
Dépenses			
Dépenses	38 116	31 637	29 048
Total des dépenses	**38 116**	**31 637**	**29 048**
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 284)	6 696	6 413
Surplus (déficit) cumulé au début	101 596	107 497	101 084
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**97 312**	**114 193**	**107 497**
Investissements	**1 530**	182	2 230

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	14 061	14 060	13 078
Autres revenus	25 648	25 732	24 793
Total des revenus	**39 708**	**39 792**	**37 871**
Dépenses			
Dépenses	40 228	35 123	36 462
Total des dépenses	**40 228**	**35 123**	**36 462**
Surplus (déficit) de l'exercice	(520)	4 669	1 409
Surplus (déficit) cumulé au début	8 766	12 181	10 772
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 246**	**16 850**	**12 181**
Investissements	**1 166**	**387**	**680**

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	1 500	–
Autres revenus	–	1 059	–
Total des revenus	–	**2 559**	–
Dépenses			
Dépenses	4 165	2 405	–
Total des dépenses	**4 165**	**2 405**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 165)	154	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(4 165)**	**154**	–
Investissements	–	–	–

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 539 000	1 535 422	–
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	209 976	182 208	–
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	40 172	40 000	–
	1 789 147	**1 757 630**	–
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	–	–	–
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	18 204	8 521	–
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	–	–	–
	18 204	**8 521**	–

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	81 000	81 000	–
Autres revenus	1 327 600	843 536[1]	1 508 800
Total des revenus	**1 408 600**	**924 536**	**1 508 800**
Dépenses			
Dépenses	1 539 000	1 535 422	1 506 285
Total des dépenses	**1 539 000**	**1 535 422**	**1 506 285**
Surplus (déficit) de l'exercice	(130 400)	(610 886)	2 515
Surplus (déficit) cumulé au début	(130 182)	(95 667)	(98 182)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(260 582)**	**(706 553)**	**(95 667)**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 454 000 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (428 800 k$ en 2016), 39 000 k$ provenant de la contribution santé (702 000 k$ en 2016) et 342 000 k$ provenant d'une affectation d'une partie des transferts du gouvernement fédéral (378 000 k$ en 2016).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	171 432	152 265	161 583
Autres revenus	37 313	33 883	32 009
Total des revenus	**208 746**	**186 148**	**193 592**
Dépenses			
Dépenses	209 976	182 208	190 324
Total des dépenses	**209 976**	**182 208**	**190 324**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 230)	3 940	3 268
Surplus (déficit) cumulé au début	11 738	19 401	16 107
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	–	26
Dépenses	–	–	–
Total des redressements des années antérieures	–	–	26
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	11 738	19 401	16 133
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**10 508**	**23 341**	**19 401**
Investissements	**18 204**	**8 521**	**3 325**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	20 000	20 035[1]	20 049
Total des revenus	**20 000**	**20 035**	**20 049**
Dépenses			
Dépenses	40 172	40 000	20 000
Total des dépenses	**40 172**	**40 000**	**20 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	(20 172)	(19 965)	49
Surplus (déficit) cumulé au début	20 172	20 161	20 112
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**196**	**20 161**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 20 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k$ en 2016).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	578 346	605 122	(26 776)
	578 346	**605 122**	**(26 776)**
Investissements			
Fonds des services de police	15 276	13 938	–
	15 276	**13 938**	–

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	278 306	307 973	265 824
Autres revenus	300 040	297 148	301 660
Total des revenus	**578 346**	**605 122**	**567 484**
Dépenses			
Dépenses	578 346	605 122	567 484
Total des dépenses	**578 346**	**605 122**	**567 484**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**15 276**	**13 938**	**6 705**

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	137 449	147 409	(9 960)
	137 449	**147 409**	**(9 960)**
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	450	38	–
	450	**38**	**–**

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	49 382	48 702	49 760
Autres revenus	85 068	95 704[1]	85 800
Total des revenus	**134 449**	**144 406**	**135 560**
Dépenses			
Dépenses	137 449	147 409	135 977
Total des dépenses	**137 449**	**147 409**	**135 977**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 000)	(3 003)	(417)
Surplus (déficit) cumulé au début	10 669	10 253	10 669
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**7 669**	**7 250**	**10 253**
Investissements	**450**	**38**	**418**

(1) Cette somme inclut 63 434 k$ provenant de la taxe sur l'hébergement (53 731 k$ en 2016) et 26 500 k$ provenant de la taxe de vente du Québec (26 500 k$ en 2016).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds aérien	71 970	61 840	–
Fonds de gestion de l'équipement roulant	115 901	107 149	–
Fonds de la sécurité routière	36 400	20 219	–
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 275 036[1]	3 271 509[1]	–
	3 499 307	**3 460 717**	–
Investissements			
Fonds aérien	10 000	3 213	–
Fonds de gestion de l'équipement roulant	44 949	31 394	–
Fonds de la sécurité routière	2 958	4 611	(1 654)
Fonds des réseaux de transport terrestre			
Année courante	1 990 801	1 775 836	
Redressements des années antérieures		(190)	
	1 990 801	1 775 646	–
	2 048 708	**1 814 865**	**(1 654)**

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017 (12 mois)	RÉELS 2016 (3 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	72 170	62 380	16 084
Total des revenus	**72 170**	**62 380**	**16 084**
Dépenses			
Dépenses	71 970	61 840	15 704
Total des dépenses	**71 970**	**61 840**	**15 704**
Surplus (déficit) de l'exercice	200	540	380
Surplus (déficit) cumulé au début	58 142	57 997	57 617[1]
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**58 342**	**58 537**	**57 997**
Investissements	**10 000**	**3 213**	**914**

(1) Le fonds a commencé ses activités le 1er janvier 2016. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs du service aérien du Centre de services partagés du Québec.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	117 349	108 609	106 006
Total des revenus	**117 349**	**108 609**	**106 006**
Dépenses			
Dépenses	115 901	107 149	105 014
Total des dépenses	**115 901**	**107 149**	**105 014**
Surplus (déficit) de l'exercice	1 448	1 461	992
Surplus (déficit) cumulé au début	11 046	11 314	10 322
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**12 494**	**12 775**	**11 314**
Investissements	**44 949**	**31 394**	**32 288**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	73 868	25 704	13 267
Total des revenus	**73 868**	**25 704**	**13 267**
Dépenses			
Dépenses	36 400	20 219	13 982
Total des dépenses	**36 400**	**20 219**	**13 982**
Surplus (déficit) de l'exercice	37 468	5 486	(715)
Surplus (déficit) cumulé au début	30 819	28 908	29 623
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**68 286**	**34 394**	**28 908**
Investissements	**2 958**	**4 611**	**5 998**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS[1] 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	3 749 549	3 694 788[2]	3 636 881
Total des revenus	**3 749 549**	**3 694 788**	**3 636 881**
Dépenses			
Dépenses	3 275 036	3 271 509	3 339 427
Contribution des automobilistes au transport en commun	85 332	85 145	81 937
Total des dépenses	**3 360 367**	**3 356 654**	**3 421 364**
Surplus (déficit) de l'exercice	389 182	338 134	215 517
Surplus (déficit) cumulé au début	2 605 349	2 605 007	2 389 490
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 994 531**	**2 943 141**	**2 605 007**
Investissements avant redressements	1 990 801	1 775 836	1 870 551[3]
Redressements des années antérieures	–	(190)	–
Investissements redressés	**1 990 801**	**1 775 646**	**1 870 551**

(1) Certaines données de l'année financière 2016 ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.

(2) Cette somme inclut 2 224 361 k$ provenant de la taxe sur les carburants (2 190 966 k$ en 2016), 1 031 228 k$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (986 795 k$ en 2016) et 49 734 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (52 751 k$ en 2016).

(3) Les données de l'année financière 2016 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2017.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 480	22 377	–
Fonds de développement du marché du travail	1 032 540	1 056 985	(24 446)
Fonds des biens et des services	89 537	69 204	–
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21 126	12 514	–
Fonds du Tribunal administratif du travail	84 830	70 934	–
Fonds québécois d'initiatives sociales	10 804	11 428	(623)
	1 262 317	**1 243 441**	**(25 069)**
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	–	–	–
Fonds de développement du marché du travail	–	–	–
Fonds des biens et des services	2 570	268	–
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	21 450	13 100	–
Fonds du Tribunal administratif du travail	2 945	325	–
Fonds québécois d'initiatives sociales	–	–	–
	26 965	**13 692**	**–**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 718	19 718	19 817
Autres revenus	3 100	3 317	3 315
Total des revenus	**22 818**	**23 035**	**23 132**
Dépenses			
Dépenses	23 480	22 377	22 816
Total des dépenses	**23 480**	**22 377**	**22 816**
Surplus (déficit) de l'exercice	(662)	658	316
Surplus (déficit) cumulé au début	2 576	3 048	2 732
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**1 914**	**3 706**	**3 048**
Investissements	–	–	–

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	940 506	996 156	989 175
Autres revenus	68 134	63 290[1]	10 609
Total des revenus	**1 008 640**	**1 059 446**	**999 784**
Dépenses			
Dépenses	1 032 540	1 056 985	981 204
Total des dépenses	**1 032 540**	**1 056 985**	**981 204**
Surplus (déficit) de l'exercice	(23 900)	2 461	18 580
Surplus (déficit) cumulé au début	32 535	51 243	32 663
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 635**	**53 705**	**51 243**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 52 720 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (3 608 k$ en 2016).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	39 407	33 140	26 316
Autres revenus	50 130	48 096	42 377
Total des revenus	**89 537**	**81 236**	**68 693**
Dépenses			
Dépenses	89 537	69 204	64 605
Total des dépenses	**89 537**	**69 204**	**64 605**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	12 032	4 088
Surplus (déficit) cumulé au début	17 358	21 446	17 358
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**17 358**	**33 477**	**21 446**
Investissements	**2 570**	**268**	–

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	10 465	10 371
Autres revenus	3 500	2 048	3 343
Total des revenus	**21 126**	**12 514**	**13 713**
Dépenses			
Dépenses	21 126	12 514	13 713
Total des dépenses	**21 126**	**12 514**	**13 713**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**21 450**	**13 100**	**17 843**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017 (12 mois)	RÉELS 2016 (3 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	7 019	7 019	2 324
Autres revenus	77 811	69 022	18 150
Total des revenus	**84 830**	**76 041**	**20 474**
Dépenses			
Dépenses	84 830	70 934	19 197
Total des dépenses	**84 830**	**70 934**	**19 197**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	5 108	1 276
Surplus (déficit) cumulé au début	2 937	6 380	5 103[1]
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 937**	**11 488**	**6 380**
Investissements	**2 945**	**325**	**112**

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT). Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs du FCLP et du FCRT.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2017	RÉELS 2016
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	10 639	10 639	31 474
Autres revenus	165	495	52
Total des revenus	**10 804**	**11 134**	**31 527**
Dépenses			
Dépenses	10 804	11 428	31 376
Total des dépenses	**10 804**	**11 428**	**31 376**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	(293)	151
Surplus (déficit) cumulé au début	144	1 265	1 114
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**144**	**972**	**1 265**
Investissements	–	–	–

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
1	Fonds de développement des territoires	102 339	104 685
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
2	Fonds relatif à certains sinistres	1 534	1 534
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
3	Fonds Avenir Mécénat Culture	5 007	4 547
4	Fonds du patrimoine culturel québécois	15 647	13 468
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
5	Fonds vert	422 684	721 159
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
6	Capital Mines Hydrocarbures (*)	1 756	47 607
7	Fonds du développement économique	289 105	289 105
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
8	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	62 385	56 175
9	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	30 758
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
10	Fonds des ressources naturelles	192 830	206 899
11	Fonds d'information sur le territoire	138 152	107 149
	FAMILLE		
12	Fonds de soutien aux proches aidants	15 091	27 280
13	Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 313 596	2 263 796
14	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 043	21 250
	FINANCES		
15	Fonds de financement	1 463 447	1 437 436
16	Fonds des générations	2 001 173	
17	Fonds du Bureau de décision et de révision	2 522	2 202
18	Fonds du centre financier de Montréal	682	1 323
19	Fonds du Plan Nord	92 501	197 298
20	Fonds relatif à l'administration fiscale	840 577	840 577
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
21	Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	512 887	484 070
	JUSTICE		
22	Fonds Accès Justice	16 717	14 552
23	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	31 756	24 224
24	Fonds des registres du ministère de la Justice	38 333	31 637
25	Fonds du Tribunal administratif du Québec	39 792	35 123
26	Fonds relatif aux contrats publics	2 559	2 405

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 18 114 k$ au Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2016-2017.

	ACTIFS		PASSIFS			
Surplus (déficit) de l'exercice	Avances au Fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
(2 346)	27 411			10 480	16 930	1
		89 240	89 150	90		2
460	1 223			3	1 220	3
2 178	29 756			37	29 719	4
(298 476)	194 065	972 041		296 043	870 063	5
(45 851)	156 105	392 213	500 000	786	47 531	6
		4 806 532	4 187 206	508 076	111 250	7
6 210	10 958	178 732		1 563	188 127	8
(5 758)	26 906			26 906		9
(14 069)	49 997	30 327	102 (1)	50 458	29 765	10
31 004	4 546	528 878	448 (1)	34 646	498 329	11
(12 189)	44 958	22			44 981	12
49 800		249 174	194 588	4 786	49 800	13
(6 207)	20 449	10			20 459	14
26 011		51 178 833	50 311 868	373 892	493 073	15
2 001 173		10 523 369			10 523 369	16
320		3 759		765	2 994	17
(641)	2 253				2 253	18
(104 797)	83 405	54 181	73 670	45 273	18 643	19
		3 519	3 519			20
28 817	88 623	83 197	18 114 (1)	92 044	61 662	21
2 164	10 870	2 557		3 341	10 086	22
7 532	45 227	855		403	45 678	23
6 696	127 542	4 035		17 384	114 193	24
4 669		24 866		8 017	16 850	25
154		1 500	481	865	154	26

Année financière terminée le 31 mars 2017
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
27	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	924 536	1 535 422
28	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	186 148	182 208
29	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 035	40 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
30	Fonds des services de police	605 122	605 122
	TOURISME		
31	Fonds de partenariat touristique	144 406	147 409
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS		
32	Fonds aérien	62 380	61 840
33	Fonds de gestion de l'équipement roulant	108 609	107 149
34	Fonds de la sécurité routière	25 704	20 219
35	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 694 788	3 356 654
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
36	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 035	22 377
37	Fonds de développement du marché du travail	1 059 446	1 056 985
38	Fonds des biens et des services	81 236	69 204
39	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	12 514	12 514
40	Fonds du Tribunal administratif du travail	76 041	70 934
41	Fonds québécois d'initiatives sociales	11 134	11 428
	Total fonds spéciaux	**15 678 249**	**14 265 725**
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2016-2017		
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 080 580)	(1 080 580)
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(2 001 173)	
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(7 181)	(3 693)
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	**12 589 316**	**13 181 452**

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k$ au Fonds des services de police;
- Avance de 43 033 k$ au Fonds aérien.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2016-2017.

	ACTIFS		PASSIFS			
Surplus (déficit) de l'exercice	Avances au Fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
(610 886)		116 303	301 783	521 073	(706 553)	27
3 940	49 628	72 850	11 725	87 412	23 341	28
(19 965)	191	5			196	29
		154 353	91 915 (1)	62 438		30
(3 003)	28 836	16 183	1 667	36 102	7 250	31
540	29 175	133 135	98 185 (1)	5 588	58 537	32
1 461		221 118	195 079	13 265	12 775	33
5 486	20 363	19 513	2 065	3 417	34 394	34
338 134	826	25 603 797	17 978 163	4 683 318	2 943 141	35
658	4 220	32		547	3 706	36
2 461	102 728	52 238		101 261	53 705	37
12 032		46 367	4 206	8 683	33 477	38
		53 578	48 356	5 222		39
5 108	8 735	35 515		32 763	11 488	40
(293)	1 006	41		76	972	41
1 412 524	1 170 002	95 652 867	74 112 289	7 037 025	15 673 555	
(2 001 173)						
(3 488)						
(592 137)						

LES *COMPTES PUBLICS 2016-2017* PRÉSENTENT LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

VOLUME 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Finances Québec